

**PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU  
DU 1<sup>er</sup> MARS 2012**

Etaient présents/Waren aanwezig : M./de h. De Decker, Bourgmestre-Président, burgemeester-voorzitter;

M./de h. Desmedt, Mme/Mevr. Dupuis, MM./de hh. Cools, Sax, Dilliès, Mmes/Mevr Verstraeten, Maison, Gol-Lescot, échevins-schepenen;

Mme/Mevr Gustot, MM./de hh. Beyer de Ryke, Martroye de Joly, Mme/Mevr. Cattoir-Jacobs, M./de h. de Halleux, Mme/Mevr. Fraiteur, MM./de hh. Cohen, de Le Hoye, Wynants, Broquet, Mme/Mevr. Charlier, M./de h. Desmet, Mme/Mevr. Fremault, MM./de hh. Fuld, Biermann, Mme/Mevr. François, MM./de hh. Vanraes, van Outryve d'Ydewalle, Mmes/Mevr. Roba-Rabier, Delwart, MM./de hh. De Bock, Toussaint, Mme/Mevr. Bakkali, MM./de hh. Wyngaard, Kirkpatrick, Hayette, Mmes/mevr Francken et Delvoye, conseillers-gemeenteraadsleden;

M./de h. Bruier-Desmeth, secrétaire communal adjoint - adjunct-gemeentesecretaris.

---

Absents en début de séance/ Afwezig bij aanvang van de zitting : MM./de hh. Beyer de Ryke, de Le Hoye, Broquet, Mme/mevr. Fremault, M./de h. van Outryve d'Ydewalle, Mmes/mevr. Roba-Rabier, Delwart, M./de h. Wyngaard.

Se sont fait excuser/ heeft zich verontschuldigd : MM./de hh. de Lobkowicz, de Heusch, Brotchi, Mme/mevrde T'Serclaes.

- La séance est ouverte à 20h15 - De zitting begint om 20u15. –

**A. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil communal du 26 janvier 2012.**

Le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 26 janvier 2011 est déposé sur le bureau. S'il ne donne pas lieu à des remarques avant la fin de la séance, il sera considéré comme approuvé à l'unanimité.

**Onderwerp A : Goedkeuring van het proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 26 januari 2012.**

Het proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 26 januari 2012 werd ter inzage gelegd. Indien er voor het einde van de zitting geen opmerkingen zijn, zal het beschouwd worden als éénparig goedgekeurd.

- Mme Gustot quitte la séance -  
- Mevr. Gustot verlaat de zitting -

**7B – 1 C.P.A.S.- Compte 2010.- O.C.M.W.- Begroting 2010.**

**M./de h. Cornelis** déclare que le compte du budget d'exploitation du C.P.A.S. pour l'exercice 2010 présente un boni d'environ 94.000 €. Néanmoins, la question des créances aléatoires pose des problèmes de trésorerie. En raison d'un contentieux avec le Service Public Fédéral des Affaires sociales dans les années 2005-2006, le montant de ces créances aléatoires augmente, ce qui entraîne finalement pour le résultat net un solde négatif de 393.311,47 €.

- Mmes Delwart et Fremault entrent en séance –  
- Mevr. Delwart en Fremault komen de zitting binnen -

**M./de h. Fuld** félicite le personnel du C.P.A.S. pour la confection des documents du compte 2010 et du budget 2012 ainsi que pour l'aide qu'il procure inlassablement aux citoyens les plus démunis. Il déplore cependant le retard pris dans la transmission des documents relatifs au compte 2010, ce qui a rendu plus difficile l'élaboration du budget communal pour 2012. En effet, en raison de ce retard, la Commune a été amenée à déterminer de façon purement théorique le montant du subside octroyé au C.P.A.S. dans le cadre du budget 2012, en l'occurrence un peu plus de 14.190.000 €. Or, il apparaît aujourd'hui que ce montant est inférieur au résultat comptable de l'exercice 2011 et, vu l'évolution de la situation socio-économique, il ne peut être que dépassé. Dès lors, le budget communal 2012, établi laborieusement par le Collège, devra immanquablement être corrigé. Il faudrait donc que les responsables du C.P.A.S. délivrent leurs comptes et bilans en temps utile afin de permettre à la Commune d'établir correctement son propre budget.

**Mme/Mevr Francken** aimerait connaître la cause du retard observé dans la transmission du compte 2010 et voudrait également savoir si le compte 2011 sera communiqué avant 2013.

**Mme/Mevr Fraiteur** remercie aussi l'administration du C.P.A.S. pour le travail fourni. Elle souligne les éléments suivants : l'augmentation de l'intervention communale ordinaire résulte surtout des créances douteuses, les effectifs du personnel comprennent 136 "article 60" sur un total de 566, le taux des bénéficiaires du revenu garanti, parmi lesquels on retrouve les exclus du chômage ainsi que, pour moitié, des personnes isolées, augmente de 9,76 % en un an, les dossiers relatifs à la remise à l'emploi débouchent sur un tiers de réussites, 221 personnes ayant retrouvé du travail sur un total de 745 cas traités, les dépenses pour l'aide sociale augmentent de 5,5 % et le poste qui augmente le plus (35 %) est celui qui concerne l'aide médicale.

**M./de h. De Bock** remarque que la dotation communale au C.P.A.S. a augmenté d'environ 20 % au cours des 5 dernières années. Les recettes ont toutefois augmenté dans la même proportion. Cette évolution atteste la croissance du phénomène de paupérisation. D'après les statistiques publiées par le Gouvernement bruxellois, il y a 34.000 bénéficiaires du Revenu d'Intégration Sociale (R.I.S.) à Bruxelles, alors qu'il y en a 35.000 pour toute la Région flamande et 49.000 en Wallonie.

Or, en ce qui concerne Uccle, le nombre de bénéficiaires du R.I.S. passe depuis 2005 de 1.200 à 900. Comment expliquer sociologiquement cette diminution, si elle est avérée?

- **M. Beyer de Ryke entre en séance –**

- **De h. Beyer de Rycke komt de zitting binnen -**

**M. le Président/ de h. Voorzitter**, tout en affirmant que le C.P.A.S. accomplit certainement un travail efficace en faveur de la population, reconnaît cependant qu'il est difficile d'établir un budget communal avec le soin et la rigueur souhaités par le Collège lorsque les comptes du C.P.A.S. sont transmis après l'élaboration du budget communal de l'année suivante. Il est donc légitime de réclamer de la part du C.P.A.S. un peu plus de diligence dans la transmission de ses documents comptables et ce d'autant plus que l'administration communale elle-même a fournis des efforts pour établir ses propres comptes et budgets dans les meilleurs délais.

- **Mme Roba-Rabier entre en séance –**

- **Mevr Roba-Rabier komt de zitting binnen -**

**M./de h. Cornelis** explique que le retard observé dans la transmission des comptes du C.P.A.S. est dû à une nouvelle méthode de travail imposée par le SPF Affaires sociales pour la vérification des droits constatés. Ce contrôle étant individualisé et non plus effectué de façon globale, la correction des erreurs, découvertes en plus grand nombre grâce à la nouvelle procédure, a entraîné un retard considérable. M. Cornelis veillera cependant à ce qu'à l'avenir, les comptes du C.P.A.S. soient transmis dans des délais raisonnables. A cet égard, il s'engage à ce que les comptes 2011 soient communiqués avant le 21 juillet 2012, un groupe de travail ayant été constitué pour l'informer mensuellement quant à l'évolution de la situation.

Objet 7B – 1 : **C.P.A.S.- Compte de l'exercice 2010.- Approbation.**

Le Conseil,

Vu l'article 89 de la loi organique des Centres publics d'action sociale;

Vu la délibération du Conseil de l'Action sociale du 25 janvier 2012, parvenue à l'Administration le 30 janvier 2012 arrêtant définitivement et acceptant le compte de l'exercice 2010 du C.P.A.S., qui se clôture par un mali à charge de la commune s'élevant à la somme de 393.311,47€.

Approuve le compte de l'exercice 2010 du C.P.A.S.

Onderwerp 7B – 1 : **O.C.M.W.- Rekening van het dienstjaar 2010.- Goedkeuring.**

De Raad,

Gelet op artikel 89 van de organieke wet betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn;

Aangezien bij beraadslaging van 25 januari 2012, bij het Gemeentebestuur aangekomen op 30 januari 2012, de Raad voor Maatschappelijk welzijn besloten heeft de rekening van het dienstjaar 2010 van het O.C.M.W., welke zich afsluit met een mali ten laste van de gemeente van 393.311,47€ aan te nemen en definitief goed te keuren,

Beslist de rekening van het dienstjaar 2010 van het O.C.M.W. goed te keuren.

**- MM. Broquet et de Le Hoye entrent en séance -  
- de hh. Broquet en de Le Hoye komen de zitting binnen -**

Objet 7B – 2 : **C.P.A.S.- Budget 2012.**

Onderwerp 7B – 2 : **O.C.M.W.- Budget 2012.**

**M./de h. Cornelis** présente le budget 2012.

Het Ukkelse OCMW werkt hard, goed en efficiënt. Ook dit jaar heeft het OCMW een begroting opgesteld die zich binnen het gevraagde budgettaire kader kan houden, dit voor de derde keer op rij, in tijden van wereldwijde en vooral Europese economische crisis. Het is een hele verdienste op zich. Het OCMW bevindt zich immers in de vuurlinie om de sociale en menselijke schade op te vangen en ondervindt in ons geval ook ten volle de dualiteit van de grote stad. Desondanks kunnen wij u cijfers voorleggen waarbij het exploitatiebudget slechts met één miljoen euro stijgt tot 43,5 miljoen euro. Het aandeel voor de gemeente in die stijging bedraagt € 378.921, waardoor het gemeentelijk aandeel in de OCMW-begroting op € 14.192.000 komt te staan. Sprekender en belangrijker is dat de werkingskosten slechts 1,55 % en de personeelskosten nog geen 0,10 % stijgen. Op deze laatste zit wel een begrotingscorrectie: de kosten voor sociale tussenkomsten stijgen evenwel dit jaar nogmaals met 5,44 %, evenals onze financieringskosten met 8,4 %. We verwachten immers dit jaar nogmaals een toename van de sociale aanvragen met 10 %.

La nouvelle stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive poursuit un objectif chiffré de réduction du nombre de personnes menacées par la pauvreté et par l'exclusion sociale d'au moins 20 millions personnes à l'horizon de 2020. Malheureusement, une enquête menée parmi les membres européens et nationaux sur la réalisation de ces objectifs révèle une immense déception. La majorité des membres considère que les réponses politiques sont dans le meilleur des cas insuffisantes et dans le pire des cas responsables de l'aggravation de la pauvreté et de l'exclusion sociale. A Bruxelles, un citoyen sur quatre vit en dessous du seuil de pauvreté, qui, pour un isolé, se situe à 973 € par mois, et, pour un couple avec deux enfants, à 2.044 € par mois. En décembre 2010, 5 % de la population bruxelloise de 18 à 64 ans bénéficiait d'un revenu d'intégration sociale (ou équivalent). C'est près du triple du taux observé pour l'ensemble du pays. Les C.P.A.S. de la Région bruxelloise octroient plus d'aide sociale que l'ensemble des

C.P.A.S. de la Flandre. Depuis l'introduction de la loi sur l'intégration sociale en 2002, la proportion des bénéficiaires du revenu d'intégration (ou équivalent) n'a cessé d'augmenter à Bruxelles alors qu'elle est demeurée stable en Flandre et en Wallonie. De grandes différences de pourcentages existent cependant entre les communes dépendant de la zone du canal (Molenbeek, Anderlecht, Schaerbeek), où l'aide sociale a explosé, et celles dépendant de la zone résidentielle sud-est (Woluwe-Saint-Pierre, Woluwe-Saint-Lambert, Auderghem, Watermael-Boitsfort, Uccle). La pauvreté se caractérise souvent par des revenus insuffisants mais ne se résume pas uniquement à cette dimension pécuniaire. Elle affecte tous les aspects de la vie des plus démunis.

De situatie op de arbeidsmarkt is vaak een zeer bepalende factor bij het inschatten van het armoederisico. Een vast arbeidsinkomen is een onmiskenbare bescherming tegen sociale uitsluiting. In 2010 lag het aantal werkenden tussen 15 en 64 jaar in Brussel op 406.000. Dit is 6.000 meer dan in 2003. Evenwel is de tewerkstellingsgraad in Brussel bedroevend laag: 54,8 %, alhoewel de Europese doelstelling 2010 door het verdrag van Lissabon op 70 % was gelegd. Een laag opleidingsniveau bemoeilijkt de toegang tot de arbeidsmarkt. Zo hebben minder dan 40 % van de laaggeschoolde Brusselaars een baan. Maar ook met een baan, jammer genoeg, is men niet altijd beschermd tegen armoede.

Factoren als een laag loon, een beperkt aantal arbeidsuren of het feit dat men meerdere personen ten laste heeft kunnen zelfs werkende mensen tot armoede veroordelen.

L'évolution démographique de la Région a des conséquences importantes en matière de pauvreté. L'augmentation importante de jeunes adultes dans la population bruxelloise s'accompagne d'une augmentation beaucoup plus importante de jeunes adultes pauvres. Le nombre de jeunes de 18 à 24 ans qui dépendent d'un revenu d'intégration sociale du C.P.A.S. augmente fortement. A Uccle, les prévisions de croissance démographique sont également déjà dépassées à ce jour puisque la population ucquoise s'élève à 79.498 habitants fin 2011, soit 1.940 Ucquois de plus par rapport à l'année précédente et déjà 604 habitants en plus par rapport à ce qui était prévu pour 2015. Comparée aux communes dans la même zone socio-économique du sud-est résidentiel de Bruxelles, Uccle ne se démarque pas fondamentalement en matière de revenu des ménages, avec un revenu moyen par habitant de 16.833 €. La répartition des déclarations fiscales par tranche de revenu est aussi fort similaire. Par contre, la population âgée, exposée davantage, y est plus nombreuse. Le phénomène de vieillissement de la population est apparemment associé statistiquement au niveau local à une ancienneté du parc immobilier, à des logements de petite taille, à une certaine faiblesse en terme de confort des logements. A ce titre, Uccle est desservie par un habitat plus vieux que la moyenne de la zone Sud-Est. 54 % des constructions datent d'avant 1945 (50 % en moyenne dans la zone Sud-Est). Située en seconde couronne dans le cadran Sud-Est, la Commune d'Uccle est caractérisée par une population au profil socio-économique mêlant ménages très aisés, surtout au Sud de la Commune, aux classes moyennes, présentes surtout au nord et à l'est de la Commune. Cela se traduit par un niveau de revenu imposable nettement supérieur à la moyenne bruxelloise sur de vastes portions du territoire communal, à l'exception notable des quartiers de logements sociaux du Homborch, du Merlo et du Melkriek. Outre ces quartiers, les revenus sont un peu moins élevés le long des chaussées d'Alsemberg et de Waterloo, dont le bâti est spécifique, ainsi que dans quelques anciens noyaux villageois. Le retard scolaire touche nettement moins les jeunes Ucquois que la moyenne des jeunes dans la Région, même si les statistiques ne sont pas excellentes à cet égard. L'Observatoire de la Santé estime que les enjeux découlant de l'analyse statistique d'Uccle sont de divers ordres, à savoir le grand nombre de personnes âgées logées dans le secteur locatif privé et parallèlement la forte présence des familles avec enfants, ainsi que l'accès au logement pour les plus défavorisés.

De tijden veranderen en dus ook de oplossingen. Sinds het ontstaan van de OCMW's in 1976 heeft de maatschappij enorme veranderingen ondergaan die zich uiteten in het profiel van de mensen die zich tot het OCMW wenden. Hun aantal blijft stijgen en het profiel van de steunvragers verandert. Hoe langer hoe meer mensen van buitenlandse oorsprong, hoe langer hoe meer jongeren alsook werkende mensen ondervinden moeilijkheden om de

eindjes aan elkaar te knopen, ondanks soms correcte inkomens. De problemen waarmee ze geconfronteerd worden zijn ook veel complexer dan vroeger. Om aan de noden van deze bevolkingsgroep tegemoet te komen is de sociale bijstand, die in het begin enkel uit een financiële tegemoetkoming bestond, geëvolueerd naar een ruimere vorm van sociale hulpverlening die zowel materiële hulp omvat als begeleiding bij het zoeken naar een woning of naar werk, omkadering op de werkvloer, toegang tot gezondheidszorg of schuldbemiddeling en psychische en sociale begeleiding. De OCMW's streven ernaar om hulp op maat te geven opdat de cliënten leren op eigen benen te staan. De sociale bijstand en de sociale dienstverlening van het OCMW zijn toegespitst op deze nieuwe realiteit en er worden nieuwe methoden toegepast om éénieder het recht op een menswaardig bestaan te garanderen.

Le C.P.A.S. d'Uccle a pris depuis 2010 diverses initiatives afin de répondre au mieux aux besoins constatés dans la Commune, comme la création d'une cellule logement, l'ouverture d'un centre d'accueil et de transit pour personnes sans logement d'une capacité de 7 lits,... En 2011, le C.P.A.S. a aussi ouvert un centre de distribution alimentaire en collaboration avec le Bureau d'Intervention et de Restitution Belge (B.I.R.B.) et a mis en place une troisième Initiative Locale d'Accueil (I.L.A.) pour répondre à la demande formulée par Fedasil. Le C.P.A.S. a également ouvert une cellule énergie afin de répondre aux demandes en cette matière, qui croissent de façon exponentielle. Cette cellule traite dans une optique de prévention les demandes de tous les Ucclois en difficulté de paiement et de gestion de leur facture énergétique. La cellule énergie rencontre un succès foudroyant et doit s'organiser pour répondre à l'afflux des demandes tout en y intégrant les prescriptions de l'ordonnance. Elle doit également développer plus encore son action préventive en conformité avec les orientations indiquées par le Fonds Gaz-Electricité. L'objectif immédiat est de mettre en vitrine dans les locaux du centre de distribution alimentaire des produits et des matériaux destinés à économiser l'énergie.

De renovatiewerken aan de nieuwe crèche in het kindertehuis Asselberghs waar 24 opvangplaatsen worden voorzien werden eind 2011 gegund en zullen dus begin 2012 uitgevoerd worden. Ook de renovatieplannen voor het domein Nekkersgat zitten in een definitieve opstartfase met weldra de finalisering van het voorontwerp en de aanvraag voor het stedenbouwkundig attest.

Les temps changent. L'aide sociale apportée par le C.P.A.S. doit s'y adapter, ce qui comporte un défi indéniable compte tenu de l'augmentation croissante du nombre de personnes qui y font appel. En 2012, notre C.P.A.S. poursuivra donc son aide sociale sous de multiples formes : aides en espèces, qui sont globalisées, aides en nature, dont distribution de nourritures et de vêtements, aides à la réinsertion socio-professionnelle, aides à l'insertion socio-culturelle et sportive et à l'accès aux nouvelles technologies pour éviter la fracture numérique, aides énergie et consommation d'eau, aide médicale, aides au logement et guidances diverses (loyers, énergie, endettement,...). Le C.P.A.S. ucclois désire absolument accentuer sa politique de développement du service Promojob, qui est installé depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2010 dans de nouveaux locaux et est partie prenante à la Maison de l'Emploi en collaboration avec Actiris et le service Emploi de la Commune. Créé en 1984, il constitue un des fleurons de notre C.P.A.S., dont la renommée dépasse largement les frontières régionales. La méthodologie développée depuis plusieurs années au travers du Parcours d'Insertion a permis d'intensifier les mises au travail. Toutefois, la régionalisation future des matières de l'emploi aura un impact certain sur l'organisation du service Promojob. Il s'agira de déterminer quel sera le public cible du C.P.A.S. et quel mode de relation sera institué entre le C.P.A.S. et Actiris. Dans cette perspective, nous axerons notre intervention en 2012 sur l'insertion professionnelle durable. A l'Espace Emploi, le demandeur d'emploi sera accompagné et formé à l'utilisation de l'outil informatique. De plus, en collaboration avec la Mission locale de Forest, il sera proposé aux travailleurs sous contrat "article 60" de suivre un plan de formation dans les métiers du bâtiment. En fin de contrat "article 60", l'accent sera mis sur l'information afin de prévenir l'exclusion des allocations de chômage. En 2012, nous intensifierons aussi le travail de coordination réalisé dans le cadre de la Maison de l'Emploi.

Ainsi, Promojob organisera une Semaine de l'Emploi en partenariat avec les services de la Maison de l'Emploi.

Sinds vorig jaar worden 24 opvangplaatsen op drie verschillende locaties beheerd (de fameuze I.L.A.'s of E.L.O.I.'s). De dienst zorgt voor een snelle integratie van de nieuwkomers en laat hen deelnemen aan opleidingen, onder anderen burgerschap en talen. Ook wordt uitleg gegeven over een vrijwillige terugkeer volgens de richtlijnen van Fedasil.

Un des principaux défis sociaux auxquels nous devons faire face est d'assurer l'accès pour tous aux soins de santé. Suivant le Baromètre Interfédéral de la Pauvreté 2011, 26 % de la population se considère dans un état de santé raisonnable, mauvais, voire même très mauvais. Ce pourcentage monte à 42 % dans la population ayant les revenus les plus bas. L'administration prévoit de rencontrer cette situation en accordant, tout en respectant la liberté de choix thérapeutique, les réquisitoires de soins ou d'hospitalisations nécessaires en vue du remboursement au tarif I.N.A.M.I. De même, elle octroie sous certaines conditions une aide médico-pharmaceutique pouvant atteindre 30 ou 50 € par mois par usager selon son état de santé et sa situation financière. Nous poursuivrons cette politique de prévention tout en maintenant notre volonté de responsabiliser chaque usager.

Zoals eerder werd vermeld, heeft Ukkel een oudere bevolking dan andere gemeenten van het Gewest. Het OCMW heeft altijd getracht om aan de noden van de hoogbejaarden die nog niet door andere sociale partners behartigd worden tegemoet te komen, met name thuis blijven wonen, tijdelijke huisvesting, psychogeriatrische voorzieningen. Gesterkt door het succes inzake buurtdiensten, thuiszorg en dienstencheques zal het OCMW deze diensten blijven aanbieden. Wegens de toenemende vraag is er namelijk een tekort van 3.000 R.V.T.-bedden in het Brussels Gewest. Om een antwoord te bieden zal het Brugmann tehuis de verpleegkundige afdeling laten aanpassen om te voldoen aan de erkenning - en toelatingsvoorwaarden van de F.O.D., namelijk een afschaffing van kamers met drie bedden. Ook zal de ratio tussen de R.V.T. en R.O.B.-bedden in evenwicht worden gebracht en het personeelsbestand zal hierop worden afgestemd. Voor het Nekkersgatdomein hopen wij dankzij een samenwerking met de Commissie Monumenten en Landschappen het verbouwingsproject definitief af te werken. In deze optiek zouden wij nieuwe gebouwen laten oprichten, in overeenkomst met de nieuwe R.V.T.-normen van 2010, en de oudere gebouwen, de verpleegkundige vleugel en het kasteel, zouden hoofdzakelijk ingericht worden als dagcentrum met twee psychogeriatrische afdelingen en een afdeling serviceflats.

Le crédit fait partie intégrante du mode de fonctionnement de notre société et, depuis une dizaine d'années, dans une réelle volonté d'agir préventivement, les services de médiation de dettes se sont développés partout en Belgique. D'année en année, le C.P.A.S. a vu augmenter les demandes d'aide de ménages en difficulté financière et a dû faire face à une charge de travail plus importante. Même si le crédit est encore très présent dans les dossiers de surendettement, une autre réalité, celle d'une pauvreté grandissante, ne peut plus être ignorée. Bien loin du stéréotype de la personne surendettée qui consomme à outrance ou qui use et abuse du crédit, le service constate une progression d'un endettement qui est dû non au crédit mais à des charges de la vie courante (énergie, soins de santé, taxes).

Het OCMW heeft ook zijn structureel overlegorgaan vernieuwd om een nieuw leven in te blazen aan de strijd tegen sociale uitsluiting en heeft een gevolg gegeven aan het Algemeen Armoede Rapport en artikel 62 van de Organieke Wet en dus de sociale coördinatie ten uitvoer gebracht. De doelstelling is het sociaal overleg tot stand te brengen tussen het OCMW van Ukkel en de openbare diensten en verenigingen die zich op het grondgebied van Ukkel bevinden.

En mars 2011, le centre de distribution alimentaire gratuite du C.P.A.S. s'ouvrait au n° 100 de la rue du Bourdon et se préparait à recevoir les 310 tonnes de denrées alimentaires du Bureau d'Intervention et de Restitution Belge (B.I.R.B.). Le 4 avril 2011, les premiers clients pouvaient déjà s'y approvisionner. Fin d'année, plus de 2.000 démunis ont bénéficié de cette aide complémentaire, avec une moyenne hebdomadaire de 108 clients. Au 31 mars 2012, environ 170 tonnes de marchandises auront été distribuées aux Ucclois et

140 tonnes auront été réparties entre associations agréées par le B.I.R.B. actives dans le domaine de l'aide alimentaire. Cette distribution a démontré la capacité du C.P.A.S. d'Uccle à jouer son rôle de pierre angulaire de l'aide alimentaire et à assumer une partie du rôle de coordination sur le territoire régional.

Met het oog op de eventuele stopzetting van het Europees voedselhulpplan zal er in 2012 in samenwerking met de Federatie van Sociale Diensten naar andere bevoorradingsbronnen worden gezocht en zal er een analyse worden gemaakt van de toekomstige behoeften van de geholpen bevolkingsgroep. Anderzijds zal ons voedseldistributiecentrum dankzij zijn organisatorische ervaring inzake voedseldistributie, samenwerking met de energiecel, en energiebesparende producten aanbieden zoals spaarlampen en tochtstrippen voor vensters.

Malgré toutes ses ambitions, le C.P.A.S. stabilisera son effectif. Notre ambition sera également de poursuivre la régularisation du personnel en ordre au niveau linguistique, de façon à reconstruire l'épine dorsale de l'administration et à préparer l'avenir. Nous mettrons à disposition des responsables des services des outils permettant de clarifier la planification des évaluations et les besoins de formation. Le service Formation prévoit à cet effet d'organiser des rencontres à plusieurs moments-clés de l'année. Nous établirons également un plan de formation générale sur le mode coopératif de fonctionnement et d'ouverture aux changements. Nous mettrons aussi en oeuvre une révision des procédures dans les différents services via l'intervention d'un chargé d'analyse et de développement. Enfin, pour répondre à la nécessité de faciliter la cohérence interne et externe des différents services concernés, l'informatisation des services sociaux en application du programme RTF permettra une meilleure visibilité et une meilleure traçabilité des demandes d'aide entre les services ainsi qu'une meilleure gestion interne.

**- M. Wyngaard entre en séance –**

**- de h. Wyngaard komt de zitting binnen -**

**M./de h. Cohen** remercie le président, le secrétaire et l'ensemble du C.P.A.S. pour les documents fournis et le travail accompli. Il regrette de n'avoir pu participer à la commission relative au C.P.A.S. en raison d'un Conseil de police qui avait lieu au même moment.

Il demande pourquoi les I.L.A. sont en négatif dans le budget, alors qu'à sa connaissance, on avait toujours prétendu que ce type de structure, destiné à mettre des logements à disposition des réfugiés politiques, rapporterait de l'argent à la Commune.

M. Cohen constate que chaque année la Commune acte des pertes (400.000 € cette année) pour le domaine du Nekkersgat, acheté un million d'euros, il y a 6 ou 7 ans, pour ce qui était considéré comme une énorme affaire immobilière. Les pertes cumulées pour la seule exploitation de l'Institut National des Invalides (I.N.I.) se chiffrent déjà entre 2 et 2,5 millions d'euros. Or, il n'y a pas de véritable projet par rapport à l'I.N.I., alors qu'il s'agit du dossier qui va coûter le plus au C.P.A.S. en terme d'investissements (plusieurs dizaines de millions d'euros). M. Cohen craint aussi que les coûts explosent suite à un changement d'optique de la majorité, dans la mesure où il est question maintenant d'entreprendre une toute nouvelle construction avec rénovation de quelques bâtiments, alors qu'au départ on envisageait de réaménager la totalité des bâtiments. D'autre part, que devient le home Brugmann? Est-ce qu'on le vend, le garde ou le transforme? Il n'y a pas de vue globale à cet égard alors que cela représente un investissement de plusieurs millions voire dizaines de millions d'euros.

Enfin, quelles mesures le C.P.A.S. compte-t-il prendre pour maîtriser les charges financières dans les prochaines années ?

M. Cohen conclut son intervention en regrettant le retard pris dans la transmission des comptes et en espérant que cette situation s'améliorera à l'avenir.

**- M. van Outryve d'Ydewalle entre en séance –**

**- de h. van Outryve d'Ydewalle komt de zitting binnen -**

**Mme/mevr Fraiteur** félicite le personnel du C.P.A.S. pour la qualité de la note de politique générale. Elle apprécie particulièrement le fait que les caractéristiques d'Uccle soient situées dans le contexte de la zone socio-économique ("cluster") à laquelle appartient

la Commune. La surreprésentation des personnes âgées apparaît ainsi comme une des spécificités uccloises. Il y a une augmentation du budget d'exploitation de 2,40 % par rapport à 2011. Cette augmentation se traduit par une croissance des dépenses de redistribution, ce qui est en soi une bonne chose. Il y a une maîtrise des dépenses de personnel puisqu'elles n'augmentent que de 0,09 %, ce qui correspond sans doute uniquement à l'index, et dans ces dépenses de personnel, il y a les "articles 60".

La note exprime la volonté politique de répondre aux défis sociaux induits par la crise économique, la particularité d'Uccle consistant en un taux plus élevé d'isolés et de personnes âgées. Le risque de pauvreté monétaire se stabilise à 14,6 % de la population belge. Pour un isolé, le revenu d'insertion est fixé à 770 €, soit 200 € de moins que le seuil de pauvreté (973 €). Uccle n'échappe pas à la croissance de la population en Région bruxelloise, même si ce phénomène y est moins marqué qu'ailleurs. La Commune passera bientôt le cap des 80.000 habitants et aura donc davantage de cas à traiter.

Les deux défis majeurs auxquels la Commune va être confrontée sont, d'une part, une population âgée exposée davantage et plus dépendante, et, d'autre part, la difficulté de l'accès au logement pour les personnes les plus défavorisées.

En dépit de toutes les innovations mises en œuvre par le C.P.A.S., le coût des maisons de repos et la croissance des soins de santé dans la Commune sont préoccupants. En raison de la régionalisation des maisons de repos et des M.R.S. (maisons de repos et de soins) prévue dans la sixième réforme de l'Etat, où va-t-on chercher dorénavant les différences entre le budget attribué par l'assurance sociale santé et celui attribué aux maisons de repos ? Les mesures budgétaires fédérales prévoient des réductions de remboursement des médicaments, ce qui va inmanquablement se répercuter sur le budget du consommateur et principalement sur celui des personnes âgées défavorisées. L'augmentation du coût de la vie ne manquera pas aussi d'avoir une incidence sur le coût de la journée d'entretien en maison de repos. Tous ces éléments devront être pris en compte dans la définition de la politique future du C.P.A.S. Dans cette perspective, la mise en conformité du home Brugmann est un pas dans la bonne direction. On pourrait souhaiter que le développement du projet du domaine du Nekkersgat, dont le nombre de chambres, fixé initialement à 97, doit être augmenté, soit opéré selon un rythme plus rapide, mais même si l'on augmente le nombre de chambres, ça ne suffira pas à faire face au nombre de personnes dépendantes âgées qui devront avoir recours à un hébergement, particulièrement pour les personnes à revenus réduits ou même moyens, qui ne peuvent que difficilement se retourner vers le privé. La personne âgée est plus exposée à Uccle que dans d'autres communes parce que son revenu moyen est plus bas que celui du "cluster" Sud-Est de Bruxelles, d'où la difficulté de recourir à une maison de repos privée.

La coordination mise en place par le C.P.A.S. rencontre un franc succès en matière d'emploi. A une époque où les moyens publics se font rares, les partenariats avec les acteurs de terrain dans différents domaines constituent probablement la solution d'avenir pour élaborer une politique sociale cohérente et intégrée.

**M. l'Echevin/de h. schepen Desmedt** exprime ses préoccupations à propos de l'évolution de l'actuel home Brugmann vers le nouveau domaine du Nekkersgat, ayant pu suivre ce dossier depuis plusieurs années en raison de sa participation en tant que **Conseiller communal** aux concertations avec le C.P.A.S.

Tous étaient conscients du fait que l'ancien home Brugmann, construit dans les années 70, n'était plus adapté aux normes et qu'il fallait une solution. Puis, de façon un peu inattendue, le Ministère de la Défense a manifesté son intention de vendre le home des invalides de guerre. Suite aux contacts qui ont eu lieu, l'accord a été conclu entre l'Etat (Ministère de la Défense Nationale) et la Commune pour racheter ce domaine pour un prix très bas en soi quant à la valeur du terrain et des immeubles (soit un million). Et on a dit qu'on allait aménager le Domaine du Nekkersgat, ce qui entraînerait des frais mais constituerait globalement une très bonne opération.



Il est vrai que l'opération est très lente, les plus optimistes estimant qu'elle atteindra son terme vers 2017. On ne va pas revenir en arrière, la solution est bonne, mais il y a tout de même lieu de s'interroger sur le coût que cela va représenter et en particulier par rapport au "Fonds Pavot". Il s'agit d'un bâtiment construit voici 20, 30 ans par la Défense Nationale dans le Domaine du Nekkersgat et dans lequel environ quarante pensionnaires sont hébergés dans des conditions optimales. Mais il s'est avéré que le Ministère de la Défense Nationale avait construit ce pavillon sans demander l'autorisation de la Commission des Monuments et Sites, alors que le site est classé. Maintenant, le C.P.A.S. est obligé de consulter la Commission des Monuments et Sites pour les travaux à venir et il paraîtrait que la Commission exigerait qu'on détruise le "Fonds Pavot" actuel pour construire un nouveau bâtiment. Il ne faudrait en aucun cas céder à cette objurgation absurde de la Commission des Monuments et Sites.

**M./de h. Vanraes** reconnaît que la Commune a eu beaucoup de difficultés avec la Commission des Monuments et Sites pendant plusieurs années. En raison de son expérience ministérielle, il a pu constater à quel point cet organisme avait tendance à poser des exigences déraisonnables. Il espère cependant que les changements intervenus récemment dans la composition de la Commission permettront de résoudre les problèmes et de faire avancer ce dossier, qui garde tout son intérêt puisqu'au Sud de Bruxelles, il n'existe aucune structure qui soit en mesure de traiter les personnes atteintes de troubles psychodégénératifs. Le secteur privé contribue lui aussi à répondre aux besoins, puisque bon nombre de homes pratiquant des tarifs accessibles se sont ouverts à Uccle ces dernières années.

**M./de h. Hayette**, après avoir lui aussi félicité le personnel du C.P.A.S. pour le travail accompli, revient sur la note de politique générale. Selon celle-ci, le risque de pauvreté monétaire se stabiliserait autour des 14,6 %, ce qui lui semblait de prime abord étonnamment peu, eu égard à la crise économique historique que nous vivons aujourd'hui. L'exposé du président du C.P.A.S. a toutefois nuancé ses impressions initiales. M. Hayette demande donc s'il serait possible à l'avenir de mentionner dans cette note l'évolution des principaux indicateurs sociaux et d'enrichir l'analyse par l'exploitation de nouveaux indicateurs plus pertinents. Déjà en son temps, Friedrich Engels exploitait des statistiques en matière de santé et d'éducation pour décrire la situation des classes laborieuses en Grande-Bretagne. En effet, la perception exclusivement monétaire de la pauvreté ne permet pas d'appréhender ce phénomène dans toute sa complexité, tant dans les pays du Sud, où règne une économie de subsistance, que dans les pays du Nord, où, en raison d'un système d'entraide minimum, la pauvreté se manifeste davantage par l'apparition de symptômes de mal-être (alcoolisme, obésité, petite criminalité) que par la faiblesse des revenus.

**Mme/Mevr Charlier** déplore la concomitance entre la commission relative au C.P.A.S. et le Conseil de police et exprime son mécontentement en s'abstenant sur le vote du budget du C.P.A.S.

**M. le Président/de h. Voorzitter** répond qu'on ne pouvait prévoir que le Conseil de police incriminé durerait aussi longtemps et ajoute que l'organisation des Conseils de police pose des problèmes d'horaire dans la mesure où il faut mettre en concordance les agendas de trois bourgmestres.

**Mme/Mevr. Cattoir** pense qu'il faudrait adopter une autre terminologie pour qualifier les "articles 60". La désignation de personnes humaines par un numéro d'article a un côté dégradant et discriminatoire.

**M./de h. De Bock** demande des éclaircissements sur la part des transferts du pouvoir fédéral dans le financement des revenus d'intégration sociale (R.I.S.).

**Mme l'Echevin/de h. schepen Verstraeten**, après avoir remercié à son tour le personnel du C.P.A.S., précise que l'initiative de la Maison de l'Emploi n'émane pas seulement du C.P.A.S. mais aussi de la Commune. La promotion de l'emploi devant être une préoccupation de tous les acteurs publics, la Maison de l'Emploi est gérée alternativement par le service communal de l'Emploi et l'A.L.E., Actiris, et le C.P.A.S. Cet esprit de collaboration est également de mise pour la distribution des colis alimentaires : les

assistantes sociales de la Commune se sont concertées avec l'administration du C.P.A.S. pour apporter l'aide alimentaire aux personnes précarisées qui, craignant d'être stigmatisées comme pauvres ou de passer pour pauvres à leurs propres yeux, sont réticentes à faire appel au C.P.A.S. et préfèrent solliciter l'administration communale.

**M./de h. de Halleux** estime que le C.P.A.S. d'Uccle est certainement un des meilleurs du Royaume. Il souligne notamment que 30 % des personnes embauchées sous le statut "article 60" parviennent à décrocher un emploi durable, ce qui constitue un remarquable taux de réussite en matière d'insertion socio-professionnelle.

**M./de h. Cornelis** déclare que les trois I.L.A. dégagent ensemble un bénéfice de 100.000 €, résultant de l'achat de l'immeuble même.

En ce qui concerne le home du Nekkersgat, la Commission des Monuments et Sites a finalement décidé fin 2010 de ne pas approuver l'avant-projet et tous les plans, qui avaient pourtant été conçus jusque là avec elle, et a considéré qu'il fallait tout recommencer et concevoir une nouvelle maquette. Le sort du "Fonds Pavot" connaîtra deux phases successives, l'existence de ce bâtiment n'étant garantie que durant la première phase. La Commission des Monuments et Sites a en effet précisé avec insistance que tôt ou tard, le "Fonds Pavot" disparaîtra. C'est vraisemblablement d'ici 15 à 20 ans qu'un dossier de démolition et rénovation sera introduit. Mais de toute façon, le C.P.A.S. assumera le coût de cette rénovation. Et pour ce faire, il faut vendre le home Brugmann.

Les charges financières augmentent effectivement. Le C.P.A.S. doit se préfinancer pour être en mesure de mener sa politique de redistribution et de prévention. Le seul moyen de diminuer les charges financières consisterait à augmenter le volume des créances aléatoires. Mais tant qu'il faudra procéder à des paiements à l'avance, il y aura des charges financières à supporter. Le C.P.A.S. s'efforcera de percevoir ses créances le plus rapidement possible.

D'autre part, le C.P.A.S. est tout à fait conscient du fait que la pauvreté ne se limite pas à l'aspect financier et développe par conséquent une politique d'aide aux personnes qui vise à les réinsérer véritablement dans la vie sociale et le marché du travail et qui s'est avérée fructueuse pour 30 % de ceux qui ont été embauchés selon le statut "article 60".

Par ailleurs, le nombre des revenus d'insertion (R.I.) et des revenus d'intégration sociale (R.I.S.) demandés et octroyés est en augmentation. La subvention du pouvoir central dans ces revenus d'intégration s'élève à un montant de 3.300.000 €.

M. Cornelis conclut son intervention en exprimant sa conviction que la prochaine Semaine de l'Emploi se déroulera dans une parfaite collaboration entre les services communaux et le C.P.A.S.

Objet 7B – 2 : **C.P.A.S.- Budget 2012.- Vote et arrêt.**

Le Conseil,

Vu les articles 26bis, 88 et 106 de la loi organique des Centres publics de l'Action sociale;

Entendu le commentaire du président du Conseil de l'Action sociale;

Attendu que l'insuffisance des ressources du Centre public de l'action sociale pour 2012 s'élève à 14.192.191,00 €;

Que cette insuffisance sera couverte par une intervention directe de la Commune de 14.192.191,00 €;

Attendu que le projet de budget du C.P.A.S. a été soumis à la concertation le 9 février 2012 conformément aux articles 26 et 26bis de la loi organique du C.P.A.S.;

Vu la délibération du Conseil de l'action sociale du 21 février 2012, arrêtant le budget du C.P.A.S. pour l'exercice 2012, laquelle est parvenue à notre administration le 22 février 2012,

Approuve, par 34 voix pour et 2 abstentions (M. Cohen et Mme Charlier), la délibération du Conseil de l'action sociale du 21 février 2012, arrêtant le budget du centre pour l'exercice 2012 a :

	Recettes	Dépenses
--	----------	----------

Budget d'exploitation	43.526.448,55 €	43.526.448,55 €
Budget d'investissement	16.220.954,22 €	16.220.954,22 €
Fonds de réserve	7.282.080,00€	7.282.080,00 €

Onderwerp 7B – 2 : **O.C.M.W.- Begroting 2012.- Goedkeuring. #**

De Raad,

Gelet op de artikels 26bis, 88 en 106 der organieke wet op de O.C.M.W.;

Gehoord de uitleg van de voorzitter van de Raad voor maatschappelijk welzijn;

Overwegende dat de ontoereikendheid van de middelen van het O.C.M.W. voor 2012, 14.192.191,00 € bedraagt;

Dat deze ontoereikendheid zal gedekt worden door een rechtstreekse tussenkomst van de Gemeente van 14.192.191,00 €;

Overwegende dat het ontwerp van begroting van het O.C.M.W. door het overlegcomité op 9 februari 2012 werd besproken in overeenstemming met artikels 26 en 26bis van de organieke wet op de O.C.M.W.'s;

Gelet op de beraadslaging van de Raad voor maatschappelijk welzijn van 21 februari 2012 waarbij de begroting 2012 van de O.C.M.W. wordt vastgesteld en dewelke bij ons bestuur op 22 februari 2012 is aangekomen,

Keurt met 34 stemmen voor en 2 onthoudingen (De h. Cohen en Mevr. Charlier) de beraadslaging goed van de Raad voor maatschappelijk welzijn van 21 februari 2012 betreffende de vaststelling van de begroting van het O.C.M.W. voor het dienstjaar 2012 op :

	Ontvangsten	Uitgaven
Exploitiatiebegroting	43.526.448,55 €	43.526.448,55 €
Investeringsbegroting	16.220.954,22 €	16.220.954,22 €
Reservefonds	7.282.080,00 €	7.282.080,00 €

Objet 2D – 1 : **Fabrique d'église de Saint-Augustin.- Budget pour 2011.- Avis.**

Le Conseil,

Vu la loi du 4 mars 1870;

Attendu que, conformément aux instructions en la matière, la fabrique d'église de Saint-Augustin nous a fait parvenir pour être soumis à l'avis du Conseil communal, son budget pour l'exercice 2011;

Attendu que ce budget 2011 se clôture avec un déficit de 53.405,26 €;

Attendu qu'il convient d'apporter des corrections;

Attendu que la fabrique d'église a omis :

- d'inscrire à l'article 20 du budget "excédent présumé de l'exercice courant", le montant de 71.126,23 €, résultat de l'addition du solde du compte 2009 (38.324,16 €) et de l'article 52 du budget 2010 (32.802,07 €);

- d'inscrire à l'article 25 (subsides extraordinaires des communes) une somme de 81.000 € (dont 13,06 % seraient à charge d'Uccle, soit 10.578,60 €) pour équilibrer le montant de 81.000 € inscrits aux articles 56 et 58 (grosses réparations (16.000 €) à l'église et à la cure (65.000 €));

Attendu que ces modifications portent le total des recettes à 218.610,97 € et que le budget est à présent en déséquilibre);

Attendu qu'afin de maintenir le budget 2011 en équilibre, il convient d'inscrire un montant de 98.720,97 € à l'article 49 "Fonds de réserve" des dépenses ordinaires;

Attendu que nous formulons la remarque suivante : en ce qui concerne l'intervention communale extraordinaire de 81.000 € relative aux travaux de rénovation, elle ne sera inscrite au budget communal que lors de l'introduction du dossier,

Décide :

- d'émettre un avis défavorable à l'approbation du budget 2011 de l'administration culturelle;
- de demander à l'autorité de Tutelle de rectifier ce budget.

Onderwerp 2D – 1 : **Kerkefabriek van Sint-Augustinus.- Begroting voor 2011.- Advies.**

De Raad,

Gelet op de wet van 4 maart 1870;

Overeenkomstig instructies op het gebied, heeft de kerkefabriek van Sint-Augustinus haar begroting voor het dienstjaar 2011 overhandigd om aan het advies van de Gemeenteraad voorgelegd te worden;

Aangezien deze begroting zich afsluit met een tekort van 53.405,26 €;

Aangezien het past verbeteringen aan te brengen;

Aangezien de kerkefabriek vergeten heeft :

- het bedrag van 71.126,23 € (resultaat van de toegeving van het saldo van de rekening 2009 (38.324,16 €) en van artikel 52 van de begroting 2010 (32.802,07 €)) onder artikel 20 "veronderstelde tekort van het huidige dienstjaar" in te schrijven;

- een som van 81.000 € (waarvan 13,06 % ten laste van Ukkel zouden zijn, hetzij 10.578,60 €) onder artikel 25 (buitengewone subsidies van de gemeentes) in te schrijven ten einde het bedrag van 81.000 € ingeschreven onder artikel 56 en 58 (belangrijke herstellingswerken aan de kerk (16.000 €) en de pastorij (65.000 €)) in evenwicht te brengen;

Overwegende dat deze verrichtingen het totaal van ontvangen op 218.610,97 € brengt en dat de begroting niet meer in evenwicht is;

Aangezien het past een bedrag van 98.720,97 € onder artikel 49 van gewone ontvangsten "Reservefonds" in te schrijven ten einde de begroting 2011 in evenwicht te houden;

Aangezien wij de volgende opmerking maken : wat betreft de buitengewone gemeentelijke tussenkomst met betrekking op de herstellingswerken, ze zal slechts aan de gemeentelijke begroting tijdens het indien van het dossier ingeschreven worden,

Beslist :

- een ongunstig advies uit te brengen met betrekking tot de door de voorgedijverheid goed te keuren begroting voor 2011 van de kerkefabriek;
- aan de voorgedij te verbeteren van de begroting te vragen.

Objet 2D – 2 : **Fabrique d'église de Saint-Augustin.- Modifications budgétaires 2011.- Avis.**

Le Conseil,

Attendu que la commune de Forest nous a transmis les demandes de modifications budgétaires pour 2011 de la fabrique d'église de Saint-Augustin;

Attendu que les modifications budgétaires se présentent comme suit :

Saint-Augustin	Ordinaire	Extraordinaire	Totaux	Remarques
Recettes en plus	-	10.000	10.000	Résultat inchangé grâce à une intervention communale extraordinaire supplémentaire de
Recettes en moins	-	-	-	
Dépenses en plus	-	10.000	10.000	

Dépenses en moins	-	-	-	10.000 € dont 13,06 % serait à charge d'Uccle, soit 1.306 €
-------------------	---	---	---	---

Attendu que nous formulons la remarque suivante : en ce qui concerne l'intervention communale extraordinaire, relative aux travaux de rénovation à l'église et à la cure qui passe de 81.000 € à 91.000 € (dont 13,06 % seraient à charge d'Uccle, soit 11.884,60 €), elle ne sera inscrite au budget communal que lors de l'introduction du dossier;

Vu de l'article premier de la loi du 5 mars 1870 sur le temporel des cultes,

Décide d'émettre un avis défavorable à l'approbation par la Tutelle de ces modifications budgétaires 2011.

**Onderwerp 2D – 2 : Kerkfabriek van Sint-Augustinus.- Begrotingswijzigingen 2011.- Advies.**

De Raad,

Gelet op dat de gemeente Vorst ons de begrotingswijzigingen voor 2011 van de kerkfabriek van Sint-Augustinus overgemaakt heeft;

Aangezien deze begrotingswijzigingen als volgt werden voorgelegd :

Sint-Augustinus	Gewone	Buitengewone	Totalen	Opmerkingen
Vermeerdering van de inkomsten	-	10.000	10.000	Resultaat ongewijzigd dankzij een supplement van "gewone" gemeentelijke tussenkomst van 10.000 € waarvan 13,06 % ten laste van Ukkel zou zijn, hetzij 1.306 €.
Vermindering van de inkomsten	-	-	-	
Vermeerdering van de uitgaven		10.00	10.000	
Vermindering van de uitgaven	-	-	-	

Aangezien wij de volgende opmerkingen maken : wat betreft de buitengewone gemeentelijke tussenkomst met betrekking op de herstellingswerken aan de kerk en aan de pastorij die van 81.000 € naar 91.000 € gaat (waarvan 13,06 % ten laste van Ukkel zou zijn, hetzij 11.884,60 €), ze zal slechts in de gemeentelijke begroting tijdens het indienen van het dossier ingeschreven worden;

Gelet op artikel 1 van de wet van 5 maart 1870 op het Tijdelijke der Erediensten,

Beslist een ongunstig advies uit te brengen met betrekking tot deze door de voordijoverheid goed te keuren begrotingswijzigingen 2011 van de kerkfabriek.

**Objet 2D – 3 : Fabrique d'église de Saint-Augustin.- Budget pour 2012.- Avis.**

Le Conseil,

Vu la loi du 4 mars 1870;

Attendu que, conformément aux instructions sur la matière, la fabrique d'église de Saint-Augustin, nous a fait parvenir pour être soumis à l'avis du Conseil communal, son budget pour l'exercice 2012;

Attendu que ce budget 2012 se clôture avec un excédent de 19.374,74 €;

Attendu qu'il convient d'apporter des corrections :

- supprimer le montant de 27.594,74 €, inscrit à l'article 20 du budget "excédent présumé de l'exercice courant";

- inscrire à l'article 52 du budget "déficit présumé de l'exercice courant", la somme de

43.531,49 € résultat de la soustraction de l'article 20 de l'exercice 2011 (71.126,23 €) et du solde de compte de 2010 (27.594,74 €);

- mettre le solde du budget à zéro (c.à.d. en équilibre);

Attendu qu'afin d'équilibrer le budget et d'éviter toute intervention communale ordinaire, il convient :

- d'inscrire à l'article 18 b) "fonds de réserve de l'année précédente" le montant de 98.720,97 €;

- d'inscrire à l'article 49 "fonds de réserve" la somme de 46.969,48 €,

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation du budget 2012 de l'administration culturelle à condition que l'autorité de Tutelle rectifie ce dernier.

Onderwerp 2D – 3 : **Kerfabriek van Sint - Augustinus.- Begroting voor 2012.- Advies.**

De Raad,

Gelet op de wet van 4 maart 1870;

Overeenkomstig instructies op het gebied, heeft de kerfabriek van Sint-Augustinus haar begroting voor het dienstjaar 2012 overhandigd om aan het advies van de Gemeenteraad voorgelegd te worden;

Aangezien deze begroting zich afsluit met een overschot van 19.374,74 €;

Aangezien het past verbeteringen aan te brengen :

- het bedrag van 27.594,74 € ingeschreven onder artikel 20 van de begroting, "veronderstelde overschot van het lopende dienstjaar" af te schaffen;

- een som van 43.531,49 €, resultaat van de afrekening van het artikel 20 van het dienstjaar 2011 (71.126, 23 €) en het saldo van de rekening van 2010 (27.594,74 €) onder artikel 52 in te schrijven;

- het saldo van de begroting op nul te zetten (d.w.z. in evenwicht);

Aangezien het past, ten einde de begroting in evenwicht te brengen :

- het bedrag van 98.720,97 € onder artikel 18 b) "reservefonds van het vorige jaar" in te schrijven,

- een som van 46.969,48 € onder artikel 49 "reservefonds" in te schrijven,

Beslist een gunstig advies uit te brengen met betrekking tot de door de voogdijoverheid goed te keuren begroting voor 2012 van de kerfabriek op voorwaarde dat de voogdijoverheid deze laatste wijzigt.

**- M. Hayette, Mme l'échevin Gol-Lescot et Mme Fremault sortent –  
- de h. hayette, Mevr. de schepen Gol-Lescot en Mevr . Fremault verlaten de zaal -**

2D – 4 **Fabrique d'église du Précieux-Sang.- Prise d'acte de l'arrêté du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant les modifications budgétaires 2011 de la fabrique d'église.- Avis.**

**M. l'Echevin Desmedt/de h. schepen** précise que la gestion du Conseil de fabrique de l'église Saint-Augustin est loin d'être toujours rigoureuse mais qu'il convient de suivre l'opinion exprimée par la Commune de Forest, qui est la principale administration concernée, et propose dès lors d'exprimer un avis défavorable pour le budget 2011 et les modifications budgétaires 2011 et favorable pour le budget 2012.

D'autre part, il y a lieu de prendre acte des modifications budgétaires de la fabrique d'église du Précieux-Sang, la Région contraignant d'engager la somme prévue.

Objet 2D – 4 : **Fabrique d'église du Précieux-Sang.- Prise d'acte de l'Arrêté du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant les modifications budgétaires 2011 de la fabrique d'église.- Avis.**

Le Conseil,

Attendu que le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, dans son arrêté du 20 décembre 2011, a modifié les modifications budgétaires 2011 précitées;

Attendu qu'en date du 1er septembre 2011, notre Conseil communal avait émis un avis défavorable à l'approbation des modifications budgétaires 2011 de la fabrique d'église du Précieux-Sang;

Attendu que celles-ci étaient en équilibre grâce à un supplément d'intervention communale ordinaire de 6.170 € se rajoutant aux 1.561,18 € initiaux;

Attendu que l'intervention communale ordinaire initiale de 1.561,18 € a été approuvée par la Tutelle, le 15 juin 2011 et qu'elle a été engagée et ordonnancé, le 17 août 2011;

Attendu que lorsque les modifications budgétaires précitées ont été envoyées à la Tutelle, cette dernière avait déjà approuvé le compte 2010 de la fabrique d'église avec un excédent de 6.394,67 €;

Attendu qu'elle a, par conséquent, remplacé le montant de 6.888,82 €, inscrits à l'article 20 des modifications budgétaires 2011 (l'excédent présumé de l'exercice courant) par cette somme qu'elle a inscrite à l'article 19 (reliquat du compte 2010);

Attendu qu'elle a inscrit un supplément d'intervention communale ordinaire de 494,15 € pour compenser la différence entre les montants précédents;

Attendu que le subside communal ordinaire passe donc de 7.731,18 € à 8.225,33 €;

Attendu qu'en vertu de l'article 92 1<sup>o</sup>) du décret du 30 décembre 1809, les communes sont tenues de suppléer à l'insuffisance des revenus de la fabrique;

Attendu que par conséquent, il convient d'engager une somme supplémentaire de 494,15 € à l'article 790/435-01/301 du budget communal 2012,

Décide :

- de prendre acte de l'arrêté du 20 décembre 2011 de la Région de Bruxelles-Capitale qui mentionne un supplément d'intervention communale ordinaire de 494,15 € au budget 2011 de la fabrique d'église du Précieux-Sang;

- d'engager une somme de 6.664,15 € à l'article 790/435-01/301 du budget communal 2012.

**Onderwerp 2D – 4 : Kerkfabriek van Kostbaar Bloed.- Akteneming van het Ministerieel Besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,die de begrotingswijzigingen 2011 van de kerkfabriek wijzigt.- Advies.**

De Raad,

Aangezien dat het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in zijn besluit van 20 december 2011, de bovengemelde begrotingswijzigingen 2011, gewijzigd heeft;

Aangezien dat onze Gemeenteraad op datum van 1 september 2011 een ongunstig advies over de goedkeuring van de begrotingswijzigingen van de kerkfabriek van Kostbaar Bloed, uitgebracht had;

Aangezien deze in evenwicht was dankzij een supplement van gewone gemeentelijke tussenkomst van 6.170 € die opnieuw toegevoegd wordt aan de eerste 1.561,18 €;

Aangezien de aanvankelijke gewone gemeentelijke tussenkomst van 1.561,18 € op 15 juni 2011 werd goedgekeurd, en op 17 augustus 2011 werd ingeschreven en gemandateerd;

Aangezien toen de bovenvermelde begrotingswijzigingen naar de voorgedij werden verzonden, had deze laatste al de rekening 2010 van de kerkfabriek met overschot van 6.394.67 € goedgekeurd;

Aangezien ze bijgevolg het bedrag van 6.888,82 € vervangen heeft ingeschreven onder artikel 20 van begrotingswijzigingen 2011 (vermoedelijk overschot van het lopende jaar) door deze som die ze onder artikel 19 (batig saldo van de rekening 2010) ingeschreven heeft;

Aangezien ze een supplement van de gewone gemeentelijke tussenkomst van 494,15 € ingeschreven heeft om het verschil tussen de twee voorgaande bedragen te compenseren;

Aangezien de gewone gemeentelijke tussenkomst dus van 7.731,18 € naar 8.225,33 € overgaat;

Aangezien dat het artikel 92 1°) van het Keizerlijk Decreet van 30 december 1809 het voorziet, zijn de gemeenten verplicht tussen te komen in het tekort van inkomsten van de kerkfabriek;

Aangezien het, bijgevolg, een supplementsbedrag van 494.15 € onder artikel 790/435-01/301 van de gemeentelijke begroting 2012, dient in te schrijven,

Beslist :

- akte te nemen van het feit dat het besluit van 20 december 2011 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat een supplement van de gewone gemeentelijke tussenkomst van 494,15 € op de begroting 2011 van de kerkfabriek van Kostbaar Bloed vermeldt;

- een som van 6.664,15 € onder artikel 790/435-01/301 van de gemeentelijke begroting van 2012 in te schrijven.

**Objet 4A – 1 : Travaux publics.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Marchés publics.- Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et échevins.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 27 septembre 2011 - Informatisation des services administratifs, des écoles et des bibliothèques communales - 81.000 € (T.V.A. comprise) - Articles 104/742-53/53, 135/742-53/53, 139/742-53/53, 424/742-53/53, 701/742-53/53, 762/742-53/53, 764/742-53/53 et 840/742-53/53 - Emprunt et Fonds de réserve;

- 27 décembre 2011 - Achat de deux abris de jardins (un pour l'école de Verrewinkel et un pour la crèche du Homborch) - 6.548,52 € (majoration 10 % et T.V.A. comprises) - 50 % à l'article 722/725-60/85 et 50 % à l'article 84401/725-60/85 - Fonds de Réserve;

- 27 décembre 2011 - Ecole de Verrewinkel : installation d'une alarme intrusion - Approbation de l'augmentation de 5.207,42 € (T.V.A. comprise) de l'estimation de la dépense - Article 722/724-60/85;

- 17 janvier 2012 - Eglise de Saint-Job : remplacement du mécanisme de l'horloge du clocher - Approbation de l'augmentation de 1.179,75 € (T.V.A. comprise) de l'estimation de la dépense - Article 790/724-60/85;

- 31 janvier 2012 - Crèche du Chat : installation de volets anti-effraction - 10.000 € (majoration 10 % et T.V.A. comprises) - Article 84401/724-60/85 - Emprunt;

- 7 février 2012 - Cimetière de Verrewinkel : placement de caniveaux et aménagement de talus - 55.000 € (majoration 10 % et T.V.A. comprises) - Article 878/725-60/93 - Emprunt;

- 7 février 2012 - Immeuble rue Beeckman, 89 : rénovation du rez-de-chaussée - Dépassement de la dépense avec 34.752,10 € (T.V.A. comprise) - Article 137/724-60/96;

- 14 février 2012 - Ecole des Bouleaux : nouveau linoléum pour 6 classes maternelles - 40.000 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85 - Emprunt;

- 14 février 2012 - Ecole des Arts : aménagement électrique pour le déménagement des fours - Approbation de la dépense supplémentaire de 3.922,44 € (T.V.A. comprise) - Article 734/724-60/85.



Onderwerp 4A – 1 : **Openbare werken.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Overheidsopdrachten.- Mededeling van de beslissingen van de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :

- 27 september 2011 - Informatisering van de administratieve diensten, de scholen en de gemeentebibliotheken - 81.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 104/742-53/53, 135/742-53/53, 139/742-53/53, 424/742-53/53, 701/742-53/53, 762/742-53/53, 764/742-53/53 en 840/742-53/53 - Lening en Reservefonds;

- 27 december 2011 - Aankoop van twee tuinhuisjes (een voor de Verrewinkelschool en een voor het kinderdagverblijf Homborch) - 6.548,52 € (verhoging 10 % en B.T.W. inbegrepen) - 50 % op artikel 722/725-60/85 en 50 % op artikel 84401/725-60/85 - Reservefonds;

- 27 december 2011 - Verrewinkelschool : installatie van een inbraakalarm - Goedkeuring van de verhoging met 5.207,42 € (B.T.W. inbegrepen) van de raming - Artikel 722/724-60/85;

- 17 januari 2012 - Kerk van Sint-Job : vervanging van het mechanisme van de torenklok - Goedkeuring van de verhoging met 1.179,75 € (B.T.W. inbegrepen) van de raming - Artikel 790/724-60/85;

- 31 januari 2012 - Kinderdagverblijf van de Kat : installatie van anti-inbraak rolluiken - 10.000 € (verhoging 10 % en B.T.W. inbegrepen) - Artikel 84401/724-60/85 - Lening;

- 7 februari 2012 - Kerkhof van Verrewinkel : plaatsing van goten en aanleg van taluds - 55.000 € (verhoging 10 % en B.T.W. inbegrepen) - Artikel 878/725-60/93 - Lening;

- 7 februari 2012 - Gebouw Beeckmanstraat, 89 : renovatie van de gelijkvloerse verdieping - Overschrijding van de uitgave met 34.752,10 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/96;

- 14 februari 2012 - School Les Bouleaux : nieuwe linoleum voor 6 peuterklassen - 40.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85 - Lening;

- 14 februari 2012 - Ecole des Arts : elektrische installatie voor de verplaatsing van de ovens - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 3.922,44 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 734/724-60/85.

- **M. Vanraes sort –**  
**De h. Vanraes verlaat de zaal -**

4A – 2 **Approbation définitive du plan général d'alignement élaboré en vue du déplacement du sentier vicinal n° 68 dit Sparrenweg.**

**M. l'Echevin/de h. schepen Cools** précise qu'il y a lieu d'assurer le déplacement de ce sentier vicinal pour permettre la réalisation du dépôt prévu pour le service de la Propreté. Dans la rue Pierre De Puysseleer, un espace vert va être créé à l'arrière des maisons, en partie en cours de construction.

- **MM. Martroye de Joly et de Halleux sortent –**  
**- de hh. Martroye de Joly en de Halleux verlaten de zaal -**  
**- M. Wynants quitte la séance –**  
**- de h. Wynants verlaat de zitting -**

**Mme/Mevr. Francken** souhaiterait obtenir des renseignements sur les types d'aménagement prévus pour sécuriser le chemin, les habitants du quartier ayant manifesté leur inquiétude à cet égard.

**- Mme l'Echevin Verstraeten sort –  
- Mevr de schepen Verstraeten verlaat de zaal -**

**M. l'Echevin/de h. schepen Cools** explique que seulement quatre personnes se sont manifestées au cours de l'enquête publique, dont deux n'habitent pas effectivement dans le quartier. Par contre, les habitants des nouveaux immeubles récemment construits sont très contents qu'une zone verte va être installée à proximité. Un éclairage public sera mis en place le long du sentier. Le sentier sera donc tout à fait sécurisé avec une belle aire récréative, qui servira de tampon entre les jardins de l'arrière des maisons de la rue Pierre de Puyselaer et le bâtiment de la Propreté, étant donné que l'idée d'en faire un parking à ciel ouvert au fond du site a été abandonnée.

**Objet 4A – 2 : Approbation définitive du plan général d'alignement élaboré en vue du déplacement du sentier vicinal n° 68 dit Sparrenweg.**

Le Conseil,

Considérant qu'en séance du 27 septembre 2011, le Conseil communal a adopté provisoirement le déplacement du sentier vicinal n° 68 dit Sparrenweg entre la rue de Stalle et la rue Pierre de Puyselaer;

Considérant que cette décision a été prise pour les motifs suivants :

Attendu que le sentier n° 68 dénommé Sparrenweg, constitue un lieu de passage très usité pour les déplacements doux dans sa portion reliant les rues Pierre de Puyselaer et Caüter à la rue de Stalle, et qu'il est donc nécessaire de le conserver;

Attendu que le sentier a fait l'objet d'une modification d'assiette adoptée le 2 août 1979, visant à le déplacer au pied du talus de la voie ferrée;

Attendu que la modification n'a jamais été réalisée dans les faits, et au contraire que l'assiette établie en 1855 lors de la construction de la voie ferrée a été confirmée de fait par son élargissement, son revêtement en dolomie et son éclairage public, et est toujours en usage actuellement;

Attendu que la mise en œuvre de la déviation adoptée en 1979 se révélerait très difficile à présent en raison de la situation de la déchetterie communale à cet endroit;

Attendu que l'administration communale a introduit une demande de permis d'urbanisme visant à construire un nouveau dépôt pour le service de la Propreté Publique;

Attendu que ce projet de dépôt nécessite la déviation du sentier de fait (assiette de 1850);

Attendu que le lot 8 du lotissement n° 492 empiète sur l'assiette de fait du sentier et que la construction d'une habitation sur ce lot en réduirait le passage à une largeur de 1,50 m; l'extrémité du sentier débouchant sur le Caüter doit donc être déplacée;

Attendu que le Service de la Voirie a élaboré un projet de déplacement du sentier vicinal n° 68;

Considérant que cette information a été publiée du 10 au 24 octobre 2011 de manière légale par voie d'affichage aux endroits habituels;

Considérant que quatre réclamations sont parvenues à la commune (ces courriers sont numérotés de 1 à 4);

Considérant que l'analyse de ces courriers démontre que les remarques ou suggestions y énoncées se rejoignent souvent et peuvent être résumées en quatre points principaux :

1. Remarques relatives à la procédure :

Il est estimé que la procédure est irrégulière car la décision du Conseil communal du 22/09/2011 a précédé l'enquête (4);

Il est regretté que la modification ne fasse pas l'objet d'une motivation en application de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs de portée individuelle (4);

Il est regretté que le chemin ait déjà été déplacé au niveau de son accès côté rue Pierre de Puysseleer avant la désaffectation de son assiette (4);

Il est regretté que les panneaux d'enquête publique n'aient été placés que vers le 15 octobre (2);

Alors que :

La décision du Conseil communal du 22 septembre 2011 concernait l'approbation provisoire du plan général d'alignement et la décision de procéder à l'enquête publique; le Conseil communal n'approuvera définitivement le plan d'alignement qu'après l'enquête et l'évaluation de celle-ci;

La décision du Conseil communal du 22 septembre 2011 stipule les raisons pour lesquelles le sentier doit être déplacé et répond donc à la motivation formelle des actes administratif;

Le sentier actuel de fait ne correspond pas à l'assiette légale approuvée par la députation permanente le 2-8-1979;

La modification du tracé du sentier actuel vise à clarifier la situation et l'adapter aux projets futurs de constructions sur le site;

La portion de chemin limitrophe avec le lotissement n° 492 n'a été déplacée latéralement que pour les besoins de la construction;

Six panneaux supportant une affiche d'enquête publique ont été placés par le Service de la Voirie le lundi 10 octobre au matin aux deux extrémités du sentier ainsi qu'à distance de celui-ci.

2. Remarques relatives au sentier proprement dit et à son tracé :

Il est estimé que les deux angles du nouveau tracé entraînent une insécurisation à cause de la réduction du champ de vision, ce qui augmenterait le risque d'agressions (1, 2, 3, 4);

Il est estimé que le temps de trajet des navetteurs transitant par le chemin sera rallongé (1, 2);

Il est regretté que les potagers soient déplacés vers un terrain qui se trouve à l'ombre (1, 2, 3);

Il est estimé que l'aire de compostage sera moins visible (3);

Il est regretté que le petit parc situé à l'embouchure du chemin sur la rue de Stalle soit supprimé (3);

Alors que :

L'importante largeur du sentier (4 m pour une largeur actuelle réelle de 3,70 m et de 1,65 m en théorie) palliera partiellement le risque d'embuscade; en outre, des aménagements pourront être prévus par les permis d'urbanisme pour rendre le cheminement plus sécurisant;

Le trajet ne sera rallongé que de 34 m, soit un temps de trajet supplémentaire d'une quarantaine de secondes pour un marcheur circulant à une vitesse moyenne de 3,2 km/h;

Le déplacement des potagers et de l'aire de compostage n'est pas une conséquence du plan général d'alignement préalable au déplacement du sentier, mais bien du projet de construction d'un bâtiment pour le service de la Propreté Publique;

La moindre visibilité de l'aire de compostage ne dépend pas du projet de déplacement du sentier;

La suppression du petit parc n'est pas une conséquence du projet de déplacement du sentier, mais bien de celui de construction du dépôt communal;

3. Remarques relatives au futur aménagement du sentier :

Il est souhaité que le nouveau sentier soit éclairé convenablement (1,2);

Il est souhaité que le sentier soit revêtu d'un revêtement meilleur que la dolomie actuelle (1);

Il est regretté que les plantations nouvelles prévues au bord du chemin sont constituées d'espèces qui sont étrangères à l'étymologie flamande du dit sentier (spar = sapin) (4);

Il est regretté que des arbres seront abattus (1, 2);

Alors que :

La présente procédure concerne l'adoption d'un nouveau plan d'alignement, préalable à une seconde procédure visant au déplacement du sentier. L'éclairage à prévoir, le futur revêtement du sentier, les plantations futures seront traitées dans les permis d'urbanisme relatifs à la construction du dépôt communal et à l'aménagement proprement dit du sentier;

Seuls quelques arbres de génération spontanée sont situés sur une quinzaine de mètres de l'assiette du futur sentier.

Vu l'article 28bis de la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux;

Vu les Circulaires ministérielles des 30 mars 1907 et 25 octobre 1908 relative à l'élaboration et à l'approbation des plans généraux d'alignement;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale,

Décide d'approuver définitivement le plan général d'alignement établi en vue de la suppression de l'assiette de droit du sentier n° 68 entre la rue de Stalle et le Cauter.

Onderwerp 4A – 2 : **Definitieve goedkeuring van het algemeen rooilijnplan opgesteld met het oog op het verleggen van buurtpad nr. 68 (Sparrenweg).**

De Raad,

Overwegende dat de gemeenteraad in zitting van 27 september 2011 voorlopig de verlegging heeft goedgekeurd van het buurtpad nr. 68 (Sparrenweg) tussen de Stallestraat en de Pierre de Puyselaerstraat;

Overwegende dat dit besluit omwille van de volgende redenen is genomen :

- Aangezien pad nr. 68 genaamd Sparrenweg een druk gebruikte weg is voor zachte verplaatsingen in het deel dat de Pierre de Puyselaerstraat en de Cauter verbindt met de Stallestraat, en dat het dus nodig is het te behouden;
- Aangezien het pad het voorwerp van een beddingswijziging is geweest, aangenomen op 2 augustus 1979, waarbij het naar de voet van het spoorwegtalud is verplaatst;
- Aangezien de wijziging nooit in de feiten is uitgevoerd, en dat daarentegen de in 1855 bij de aanleg van de spoorlijn vastgelegde bedding bevestigd is door de verbreding ervan, door de dolomietbedekking en door de straatverlichting, en dat deze bedding nog steeds gebruikt wordt;
- Aangezien het uitvoeren van de in 1979 aangenomen omleiding momenteel zeer moeilijk zou zijn omwille van de ligging van het gemeentelijke containerpark op deze plaats;
- Aangezien het gemeentebestuur een aanvraag van een stedenbouwkundige vergunning heeft ingediend om een nieuwe opslagplaats te bouwen voor de dienst Openbare Reinheid;
- Aangezien het voor dit ontwerp van opslagplaats noodzakelijk is het feitelijke buurtpad om te leiden (bedding van 1850);
- Aangezien kavel 8 van verkaveling nr. 492 deels op de feitelijke bedding van het pad ligt en dat de bouw van een woning op deze kavel de breedte van de doorgang zou beperken tot 1,50 m; het einde van het pad dat uitkomt op de Cauterstraat moet dus worden verlegd;
- Aangezien de Wegendienst een algemeen rooilijnplan heeft opgesteld om buurtpad nr. 68 te verleggen;

Overwegende dat deze informatie van 10 tot 24 oktober 2011 op wettelijke wijze bekendgemaakt is d.m.v. aanplakking op de gebruikelijke plaatsen;

Overwegende dat de gemeente vier klachten heeft ontvangen (deze brieven zijn genummerd van 1 tot 4);

Overwegende dat de analyse van deze brieven aantoont dat de erin opgenomen opmerkingen en suggesties vaak terugkeren en samengevat kunnen worden in vier hoofdpunten :

1. Opmerkingen betreffende de procedure :

- Men is van mening dat de procedure onregelmatig is aangezien het besluit van de gemeenteraad van 22/09/2011 het onderzoek voorafgegaan is (4);

- Men betreurt dat de wijziging geen voorwerp uitmaakt van een motivatie in toepassing van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen met individuele strekking (4);
- Men betreurt dat de weg ter hoogte van de toegang aan de zijde van de Pierre de Puysseleerstraat al verlegd is voordat de bedding buiten gebruik wordt gesteld (4);
- Men betreurt dat de borden van het openbaar onderzoek pas omstreeks 15 oktober zijn geplaatst (2);

Daarentegen :

- Betrof het besluit van de gemeenteraad van 22 september 2011 de voorlopige goedkeuring van het algemeen rooilijnplan en het besluit over te gaan tot een openbaar onderzoek; de gemeenteraad zal het rooilijnplan pas definitief goedkeuren na het onderzoek en na de evaluatie van dit onderzoek;
- Het besluit van de gemeenteraad van 22 september 2011 vermeldt de redenen waarom het pad moet worden verlegd en voldoet dus aan de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;
- Het huidige feitelijke pad komt niet overeen met de wettelijke bedding zoals goedgekeurd door de bestendige deputatie op 2-8-1979;
- De wijziging van het huidige pad beoogt de toestand te verduidelijken en aan te passen aan toekomstige bouwprojecten op het terrein;
- Het deel van het pad dat grenst aan verkaveling nr. 492 is uitsluitend zijdelings verlegd omwille van de noden van de bouwwerkzaamheden;
- Zes borden met een affiche van het openbaar onderzoek zijn door de Wegendienst geplaatst op de ochtend van maandag 10 oktober, aan de twee uiteinden van het pad en op een afstand ervan.

2. Opmerkingen betreffende het pad zelf en het tracé ervan:

- Men is van mening dat de twee hoeken van het nieuwe tracé leiden tot een grotere onveiligheid omwille van het beperktere gezichtsveld, wat het risico op overvallen doet toenemen (1, 2, 3, 4);
- Men is van mening dat pendelaars die het pad nemen langer onderweg zullen zijn (1, 2);
- Men betreurt dat de moestuinen verplaatst worden naar een terrein dat in de schaduw ligt (1, 2, 3);
- Men is van mening dat de composteerzone minder zichtbaar zal zijn (3);
- Men betreurt dat het parkje gelegen waar het pad uitkomt op de Stallestraat verdwijnt (3);

Daarentegen :

- De ruime breedte van het pad (4 m, tegenover een huidige reële breedte van 3,70 m en 1,65 m in theorie) zal het risico op overvallen deels verhelpen; bovendien kunnen er door de stedenbouwkundige vergunning inrichtingen worden voorzien om de weg veiliger te maken;
- Het traject zal maar 34 meter langer worden, wat een bijkomende reistijd van een veertigtal seconden betekent voor een wandelaar die tegen een gemiddelde snelheid van 3,2 km/u loopt;
- Het verleggen van de moestuinen en van de composteerzone is geen gevolg van het algemeen rooilijnplan voorafgaand aan het verleggen van het pad, maar wel van het nieuwbouwproject voor de dienst Openbare Reinheid;
- De beperktere zichtbaarheid van de composteerzone hangt niet af van het ontwerp om het pad te verleggen;
- Het verdwijnen van het parkje is geen gevolg van het ontwerp om het pad te verleggen, maar wel van het bouwproject van een gemeentelijke opslagplaats;

3. Opmerkingen betreffende de toekomstige inrichting van het pad :

- Men wenst dat het nieuwe pad goed verlicht wordt (1, 2);
- Men wenst dat het pad een betere bekleding krijgt dan het huidige dolomiet (1);

- Men betreurt dat de nieuwe voorziene planten aan de rand van het pad vreemd zijn aan de Vlaamse etymologie van dit buurtpad (spar) (4);
- Men betreurt dat de bomen gerooid zullen worden (1, 2);

Daarentegen :

- Onderhavige procedure betreft de aanneming van een nieuw rooilijnplan voorafgaand aan een tweede procedure om het pad te verleggen. De te voorziene verlichting, de toekomstige bekleding van het pad, de toekomstige planten zullen worden behandeld in de stedenbouwkundige vergunning betreffende de nieuwbouw van een gemeentelijke opslagplaats en de inrichting van het pad zelf;
- Er staan slechts enkele spontaan gegroeide bomen op een vijftiental meter van de bedding van de toekomstige bedding van het pad.

Gelet op artikel 28bis van de wet van 10 april 1841 op de buurtwegen;

Gelet op de ministeriële omzendbrieven van 30 maart 1907 en 25 oktober 1908 betreffende het opstellen en goedkeuren van algemene rooilijnplannen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet,

Besluit het algemeen rooilijnplan dat opgesteld is met het oog op de opheffing van de bedding van rechtswege van het buurtpad nr. 68 tussen de Stallestraat en de Cauter definitief goed te keuren;

#### **4A – 3 Approbation provisoire du plan général d'alignement de la rue des Trois Arbres entre la rue de Stalle et la rue de Huldenberg.**

**M. l'Echevin/de h. schepen Cools** précise qu'il s'agit ici de modifier un plan d'alignement de 1934, qui prévoyait d'assurer la jonction des deux parties de la rue des Trois Arbres de manière carrossable, ce que personne ne souhaite aujourd'hui. Il n'y aura donc pas de passage carrossable entre le haut et le bas de la rue des Trois Arbres.

#### **Objet 4A – 3 : Rue des Trois Arbres.- Adoption d'un nouveau plan général d'alignement entre la rue de Huldenberg et la rue de Stalle.#**

Le Conseil,

Considérant qu'en séance du 21 février 2012, le Collège approuva provisoirement le déplacement du sentier vicinal n° 69 dit Melbickweg;

Considérant que la rue des Trois Arbres, dans sa section comprise entre le carrefour avec la rue de Huldenberg et celui avec la rue de Stalle, présente une configuration confuse où le domaine public et le domaine privé ne sont pas clairement identifiables;

Considérant que la circulation piétonne dans la section considérée n'est pas aisée et sûre, la voirie actuelle accueillant de façon indistincte les véhicules automobiles et les usagers faibles;

Considérant que l'aménagement de voirie qui était prévu par le permis d'urbanisme du 15/04/1970 visant à construire le bâtiment maintenant occupé par le Croix-Rouge n'a jamais été réalisé;

Vu les demandes de permis d'urbanisme n°s 39.684 et n° 39.718 introduites par la société Trees development S.A. visant d'une part à transformer l'ancien site industriel dit du "Four Industriel Belge" et d'autre part à réaménager la voirie afin d'y permettre l'accès;

Vu la demande de permis d'urbanisme n° 40.164 introduite par la Croix-Rouge de Belgique pour réaménager l'entrepôt de son siège de la rue de Stalle, dont la procédure est en cours;

Considérant que l'analyse de ces permis d'urbanismes nécessite d'avoir une situation d'ensemble clarifiée en ce qui concerne l'alignement entre le domaine public et le domaine privé;

Vu le Plan Particulier d'Aménagement n° 8 du 28 avril 1955;

Vu le plan de cession de terrain à la Commune dressé par le géomètre Henneau en date du 26 novembre 2010;

Vu le plan de bornage dressé par le géomètre Vercammen en date du 1er décembre 1961;

Vu le procès-verbal de mesurage et de reconnaissance de limite intervenu le 21 mars 1986 entre la Commune, la Région Bruxelloise et les propriétaires riverains;

Considérant qu'il s'indique de revoir le plan d'alignement du 9 avril 1934;

Considérant que le Service de la Voirie a élaboré un projet de plan général d'alignement portant sur le tronçon entre la rue de Huldenberg et la rue de Stalle;

Considérant que seul le Conseil communal peut décider après enquête publique de créer ou de modifier un plan d'alignement,

Décide :

- d'approuver provisoirement le plan général d'alignement portant sur la section de la rue des Trois Arbres comprise entre les carrefours de la rue de Huldenberg et de la rue de Stalle;

- d'inviter le Collège à organiser la consultation publique.

**Onderwerp 4A – 3 : Cultureel centrum.- Renovatie van de verlichtingsinstallatie.- Goedkeuring van de wijziging van de financiering van de uitgave.**

De Raad,

Gelet op de beraadslaging van 22 september 2011 (onderwerp 4A-4) waarin het ontwerp werd goedgekeurd om over te gaan tot de renovatie van de verlichtingsinstallatie van het Cultureel centrum, alsook de betreffende aanbestedingsdocumenten, de raming van de geplande uitgave, nl. 375.000,00 € (incl. 21 % btw) te boeken, na begrotingswijziging, onder artikel 76201/724-60/85 van de buitengewone begroting 2011, de gunningswijze van de opdracht, nl. een openbare aanbesteding, de financiering van de uitgave door lenen en subsidies;

Gelet op het schrijven van de diensten van de toezichthoudende overheid van 6 december 2011 waarin wordt gemeld dat de bovenvermelde beraadslaging geen aanleiding geeft tot opmerkingen van hunnentwege;

Gelet op de beraadslaging van het schepencollege in zitting van 27 december 2011 (onderwerp 4A-861) om firma C te 6060 Gilly aan te duiden in hoedanigheid van opdrachtnemende aannemer voor de renovatie van de verlichtingsinstallatie van het Cultureel centrum volgens de voorwaarden van haar offerte van 9 december 2011 opgesteld voor een nagekeken bedrag van 291.127,00 € (excl. btw) en gebracht op het bedrag van 375.000,00 € (± 6,5 % vermeerdering en 21 % btw inbegrepen) om de btw te dekken, alsook eventuele onvoorziene uitgaven tijdens de uitvoering van de opdracht en de toepassing van de prijsherzieningsformule en om de bovenvermelde uitgave vast te leggen onder artikel 76201/724-60/85 van de buitengewone begroting 2011;

Overwegende dat het aanduidingsdossier in extenso door de toezichthoudende overheid is ontvangen op 19 januari 2012 met de vraag de bovenvermelde deliberatie goed te keuren;

Overwegende dat de C.V.B.A. Sibelga voor het jaar 2011 de aan de gemeenten toegekende subsidies heeft afgeschaft;

Overwegende dat de oorspronkelijk voorziene subsidie van 50.000,00 € uiteindelijk niet meer wordt toegekend;

Keurt de wijziging goed van de financiering van de uitgave, namelijk alleen door lening.

**- M. Hayette rentre –  
- de H. Hayette komt de zaal binnen -**

**Objet 4A – 4 : Centre culturel.- Rénovation de l'installation d'éclairage.- Approbation de la modification du mode de financement de la dépense.**

Le Conseil,

Vu sa délibération du 22 septembre 2011 (objet 4A-4) approuvant la rénovation de l'installation d'éclairage du Centre culturel, les documents d'adjudication y relatifs, l'estimation de la dépense envisagée, soit 375.000,00 € (T.V.A. 21 % comprise) à imputer, après modification budgétaire, à l'article 76201/724-60/85 du budget extraordinaire 2011, le mode de passation du marché, soit une adjudication publique, le financement de la dépense par emprunt et subsides ainsi que l'envoi du dossier in extenso aux autorités de tutelle;

Vu le courrier des autorités de tutelle du 6 décembre 2011 nous informant que la délibération précitée ne soulève pas d'objection majeure de leur part;

Vu la désignation par le Collège en séance du 27 décembre 2011 (objet 4A-861) de la firme C à 6060 Gilly en qualité d'entrepreneur adjudicataire pour la rénovation de l'installation d'éclairage du Centre culturel aux conditions de son offre du 9 décembre 2011 établie au montant vérifié de 291.127,00 € (hors T.V.A.) et porté à 375.000,00 € (majoration ± 6,5 % et T.V.A. 21 % comprises) en vue de couvrir la T.V.A., les éventuelles dépenses imprévues en cours d'exécution du marché et l'application de la formule de révision des prix et la décision d'engager la dépense précitée à l'article 76201/724-60/85 du budget extraordinaire 2011;

Considérant que le dossier de désignation a été réceptionné in extenso par les autorités de tutelle en date du 19 janvier 2012 pour demande d'approbation de la délibération précitée;

Considérant que la S.C.R.L. Sibelga a supprimé les subsides octroyés aux communes pour l'année 2011;

Considérant que le subside initialement prévu de 50.000,00 € n'est in fine plus accordé,

Approuve la modification du mode de financement de la dépense, à savoir uniquement par emprunt.

**Onderwerp 4A – 4 : Cultureel centrum.- Renovatie van de verlichtingsinstallatie.- Goedkeuring van de wijziging van de financiering van de uitgave. #**

De Raad,

Gelet op de beraadslaging van 22 september 2011 (onderwerp 4A-4) waarin het ontwerp werd goedgekeurd om over te gaan tot de renovatie van de verlichtingsinstallatie van het Cultureel centrum, alsook de betreffende aanbestedingsdocumenten, de raming van de geplande uitgave, nl. 375.000,00 € (incl. 21 % btw) te boeken, na begrotingswijziging, onder artikel 76201/724-60/85 van de buitengewone begroting 2011, de gunningswijze van de opdracht, nl. een openbare aanbesteding, de financiering van de uitgave door lenen en subsidies;

Gelet op het schrijven van de diensten van de toezichthoudende overheid van 6 december 2011 waarin wordt gemeld dat de bovenvermelde beraadslaging geen aanleiding geeft tot opmerkingen van hunnentwege;

Gelet op de beraadslaging van het schepencollege in zitting van 27 december 2011 (onderwerp 4A-861) om firma C te 6060 Gilly aan te duiden in hoedanigheid van opdrachtnemende aannemer voor de renovatie van de verlichtingsinstallatie van het Cultureel centrum volgens de voorwaarden van haar offerte van 9 december 2011 opgesteld voor een nagekeken bedrag van 291.127,00 € (excl. btw) en gebracht op het bedrag van 375.000,00 € (± 6,5 % vermeerdering en 21 % btw inbegrepen) om de btw te dekken, alsook eventuele onvoorziene uitgaven tijdens de uitvoering van de opdracht en de toepassing van de prijsherzieningsformule en om de bovenvermelde uitgave vast te leggen onder artikel 76201/724-60/85 van de buitengewone begroting 2011;

Overwegende dat het aanduidingsdossier in extenso door de toezichthoudende overheid is ontvangen op 19 januari 2012 met de vraag de bovenvermelde deliberatie goed te keuren;

Overwegende dat de C.V.B.A. Sibelga voor het jaar 2011 de aan de gemeenten toegekende subsidies heeft afgeschaft;

Overwegende dat de oorspronkelijk voorziene subsidie van 50.000,00 € uiteindelijk niet meer wordt toegekend;



Keurt de wijziging goed van de financiering van de uitgave, namelijk alleen door lening.

**Objet 4A – 5 : I.C.P.H.- Rénovation de l'installation d'éclairage.- Approbation de la modification du mode de financement de la dépense.**

Le Conseil,

Vu sa délibération du 22 septembre 2011 (objet 4A-3) approuvant la rénovation de l'installation d'éclairage de l'I.C.P.H., les documents d'adjudication y relatifs, l'estimation de la dépense envisagée, soit 240.000,00 € (T.V.A. 21 % comprise) à imputer à l'article 75102/724-60/85 du budget extraordinaire 2011, le mode de passation du marché, soit une adjudication publique, le financement de la dépense par emprunt et subsides ainsi que l'envoi du dossier in extenso aux autorités de tutelle;

Vu le courrier des autorités de tutelle du 6 décembre 2011 nous informant que la délibération précitée ne soulève pas d'objection majeure de leur part;

Vu la désignation par le Collège en séance du 27 décembre 2011 (objet 4A-905) de la firme B à 5060 Auvélais en qualité d'entrepreneur adjudicataire pour la rénovation de l'installation d'éclairage de l'I.C.P.H. aux conditions de son offre du 12 décembre 2011 établie au montant vérifié de 140.435,36 € (hors T.V.A.) et porté à 186.919,45 € (majoration 10 % et T.V.A. 21 % comprises) en vue de couvrir la T.V.A., les éventuelles dépenses imprévues en cours d'exécution du marché et l'application de la formule de révision des prix et la décision d'engager la dépense précitée à l'article 75102/724-60/85 du budget extraordinaire 2011;

Considérant que le dossier de désignation a été réceptionné in extenso par les autorités de tutelle en date du 19 janvier 2012 pour demande d'approbation de la délibération précitée;

Considérant que la S.C.R.L. Sibelga a supprimé les subsides octroyés aux communes pour l'année 2011;

Considérant que le subside initialement prévu de 50.000,00 € n'est in fine plus accordé,

Approuve la modification du mode de financement de la dépense, à savoir uniquement par emprunt.

**Onderwerp 4A – 5 : I.C.P.H.- Renovatie van de verlichtingsinstallatie.- Openbare aanbesteding.- Goedkeuring van de wijziging van de financiering van de uitgave.**

De Raad,

Gelet op de beraadslaging van 22 september 2011 (onderwerp 4A-3) waarin het ontwerp werd goedgekeurd om over te gaan tot de renovatie van de verlichtingsinstallatie van het I.C.P.H., alsook de betreffende aanbestedingsdocumenten, de raming van de geplande uitgave, nl. 240.000,00 € (incl. 21 % btw) te boeken onder artikel 75102/724-60/85 van de buitengewone begroting 2011, de gunningswijze van de opdracht, nl. een openbare aanbesteding, de financiering van de uitgave door lenen en subsidies;

Gelet op het schrijven van de diensten van de toezichthoudende overheid van 6 december 2011 waarin wordt gemeld dat de bovenvermelde beraadslaging geen aanleiding geeft tot opmerkingen van hunnentwege;

Gelet op de beraadslaging van het schepencollege in zitting van 27 december 2011 (onderwerp 4A-905) om firma B te 5060 Auvélais aan te duiden in hoedanigheid van opdrachtnemende aannemer voor de renovatie van de verlichtingsinstallatie van het I.C.P.H. volgens de voorwaarden van haar offerte van 12 december 2011 opgesteld voor een nagekeken bedrag van 140.435,36 € (excl. btw) en gebracht op het bedrag van 186.919,45 € (10 % vermeerdering en 21 % btw inbegrepen) om de btw te dekken, alsook eventuele onvoorziene uitgaven tijdens de uitvoering van de opdracht en de toepassing van de prijsherzieningsformule en om de bovenvermelde uitgave vast te leggen onder artikel 75102/724-60/85 van de buitengewone begroting 2011;

Overwegende dat het aanduidingsdossier in extenso door de toezichthoudende overheid is ontvangen op 19 januari 2012 met de vraag de bovenvermelde deliberatie goed te keuren;

Overwegende dat de C.V.B.A. Sibelga voor het jaar 2011 de aan de gemeenten toegekende subsidies heeft afgeschaft;

Overwegende dat de oorspronkelijk voorziene subsidie van 50.000,00 € uiteindelijk niet meer wordt toegekend,

Keurt de wijziging goed van de financiering van de uitgave, namelijk alleen door lening.

**Objet 4A – 6 : Salle Jacques Van Offelen.- Renouvellement de l'installation de chauffage.- Approbation de la modification du mode de financement de la dépense.**

Le Conseil,

Vu sa délibération du 23 juin 2011 (objet 4A-11) approuvant le renouvellement de l'installation de chauffage de la salle Jacques Van Offelen, les documents d'adjudication y relatifs, l'estimation de la dépense envisagée, soit 180.000,00 € (T.V.A. 21 % comprise) à imputer à l'article 764/724-60/85 du budget extraordinaire 2011, le mode de passation du marché, soit une adjudication publique, le financement de la dépense par emprunt et subsides ainsi que l'envoi du dossier in extenso aux autorités de tutelle;

Vu le courrier des autorités de tutelle du 5 octobre 2011 nous informant que la délibération précitée ne soulève pas d'objection de leur part;

Vu la désignation par le Collège en séance du 20 décembre 2011 (objet 4A-839) de la firme A à 4040 Herstal en qualité d'entrepreneur adjudicataire pour le renouvellement de l'installation de chauffage de la salle Jacques Van Offelen aux conditions de son offre du 23 novembre 2011 établie au montant corrigé de 164.455,02 € (hors T.V.A.) et porté à 218.889,62 € (majoration 10 % et T.V.A. 21 % comprises) en vue de couvrir la T.V.A., les éventuelles dépenses imprévues en cours d'exécution du marché et l'application de la formule de révision des prix et la décision d'engager la dépense précitée à l'article 764/724-60/85 du budget extraordinaire 2011;

Considérant que le dossier de désignation a été réceptionné in extenso par les autorités de tutelle en date du 19 janvier 2012 pour demande d'approbation de la délibération précitée;

Vu sa délibération du 26 janvier 2012 d'approuver l'augmentation de l'estimation de la dépense envisagée, soit 38.889,62 € (majoration 10 % et T.V.A. comprises) à imputer à l'article 764/724-60/85 du budget extraordinaire 2011;

Considérant que la S.C.R.L. Sibelga a supprimé les subsides octroyés aux communes pour l'année 2011;

Considérant que le subside initialement prévu de 5.000,00 € n'est in fine plus accordé,

Approuve la modification du mode de financement de la dépense, à savoir uniquement par emprunt.

**Onderwerp 4A – 6 : Zaal Jacques Van Offelen.- Vernieuwen van de verwarmingsinstallatie.- Goedkeuring van de wijziging van de financiering van de uitgave.#**

De Raad,

Gelet op de beraadslaging van 23 juni 2011 (onderwerp 4A-11) waarin het ontwerp werd goedgekeurd om over te gaan tot het vernieuwen van de verwarmingsinstallatie van de zaal Jacques Van Offelen, alsook de betreffende aanbestedingsdocumenten, de raming van de geplande uitgave, nl. 180.000,00 € (incl. 21 % btw) te boeken onder artikel 764/724-60/85 van de buitengewone begroting 2011, de gunningswijze van de opdracht, nl. een openbare aanbesteding en de financiering van de uitgave door lenen en subsidies;

Gelet op het schrijven van de diensten van de toezichthoudende overheid van 5 oktober 2011 waarin wordt gemeld dat de bovenvermelde beraadslaging geen aanleiding geeft tot opmerkingen van hunnentwege;

Gelet op de beraadslaging van het schepencollege in zitting van 20 december 2011 om, overeenkomstig artikel 236 van de nieuwe gemeentewet, firma A te 4040 Herstal aan te duiden volgens de voorwaarden van haar offerte van 23 november 2011 opgesteld voor een verbeterd bedrag van 164.455,02 € (excl. btw) en gebracht op het bedrag van 218.889,62 € (10 % vermeerdering en 21 % btw inbegrepen) om de btw te dekken, alsook eventuele onvoorziene uitgaven tijdens de uitvoering van de opdracht en de toepassing van de prijsherzieningsformule en om de bovenvermelde uitgave vast te leggen onder artikel 764/724-60/85 van de buitengewone begroting 2011;

Overwegende dat het aanduidingsdossier in extenso door de toezichthoudende overheid is ontvangen op 19 januari 2012 met de vraag de bovenvermelde deliberatie goed te keuren;

Gelet op haar beraadslaging van 26 januari 2012 om de verhoging van de voorziene geraamde uitgave goed te keuren, namelijk 38.889,62 € (10 % vermeerdering en btw inbegrepen) te boeken onder artikel 764/724-60/85 van de buitengewone begroting 2011;

Overwegende dat de C.V.B.A. Sibelga voor het jaar 2011 de aan de gemeenten toegekende subsidies heeft afgeschaft;

Overwegende dat de oorspronkelijk voorziene subsidie van 5.000,00 € uiteindelijk niet meer wordt toegekend,

Keurt de wijziging goed van de financiering van de uitgave, namelijk alleen door lening.

**Objet 4A – 7 : Centre culturel.- Rénovation de la régulation et de la ventilation.- Approbation de la modification du mode de financement de la dépense.**

Le Conseil,

Vu sa délibération du 23 juin 2011 (objet 4A-10) approuvant la rénovation de la régulation et de la ventilation au Centre culturel, les documents d'adjudication y relatifs, l'estimation de la dépense envisagée, soit 230.000,00 € (T.V.A. 21 % comprise) à imputer, après modification budgétaire, à l'article 76201/724-60/85 du budget extraordinaire 2011, le mode de passation du marché, soit une adjudication publique et le financement de la dépense par emprunt et subsides;

Vu le courrier du 4 octobre 2011 des services de la tutelle nous informant que le délai imparti pour statuer sur la délibération précitée est expiré;

Vu la désignation du Collège en séance du 27 décembre 2011 de la firme A à 1070 Bruxelles en qualité d'entrepreneur adjudicataire pour la rénovation de la régulation et de la ventilation du Centre culturel aux conditions de son offre du 30 novembre 2011 établie au montant vérifié de 68.631,59 € (hors T.V.A.) et porté à 91.348,64 € (majoration 10 % et T.V.A. 21 % comprises) en vue de couvrir la T.V.A., les éventuelles dépenses imprévues en cours d'exécution du marché et l'application de la formule de révision des prix et d'engager la dépense précitée à l'article 76201/724-60/85 du budget extraordinaire 2011;

Considérant que la S.C.R.L. Sibelga a supprimé les subsides octroyés aux communes pour l'année 2011;

Considérant que le subside initialement prévu de 12.000,00 € n'est in fine plus accordé,

Approuve la modification du mode de financement de la dépense, à savoir uniquement par emprunt.

**Onderwerp 4A – 7 : Cultureel centrum.- Renovatie regeling en verluchting.- Goedkeuring van de wijziging van de financiering van de uitgave.**

De Raad,

Gelet op haar beraadslaging van 23 juni 2011 (onderwerp 4A-10) waarin het ontwerp werd goedgekeurd om over te gaan tot de renovatie van de regeling en verluchting van de het Cultureel centrum, alsook de betreffende aanbestedingsdocumenten, de raming van de geplande uitgave, nl. 230.000,00 € (incl. 21 % btw) te boeken, na begrotingswijziging, onder artikel 76201/724-60/85 van de buitengewone begroting 2011, de gunningswijze van de

opdracht, nl. een openbare aanbesteding en de financiering van de uitgave door lenen en subsidies;

Gelet op het schrijven van de diensten van de toezichthoudende overheid van 4 oktober 2011 waarin ons wordt gemeld dat de voorziene termijn om een uitspraak te doen over de bovenvermelde deliberatie is verstreken;

Gelet op de beraadslaging van het schepencollege in zitting van 27 december 2011 om firma A te 1070 Brussel aan te duiden in hoedanigheid van opdrachtnemende aannemer voor de renovatie van de regeling en verluchting van het Cultureel centrum volgens de voorwaarden van haar offerte van 30 november 2011 opgesteld voor een nagekeken bedrag van 68.631,59 € (excl. btw) en gebracht op het bedrag van 91.348,64 € (10 % vermeerdering en 21 % btw inbegrepen) om de btw te dekken, alsook eventuele onvoorziene uitgaven tijdens de uitvoering van de opdracht en de toepassing van de prijsherzieningsformule en om de bovenvermelde uitgave vast te leggen onder artikel 76201/724-60/85 van de buitengewone begroting 2011;

Overwegende dat de C.V.B.A. Sibelga voor het jaar 2011 de aan de gemeenten toegekende subsidies heeft afgeschaft;

Overwegende dat de oorspronkelijk voorziene subsidie van 12.000,00 € uiteindelijk niet meer wordt toegekend,

Keurt de wijziging goed van de financiering van de uitgave, namelijk alleen door lening.

**M. l'Echevin/de h. schepen Cools** précise que les quatre points précédents sont d'un intérêt tel qu'ils justifient l'engagement des dépenses nécessaires par la Commune en dépit de l'absence ou de la faiblesse des subsides régionaux.

Objet 4A – 8 : **Ecole du Homborch.- Réfection de la toiture de la conciergerie et de la salle de gymnastique.- Approbation du projet, de l'estimation, du mode de passation du marché et du financement de la dépense.**

Le Conseil,

Vu la sous-allocation de 270.000,00 EUR figurant à l'article 722/724-60/85 du budget extraordinaire de 2012, actuellement soumis à l'approbation des autorités de Tutelle, pour couvrir notamment la dépense relative à la réalisation du projet cité en objet;

Vu le cahier spécial des charges rédigé par nos services qui prévoit une estimation d'une part, pour la conciergerie de 143.810,00 EUR (HTVA) ou 152.438,60 EUR (TVA 6 % comprise), d'autre part pour la salle de gymnastique 76.085,00 EUR (HTVA) ou 92.062,85 EUR (TVA 21 % comprise); ce qui nous donne une estimation globale de 244.501,45 EUR;

Vu cette dernière somme devant encore être majorée de 10 % pour couvrir l'application de la formule de révision et les éventuels travaux imprévus; ce qui en porte le montant à 268.951,60 EUR (majoration 10 % et TVAC), arrondi à l'allocation budgétaire, soit 270.000,00 EUR;

Vu les articles 117, alinéa 1 et 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 modifié par l'arrêté royal du 29 avril 1999 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 3, § 1 et régissant le présent marché;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide d'approuver - sous réserve d'approbation du budget par les autorités de la Tutelle - les points ci-après :

- 1) le projet dressé par les services communaux;
- 2) l'estimation arrondie à 270.000,00 EUR (majoration et TVAC);
- 3) le mode de passation du marché, soit une adjudication publique;
- 4) le financement de la dépense par demande d'emprunt.

Onderwerp 4A – 8 : **School Homborch.- Herstellen van het dak van de conciërgewoning en de turnzaal.- Goedkeuring van het ontwerp, van de raming, van de gunningswijze van de opdracht en van de financiering van de uitgave.**

De Raad,

Gelet op de toelage van 270.000,00 EUR onder artikel 722/724-60/85 van de buitengewone begroting van 2012, momenteel onderworpen aan de goedkeuring door de toezichthoudende overheid, om met name de uitgave te dekken betreffende de uitvoering van het hierboven vermelde onderwerp;

Gelet op het door onze diensten opgestelde bestek dat een raming voorziet van enerzijds, voor de conciërgewoning, 143.810,00 EUR (excl. btw) of 152.438,60 EUR (6 % btw inbegrepen), en anderzijds, voor de turnzaal, van 76.085,00 EUR (excl. btw) of 92.062,85 EUR (21 % btw inbegrepen), wat een algemene raming oplevert van 244.501,45 EUR;

Aangezien dit laatste bedrag nog te vermeerderen is met 10 % om de toepassing van de herzieningsformule en eventuele onvoorziene werken te dekken, wat het bedrag brengt op 268.951,60 EUR (vermeerdering van 10 % en btw inbegrepen), afgerond op 270.000,00 EUR;

Gelet op artikels 117, alinea 1 en 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 gewijzigd bij koninklijk besluit van 29 april 1999 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, met name artikel 3, § 1 dat onderhavige opdracht regelt;

Op voorstel van het Schepencollege;

Besluit, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid, de volgende punten goed te keuren :

- 1) het door de gemeentediensten opgestelde ontwerp;
- 2) de op 270.000,00 EUR afgeronde raming (vermeerdering en btw inbegrepen);
- 3) de gunningswijze van de opdracht, namelijk een openbare aanbesteding;
- 4) de financiering van de uitgave door een lening aan te gaan.

Objet 4C – 1 : **Environnement.- Règlement d'octroi d'une prime à l'installation d'un chauffe-eau ou d'un chauffage solaire.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Considérant que la Commune d'Uccle, dans le cadre de la promotion des énergies renouvelables et de l'utilisation rationnelle de l'énergie, a décidé d'encourager l'utilisation d'énergie solaire par le placement d'un chauffe-eau ou d'un chauffage solaire;

Considérant qu'en 2003 et 2006, le Conseil a marqué son accord sur trois nouvelles réglementations pour des primes environnementales - Citerne de récupération des eaux de pluie, chauffe-eau solaire et toiture végétale - ainsi que sur quelques modifications mineures en 2007;

Considérant que, en fonction de l'expérience acquise dans le traitement des dossiers de demande de prime, plusieurs modifications visant à préciser les textes s'avèrent nécessaires et concernent :

- la définition du domaine d'application de la prime;
- les montants octroyés;
- les délais d'introduction des compléments de dossier dans le cas d'une demande incomplète;
- la composition des dossiers;

Attendu qu'une somme de 15.000 € a été inscrite au budget extraordinaire 2012 - article n°879/522-51/93 "Primes diverses en faveur de l'environnement" - et destinée à octroyer des primes environnementales;

Vu l'article 162, 2° de la Constitution qui attribue au Conseil communal "tout ce qui est d'intérêt communal" et l'article 117 de la nouvelle loi communale qui prévoit que "le Conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal";

Considérant la position de la Cour de Cassation dans l'arrêt du 11 janvier 1993 et l'avis du Conseil d'Etat considérant qu'aucun texte ne s'oppose à ce que le Conseil délègue au Collège le soin de compléter certaines parties accessoires de son œuvre et que des délégations sont possibles sur des points de détail;

Vu l'avis du Conseil d'Etat imposant au Conseil, en cas de délégation, de définir au Collège la règle de conduite pour les matières qui lui sont déléguées;

Considérant qu'en vertu de cet arrêt et de cet avis, le Conseil communal peut déléguer au Collège la faculté de modifier la liste des documents requis pour pouvoir bénéficier de la prime;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

- de déléguer au Collège le soin d'adapter en fonction des réalités de terrain et de la pratique quotidienne les règlements ci-annexés pour ce qui concerne les points suivants :

- les documents requis pour pouvoir bénéficier de la prime;
- les délais;

- d'approuver comme suit le règlement d'octroi d'une prime à l'installation d'un chauffe-eau solaire :

#### Article 1 : Définitions

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

Chauffe-eau solaire :

Dispositif de captation de l'énergie solaire destiné à fournir partiellement ou totalement de l'eau chaude sanitaire (ECS);

Chauffage solaire :

Dispositif de captation de l'énergie solaire destiné à fournir partiellement ou totalement l'énergie nécessaire au chauffage des locaux. Ce système peut-être :

séparé : ne fournit l'énergie nécessaire qu'au chauffage des locaux;

combiné : fournit l'énergie nécessaire au chauffage des locaux et de l'ECS;

Plancher chauffant basse température :

Plancher équipé d'un circuit de chauffage incorporé dans lequel circule un liquide caloporteur capable de maintenir le plancher à une température avoisinant les 23° C.

#### Article 2 : Champ d'application

Le présent règlement vise, dans les limites des crédits budgétaires prévus à cet effet, à octroyer une prime à l'installation d'un système de chauffe-eau solaire ou d'un système de chauffage solaire séparé ou combiné comprenant :

les panneaux;

l'ensemble des tuyauteries et vannes;

le ballon de stockage de l'eau;

le cas échéant le plancher chauffant basse température.

Il appartient au demandeur de vérifier si cette installation doit faire l'objet d'un permis d'urbanisme.

Sont exclues les installations servant à chauffer l'eau d'une piscine privée non-collective.

#### Article 3 : Intervention de la Commune

Il ne peut y avoir qu'une seule prime octroyée par bien immobilier destiné principalement au logement.

Dans l'hypothèse où un même demandeur sollicite la prime pour un ensemble de biens immobiliers destinés principalement au logement, la prime est octroyée par bien immobilier avec un maximum de quatre.

Le montant de la prime est fixé à 500,00 € par installation distincte.

Le montant de la prime est divisé par deux dans l'hypothèse où le demandeur effectue lui-même l'ensemble des travaux.

Dans le cas où le montant des travaux devait être inférieur au montant forfaitaire de la prime, l'intervention de la Commune ne pourra excéder 100 % de l'investissement consenti.

Cette prime peut être cumulée avec d'autres aides à concurrence de 100 % au maximum du prix de revient.

Si d'autres aides sont perçues pour le même projet, elles doivent figurer dans la demande de prime. Les documents doivent faire apparaître le montant des primes déjà sollicitées et pour quels investissements.

L'administration se réserve le droit, avant le paiement de la prime communale de vérifier le bon paiement de ces autres aides.

Dans l'hypothèse où le demandeur exécutera lui-même l'implantation du système, il devra présenter un certificat de formation à la conception, à la construction et au montage délivré par un organisme reconnu par la commune d'Uccle.

#### Article 4 : Qualité du demandeur

La prime est octroyée aux personnes physiques et morales qui ont réalisé l'investissement.

Peuvent introduire une demande de prime pour un système de chauffe-eau solaire ou d'un système de chauffage solaire séparé ou combiné :

- le propriétaire ou copropriétaire occupant d'un bien immobilier destiné principalement au logement;
- tout titulaire d'un droit réel d'un bien immobilier destiné principalement au logement;
- le locataire d'un bien immobilier destiné principalement au logement, détenteur du bail à loyer ou du bail emphytéotique.

#### Article 5 : Introduction et traitement des demandes

§ 1. Le demandeur introduit son dossier à l'administration communale soit par courrier recommandé, soit par dépôt contre accusé de réception, soit par courriel en format pdf, dans les 4 mois prenant cours à la date mentionnée sur la facture de solde des travaux ou achats pour lesquels la prime est sollicitée, au moyen du formulaire rédigé par l'administration.

§ 2. Le formulaire de demande est accompagné des documents suivants :

la ou les fiche(s) technique(s) des équipements installés, cette documentation technique devra être détaillée dans le cas où l'installation dérogerait aux prescriptions techniques énumérées à l'article 6 ou aux réglementations en vigueur à la date de la demande;

- pour une installation combinée eau sanitaire-chauffage, il y a obligation d'ajouter le schéma de principe de l'installation comprenant les caractéristiques techniques de tous les composants ainsi que les connexions aux réseaux existants;

#### Remarque :

Les travaux relatifs aux chaudières à gaz doivent être réalisés par un chauffagiste habilité par l'ARGB (CERGA). Si l'installateur enregistré n'est pas habilité par l'ARGB (CERGA), il doit être fait appel à un organisme de contrôle après l'installation;

le cas échéant, un certificat de formation à la conception, à la construction et au montage d'un chauffe-eau solaire ou d'un chauffage solaire délivré par un organisme reconnu par la commune d'Uccle;

les plans du logement indiquant à l'échelle l'emplacement du collecteur solaire, sa dimension ainsi que son orientation, le cas échéant, ceux fournis dans le cadre de la procédure de demande de permis d'urbanisme;

la copie de toutes les factures d'achat du matériel ou des travaux de pose et mise en service de l'installation;

la preuve de paiement (extrait de compte) ou de l'acquittement des factures. La simple fourniture d'un état d'avancement, sans mention spécifique du ou des postes liés à

l'installation du système de chauffe-eau/chauffage solaire ne sera pas considéré comme preuve suffisante;

plusieurs photos montrant les capteurs et le bâtiment sur lequel ils sont placés dans au moins deux angles de vue différents;

si la demande est faite par le locataire de l'immeuble, l'autorisation du propriétaire d'effectuer les travaux.

Dans l'hypothèse où l'administration communale ne disposerait pas des données relatives à la preuve d'un droit sur l'immeuble, elle pourra exiger au demandeur les documents complémentaires suivants :

pour le propriétaire ou copropriétaire occupant, une attestation de propriété

pour le titulaire d'un droit réel immobilier, la preuve de ce droit par tout document tel qu'une attestation d'enregistrement du bail à loyer ou du bail emphytéotique, demandée aux bureaux des enregistrements ou une copie de celle-ci, une copie certifiée conforme du document attestant que vous détenez l'usufruit ou êtes titulaire du droit de superficie sur le bien...

§ 3. Lorsque le dossier de demande est complet, un accusé de réception du dossier complet est adressé au demandeur spécifiant le montant de la prime et les délais endéans lesquels celle-ci lui sera payée.

§ 4. Lorsque le dossier de demande est incomplet, le courrier précise les documents complémentaires à communiquer.

A défaut d'avoir communiqué les documents sollicités dans les deux mois à dater de ce courrier, la demande est caduque.

Dans l'hypothèse où l'installation visée par la prime nécessite un permis d'urbanisme, l'administration communale prévient le demandeur par courrier. La demande de permis d'urbanisme doit être introduite à l'administration communale dans un délai de deux mois à dater de ce courrier. A défaut, la demande est caduque.

L'instruction de la demande de prime est suspendue jusqu'à la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins sur ce permis d'urbanisme. En cas de refus de permis d'urbanisme, la prime ne sera pas accordée.

#### Article 6 : Prescriptions techniques

Les prescriptions techniques sont celles émises par Bruxelles Environnement - IBGE dans le cadre de l'octroi de la prime régionale.

#### Article 7 : Obligations incombant au bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

maintenir l'installation en parfait état de fonctionnement pendant une durée minimum de 5 ans;

autoriser la Commune d'Uccle à faire procéder sur place aux vérifications utiles pendant une durée de 5 ans;

le cas échéant, fournir à l'administration communale tout document attestant du bon fonctionnement de son installation à la demande de l'administration pendant une durée de 5 ans;

en cas de cession de son droit sur le bien immobilier pendant la durée de 5 ans initiale, faire respecter les obligations au présent article à tout cessionnaire.

#### Article 8 : Remboursement

Le bénéficiaire de la prime est tenu de rembourser à l'administration communale l'intégralité de la prime :

en cas de déclaration inexacte ou frauduleuse effectuée en vue d'obtenir indûment la prime accordée par l'arrêté;

en cas de non-respect d'un engagement souscrit conformément à l'article 7.

#### Article 9 : Législation applicable

La loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions s'applique à la présente prime, à l'exception de l'article 5, définissant les obligations spécifiques à une personne morale tels bilans, comptes et rapport de gestion.

#### Article 10 : Entrée en vigueur



Le présent règlement entre en vigueur à partir du premier jour du mois qui suit sa publication.

Onderwerp 4C – 1 : **Reglement om een premie toe te kennen voor de installatie van een waterverwarmer of een verwarming op zonne-energie.** #

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen;

Overwegende dat de gemeente Ukkel in het kader van de promotie van hernieuwbare energie en rationeel energieverbruik, besloten heeft het gebruik van zonne-energie door het plaatsen van een waterverwarmer of een verwarming op zonne-energie aan te moedigen;

Overwegende dat de Raad in 2003 en 2006 heeft ingestemd met drie nieuwe reglementen voor milieupremies - regenwatertank, zonneboiler en groendak - alsook met enkele kleinere aanpassingen in 2007;

Overwegende dat in 2007 enkele kleinere aanpassingen betreffende de indieningstermijn van de aanvragen en de erkenningsnummers van de aannemers die de werken uitvoeren zijn goedgekeurd door het college, zoals dat daar in 2003 toe gemachtigd is door de raad, bij het afkondigen van de eerste reglementen;

Overwegende dat de praktijkervaring uit de behandeling van de aanvraagdossiers van de premies, duidelijk maakt dat enkele wijzigingen nodig zijn om de teksten te verduidelijken, met name:

- de omschrijving van het toepassingsveld van de premie;

- de toegekende bedragen;

- de termijnen om bijkomende stukken voor het dossier in te dienen in het geval van een onvolledige aanvraag;

- de samenstelling van de dossiers;

Aangezien de buitengewone begroting van 2012 onder artikel 879/522-51/93 "Diverse premies ten gunste van het milieu" een bedrag van 15.000 euro bevat, bedoeld om premies toe te kennen;

Gelet op artikel 162, 2° van de Grondwet die de gemeenteraad "alles wat van gemeentelijk belang is" toewijst en op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet dat bepaalt dat "de Raad alles regelt wat van gemeentelijk belang is";

Overwegende het standpunt van het Hof van Cassatie in zijn arrest van 11 januari 1993 en het advies van de Raad van State overwegende dat geen enkele tekst verhindert dat de Raad het College belast met het aanvullen van bepaalde bijkomstige delen van zijn opdracht en dat volmachten mogelijk zijn op het vlak van details;

Gelet op het advies van de Raad van State waarin de Raad, in geval van volmacht, ertoe verplicht wordt het College een gedragslijn op te leggen voor de materies die aan het College worden overgedragen;

Overwegende dat krachtens dit arrest en dit advies de gemeenteraad het college de mogelijkheid mag overdragen om de lijst met documenten te wijzigen die nodig zijn om van de premie te genieten;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Besluit :

Het college te machtigen om, in functie van de realiteit op het terrein en de dagelijkse praktijk, de bijgevoegde reglementen te wijzigen op het vlak van de volgende punten:

- de vereiste documenten om van de premie te kunnen genieten;

- de termijnen;

Het reglement om een premie toe te kennen voor de installatie van een zonneboiler als volgt goed te keuren :

Artikel 1 : Begrippen

Voor de toepassing van onderhavig reglement, moet men begrijpen onder :

Zonneboiler :

Een toestel om zonne-energie op te vangen om het warm tapwater (WT) deels of gedeeltelijk te leveren; Zonneverwarming :

Toestel om zonne-energie op te vangen om de energie die nodig is voor de verwarming van de lokalen deels of gedeeltelijk te leveren. Dit systeem kan gescheiden of gecombineerd zijn:

- Gescheiden : Levert uitsluitend de noodzakelijke energie voor het verwarmen van de lokalen;
- Gecombineerd : Levert de noodzakelijke energie voor het verwarmen van de lokalen en het WT;

Lagetemperatuursvloerverwarming :

- Vloer met een ingebouwd verwarmingscircuit waarin een warmtegeleidende vloeistof stroomt die de vloer op een temperatuur van ongeveer 23° C kan houden.

Artikel 2 : Toepassingsveld

Onderhavig reglement beoogt, binnen de grenzen van de hiertoe voorziene begrotingskredieten, het toekennen van een premie voor de installatie van een zonneboilersysteem of een systeem met gescheiden of gecombineerde zonneverwarming, bestaande uit :

- de panelen;
- alle buizen en kranen;
- het wateropslagvat;
- desgevallend de lagetemperatuursvloerverwarming.

De aanvrager dient zelf na te gaan of voor deze installatie een stedenbouwkundige vergunning aangevraagd moet worden.

Installaties die dienen voor het verwarmen van water voor een privé-zwembad zijn uitgesloten.

Artikel 3 : Tussenkoms van de gemeente

Er kan maar één premie toegekend worden per onroerend goed met wonen als hoofdbestemming.

Indien dezelfde aanvrager de premie aanvraagt voor verschillende hoofdzakelijk tot wonen bestemde onroerende goederen, wordt de premie toegekend per onroerend goed, met een maximum van vier.

Het bedrag van de premie wordt vastgelegd op € 500,00 per aparte installatie.

Het bedrag van de premie wordt gedeeld door twee indien de aanvrager de werken zelf uitvoert.

Indien het bedrag van de werken kleiner is dan het bedrag van de premie, mag de tussenkoms van de gemeente niet groter zijn dan 100 % van de gedane investering.

Deze premie mag worden gecumuleerd met andere steunmaatregelen ten belope van maximaal 100 % van de kostprijs.

Indien voor hetzelfde project van andere steunmaatregelen wordt genoten, moet dat op de premie-aanvraag vermeld staan. De documenten moeten het bedrag van de al aangevraagde premies aangeven, alsook voor welke investeringen deze zijn aangevraagd.

Het gemeentebestuur behoudt zich het recht voor om, voordat de gemeentepremie wordt betaald, na te gaan of de andere steunmaatregelen effectief zijn betaald.

Indien de aanvrager het systeem zelf installeert, moet hij een attest voorleggen waaruit blijkt dat hij is opgeleid om het systeem te ontwerpen, op te bouwen en te monteren. Dit attest moet zijn afgeleverd door een door de gemeente Ukkel erkende instelling.

Artikel 4 : Hoedanigheid van de aanvrager

De premie wordt toegekend aan natuurlijke personen en rechtspersonen die de investering hebben verricht.

Mogen een aanvraag indienen voor een premie voor een zonneboilersysteem of een systeem met gescheiden of gecombineerde zonneverwarming :

- de eigenaar of mede-eigenaar die een onroerend goed bezet dat hoofdzakelijk tot wonen bestemd is;
- elke titularis van een reëel recht op een onroerend goed dat hoofdzakelijk tot wonen bestemd is;
- de huurder van een onroerend goed dat hoofdzakelijk tot wonen bestemd is, die beschikt over een huurcontract of een erfpachtovereenkomst.

Artikel 5 : Indiening en behandeling van de aanvragen

§ 1. De aanvrager dient zijn dossier in bij het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, tegen ontvangstbevestiging of per e-mail in pdf-formaat, binnen de vier maanden vanaf de datum op de factuur voor het saldo van de werken of aankopen waarvoor de premie wordt aangevraagd, door middel van het door het gemeentebestuur opgestelde formulier.

§ 2. Bij het aanvraagformulier worden de volgende documenten gevoegd :

de technische fiche(s) van de geïnstalleerde uitrusting. Deze technische documentatie moet gedetailleerd zijn indien de installatie afwijkt van de technische voorschriften onder artikel 6 of van de op het moment van de aanvraag geldende regels;

voor een gecombineerde installatie voor tapwater-verwarming moet het principeschema van de installatie worden toegevoegd, met vermelding van de technische eigenschappen van alle onderdelen alsook de aansluitingen op bestaande netwerken;

Opmerking :

Werken m.b.t. gasverwarmingsinstallaties moeten worden uitgevoerd door een verwarmingstechnicus die gemachtigd is door de KVBG (CERGA). Indien de erkende technicus niet gemachtigd is door de KVBG (CERGA), moet hij na de installatie een beroep doen op een controle-instelling;

desgevallend een attest van een opleiding tot het ontwerpen, opbouwen en monteren van een zonneboiler of een zonneverwarming, afgeleverd door een instelling die is erkend door de gemeente Ukkel;

de plannen van de woning met aanduiding op schaal van de plaats van de zonnecollector, de afmetingen en de oriëntatie ervan, desgevallend de plannen die in het kader van de procedure voor de aanvraag van een stedenbouwkundige vergunning zijn afgeleverd;

een kopie van alle facturen voor de aankoop van materiaal of voor de werken voor de plaatsing en de indienststelling van de installatie;

betalingsbewijs (rekeningafschrift) of bewijs dat de facturen voldaan zijn; Louter een vorderingsstaat leveren, zonder specifieke vermelding van de post(en) m.b.t. de installatie van het zonneboiler/zonneverwarmingssysteem zal niet worden beschouwd als voldoende bewijsmiddel;

verschillende foto's die de ontvangers tonen alsook het gebouw waarop ze geplaatst zijn, van ten minste twee verschillende gezichtshoeken;

indien de aanvraag door de huurder van het gebouw wordt gedaan, de toelating van de eigenaar om de werken uit te voeren.

Indien het gemeentebestuur niet zou beschikken over de gegevens betreffende het bewijs van een recht op het gebouw, kan het de volgende bijkomende documenten opeisen van de aanvrager :

voor de eigenaar of mede-eigenaar die het gebouw bezetten: een eigendomsattest;

voor de titularis van een reëel onroerend recht, het bewijs van dit recht d.m.v. elk document zoals een registratiebewijs van een huurcontract of van een erfpachtovereenkomst, aangevraagd bij het registratiebureau of een kopie ervan, een conform verklaarde kopie van een document dat verklaart dat u het vruchtgebruik heeft of dat u titularis bent van een recht op een oppervlak van het goed...

§ 3. Als het aanvraagdossier volledig is, zal een ontvangstbevestiging van een volledig dossier worden verstuurd naar de aanvrager, met vermelding van het bedrag van de premie en de termijn waarbinnen de premie betaald zal worden.

§ 4. Als het aanvraagdossier onvolledig is, vermeldt het schrijven welke bijkomende documenten moeten worden overgemaakt.

Indien de gevraagde documenten niet binnen de twee maanden na dit schrijven worden overgemaakt, wordt de aanvraag nietig.

Indien de installatie voor deze premie een stedenbouwkundige vergunning vereist, brengt het gemeentebestuur de aanvrager hiervan op de hoogte. De aanvraag van een stedenbouwkundige vergunning dient binnen de twee maanden vanaf dit schrijven te worden ingediend bij het gemeentebestuur. Zo niet wordt de aanvraag nietig.

Het onderzoek naar de premie-aanvraag wordt opgeschort tot het college van burgemeester en schepenen een beslissing heeft genomen over de stedenbouwkundige vergunning. Indien de stedenbouwkundige vergunning wordt geweigerd, zal de premie niet worden toegekend.

Artikel 6 : Technische voorschriften

De technische voorschriften zijn die van Leefmilieu Brussel – BIM in het kader van het toekennen van de gewestelijke premie.

Artikel 7 : Verplichtingen van de begunstigde

De begunstigde verbindt zich ertoe :

- de installatie in een perfecte staat te houden gedurende ten minste 5 jaar;
- de gemeente Ukkel toe te laten ter plaatse de nodige controles uit te voeren gedurende 5 jaar;
- desgevallend het gemeentebestuur alle documenten voor te leggen waaruit de goede werking van zijn installatie blijkt gedurende 5 jaar, op vraag van het gemeentebestuur;
- indien hij tijdens de aanvankelijke periode van 5 jaar afstand doet van zijn recht op het onroerend goed, zijn verplichtingen ten opzichte van dit artikel te laten naleven door de persoon aan wie dat recht wordt overgedragen.

Artikel 8 : Terugbetaling

De begunstigde van de premie wordt ertoe gehouden de volledige premie terug te betalen aan het gemeentebestuur indien :

- onjuiste of bedrieglijke informatie wordt aangegeven om de door dit besluit toegekende premie onrechtmatig te verkrijgen;
- een verplichting aangaan overeenkomstig artikel 7 niet wordt nageleefd.

Artikel 9 : Geldende wetgeving

De wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen is van toepassing op deze premie, met uitzondering van artikel 5 dat de specifieke verplichtingen bepaalt voor een rechtspersoon zoals jaarverslagen, rekeningen en beheerverslagen.

Artikel 10 : Inwerkingtreding

Onderhavig reglement treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de afkondiging ervan.

**- Mme l'échevin Gol-Lescot et Mme Fremault rentrent –  
- Mevr de schepen Gol-lescot en Mevr Fremault kommen de zaal binnen -**

Objet 4C – 2 : **Environnement.- Règlement d'octroi d'une prime à l'installation, à la rénovation ou à la remise en service d'une citerne d'eau de pluie.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Considérant que la Commune d'Uccle, dans le cadre de sa politique générale de gestion de l'eau, a décidé d'encourager les programmes visant à améliorer le bilan hydrologique global du milieu urbain;

Considérant que l'utilisation de l'eau de pluie constitue une pratique intéressante sur le plan économique et écologique car elle réduit la consommation d'eau de distribution et donc la quantité d'eau pompée dans les nappes phréatiques, elle diminue l'usage d'adoucisseurs (appareils destinés à réduire la dureté de l'eau) et d'adoucissant, elle diminue la dilution des eaux usées dans les égouts et facilite l'épuration de celles-ci;

Considérant qu'en 2003 et 2006, le Conseil a marqué son accord sur trois nouvelles réglementations pour des primes environnementales - Citerne de récupération des eaux de pluie, chauffe-eau solaire et toiture végétale - ainsi que sur quelques modifications mineures en 2007;

Considérant que, en fonction de l'expérience acquise dans le traitement des dossiers de demande de prime, plusieurs modifications visant à préciser les textes s'avèrent nécessaires et concernent :

- la définition du domaine d'application de la prime;
- les montants octroyés;
- les délais d'introduction des compléments de dossier dans le cas d'une demande incomplète;
- la composition des dossiers;

Attendu qu'une somme de 15.000 euros a été inscrite au budget extraordinaire 2012 - article n° 879/522-51/93 "Primes diverses en faveur de l'environnement" - et destinée à octroyer des primes environnementales;

Vu l'article 162, 2° de la Constitution qui attribue au Conseil communal "tout ce qui est d'intérêt communal" et l'article 117 de la nouvelle loi communale qui prévoit que "le Conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal";

Considérant la position de la Cour de Cassation dans l'arrêt du 11 janvier 1993 et l'avis du Conseil d'Etat considérant qu'aucun texte ne s'oppose à ce que le Conseil délègue au Collège le soin de compléter certaines parties accessoires de son œuvre et que des délégations sont possibles sur des points de détail;

Vu l'avis du Conseil d'Etat imposant au Conseil, en cas de délégation, de définir au Collège la règle de conduite pour les matières qui lui sont déléguées;

Considérant qu'en vertu de cet arrêt et de cet avis, le Conseil communal peut déléguer au Collège la faculté de modifier la liste des documents requis pour pouvoir bénéficier de la prime;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

- de déléguer au Collège le soin d'adapter en fonction des réalités de terrain et de la pratique quotidienne les règlements ci-annexés pour ce qui concerne les points suivants :
  - les documents requis pour pouvoir bénéficier de la prime;
  - les délais;
- d'approuver comme suit le règlement d'octroi d'une prime à l'installation, à la rénovation ou à la remise en service d'une citerne d'eau de pluie :

#### Article 1 : Définitions

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

Citerne de collecte d'eau de pluie :

Citerne qui récupère les eaux de pluie et les stocke pour une utilisation ultérieure, le surplus débordant de la citerne;

Bassin d'orage :

Ouvrage permettant la rétention provisoire des eaux pluviales avant de les renvoyer à plus faible débit dans le réseau de rejet de ces eaux;

Eaux de pluie :

Eaux provenant de la collecte des eaux de ruissellement des précipitations sur des surfaces artificiellement imperméabilisées en tout ou en partie.

### Article 2 : Champ d'application

Le présent règlement vise, dans les limites des crédits budgétaires prévus à cet effet, à octroyer une prime à la réparation, au remplacement ou à la mise en place d'un système de citerne de collecte d'eau de pluie. L'installation devra permettre l'utilisation de cette eau de pluie par l'intermédiaire d'une pompe et répondre aux prescriptions techniques de l'article 6 ci-dessous.

La citerne de collecte d'eau de pluie aura une capacité d'un minimum de 2.000 litres qu'elle soit couplée ou non avec un bassin d'orage.

Lorsque le système de citerne de collecte d'eau de pluie est constitué de plusieurs réservoirs, la capacité s'entend comme étant la somme des capacités des différents réservoirs hormis l'éventuel bassin d'orage.

Lorsque la citerne de collecte d'eau de pluie est couplée avec un bassin d'orage, elle le sera de façon indissociable.

Sont exclus :

- l'installation d'un système de citerne de collecte d'eau de pluie avec une pompe manuelle;
- l'installation des seuls bassins d'orage;
- l'installation de bidons de simple collecte d'eau de pluie.

### Article 3 : Intervention de la Commune

Il ne peut y avoir qu'une seule prime octroyée par bien immobilier destiné principalement au logement.

Dans l'hypothèse où un même demandeur sollicite la prime pour un ensemble de biens immobiliers destinés principalement au logement, la prime est octroyée par bien immobilier avec un maximum de quatre.

Le montant de la prime est fixé à 500,00 € par installation distincte.

Le montant de la prime est divisé par deux dans l'hypothèse où le demandeur effectue lui-même l'ensemble des travaux.

Dans le cas où le montant des travaux devait être inférieur au montant forfaitaire de la prime l'intervention de la Commune ne pourra excéder 100 % de l'investissement consenti.

Cette prime peut être cumulée avec d'autres aides à concurrence de 100 % au maximum du prix de revient.

Si d'autres aides sont perçues pour le même projet, elles doivent figurer dans la demande de prime. Les documents doivent faire apparaître le montant des primes déjà sollicitées et pour quels investissements.

L'administration se réserve le droit, avant le paiement de la prime communale de vérifier le bon paiement de ces autres aides.

### Article 4 : Qualité du demandeur

La prime est octroyée aux personnes physiques et morales qui ont réalisé l'investissement.

Peuvent introduire une demande de prime pour un système de citerne de collecte d'eau de pluie :

- le propriétaire ou copropriétaire occupant d'un bien immobilier destiné principalement au logement;
- tout titulaire d'un droit réel d'un bien immobilier destiné principalement au logement;
- le locataire d'un bien immobilier destiné principalement au logement, détenteur du bail à loyer ou du bail emphytéotique.

### Article 5 : Introduction et traitement des demandes

§ 1. Le demandeur introduit son dossier à l'administration communale soit par courrier recommandé, soit par dépôt contre accusé de réception, soit par courriel en format pdf, dans les 4 mois prenant cours à la date mentionnée sur la facture de solde des travaux ou achats pour lesquels la prime est sollicitée, au moyen du formulaire rédigé par l'administration.

§ 2. Le formulaire de demande est accompagné des documents suivants :

le plan du terrain indiquant les surfaces imperméabilisées connectées, les canalisations, l'emplacement et le type de système de collecte d'eau de pluie ainsi que ses dimensions et son volume, l'éventuel exutoire du trop-plein; la copie de toutes les factures d'achat du matériel et/ou des travaux d'installation du système;

la preuve de paiement (extrait de compte) ou de l'acquittement des factures. La simple fourniture d'un état d'avancement, sans mention spécifique du ou des postes liés à l'installation du système ne sera pas considéré comme preuve suffisante;

des photos montrant le système de citerne de collecte d'eau de pluie et ses canalisations en cours de placement et les éléments techniques énumérés à l'article 6;

si la demande est faite par le locataire de l'immeuble, l'autorisation du propriétaire d'effectuer les travaux;

la ou les fiche(s) technique(s) des équipements installés, cette documentation technique devra être détaillée dans le cas où l'installation dérogerait aux prescriptions techniques énumérées à l'article 6 ou aux réglementations en vigueur à la date de la demande;

une copie de l'attestation de la conformité de l'installation aux exigences techniques de et délivrée par la société distributrice de l'eau de ville.

Dans l'hypothèse où l'administration communale ne disposerait pas des données relatives à la preuve d'un droit sur l'immeuble, elle pourra exiger au demandeur les documents complémentaires suivants :

pour le propriétaire ou copropriétaire occupant, une attestation de propriété;

pour le titulaire d'un droit réel immobilier, la preuve de ce droit par tout document tel qu'une attestation d'enregistrement du bail à loyer ou du bail emphytéotique, demandée aux bureaux des enregistrements ou une copie de celle-ci, une copie certifiée conforme du document attestant que vous détenez l'usufruit ou êtes titulaire du droit de superficie sur le bien...

§ 3. Lorsque le dossier de demande est complet, un accusé de réception du dossier complet est adressé au demandeur spécifiant le montant de la prime et les délais endéans lesquels celle-ci lui sera payée.

§ 4. Lorsque le dossier de demande est incomplet, le courrier précise les documents complémentaires à communiquer.

A défaut d'avoir communiqué les documents sollicités dans les deux mois à dater de ce courrier, la demande est caduque.

Dans l'hypothèse où l'installation visée par la prime nécessite un permis d'urbanisme, l'administration communale prévient le demandeur par courrier. La demande de permis d'urbanisme doit être introduite à l'administration communale dans un délai de deux mois à dater de ce courrier. A défaut, la demande est caduque.

L'instruction de la demande de prime est suspendue jusqu'à la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins sur ce permis d'urbanisme. En cas de refus de permis d'urbanisme, la prime ne sera pas accordée.

#### Article 6 : Prescriptions techniques

Les prescriptions techniques sont les suivantes :

répondre aux exigences de la société distributrice de l'eau de ville via l'attestation reprise à l'article 5;

placer un système de filtre(s) visant à limiter l'introduction de matières véhiculées par l'eau (sable, feuilles...) dans le système de citerne de collecte d'eau de pluie;

prévoir une trappe d'accès permettant le passage pour des travaux d'entretien et de réparation;

équiper le système de collecte d'eau de pluie d'un trop plein évitant les débordements;

ne collecter, dans le système de citerne de collecte d'eau de pluie, que celles provenant de toitures (vérandas y compris) à l'exclusion de toute zone pédestre et/ou de manœuvre de véhicules;  
être raccordée au moins à la chasse d'un WC et/ou à un lave-linge.

Remarque :

Les chasses de WC constituent le plus gros poste de consommation d'eau dans l'habitation. L'utilisation de l'eau de pluie a le meilleur effet environnemental au niveau de ce poste de consommation d'eau.

Le lave-linge est le second poste de consommation d'eau du robinet (à laquelle l'eau de pluie peut se substituer sans problèmes).

Article 7 : Obligations incombant au bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

maintenir le système d'infiltration en parfait état de fonctionnement pendant une durée minimum de 5 ans;

autoriser la Commune d'Uccle à faire procéder sur place aux vérifications utiles pendant une durée de 5 ans;

le cas échéant, fournir à l'administration communale tout document attestant du bon fonctionnement de son installation à la demande de l'administration pendant une durée de 5 ans;

en cas de cession de son droit sur le bien immobilier pendant la durée de 5 ans initiale, faire respecter les obligations au présent article à tout cessionnaire.

Article 8 : Remboursement

Le bénéficiaire de la prime est tenu de rembourser à l'administration communale l'intégralité de la prime :

en cas de déclaration inexacte ou frauduleuse effectuée en vue d'obtenir indûment la prime accordée par l'arrêté;

en cas de non-respect d'un engagement souscrit conformément à l'article 7.

Article 9 : Législation applicable

La loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions s'applique à la présente prime, à l'exception de l'article 5, définissant les obligations spécifiques à une personne morale tels bilans, comptes et rapport de gestion.

Article 10 : Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur à partir du premier jour du mois qui suit sa publication.

**Onderwerp 4C – 2 : Reglement om een premie toe te kennen voor het installeren, renoveren of opnieuw in dienst stellen van een regenwatertank.**

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de Wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen;

Overwegende dat de gemeente Ukkel in het kader van haar algemeen beleid inzake waterbeheer heeft besloten programma's aan te moedigen om de algemene hydrologische situatie van het stedelijke milieu te verbeteren;

Overwegende dat het aanwenden van regenwater een interessante praktijk is op het economisch en het ecologisch vlak, aangezien dit leidt tot een daling van het verbruik van leidingwater en dus van de hoeveelheid water dat wordt opgepompt uit de watervoerende laag, tot een daling van het gebruik van waterverzachters (toestellen om de hardheid van het water te verzachten) en wasverzachters, tot een daling van de verdunning van het afvalwater in de riolen, waardoor dit afvalwater makkelijker gezuiverd kan worden;

Overwegende dat de Raad in 2003 en 2006 heeft ingestemd met drie nieuwe reglementen voor milieupremies - regenwatertank, zonneboiler en groendak - alsook met enkele kleinere aanpassingen in 2007;



Overwegende dat in 2007 enkele kleinere aanpassingen betreffende de indieningstermijn van de aanvragen en de erkenningsnummers van de aannemers die de werken uitvoeren zijn goedgekeurd door het college, zoals dat daar in 2003 toe gemachtigd is door de raad, bij het afkondigen van de eerste reglementen;

Overwegende dat de praktijkervaring uit de behandeling van de aanvraagdossiers van de premies, duidelijk maakt dat enkele wijzigingen nodig zijn om de teksten te verduidelijken, met name :

- de omschrijving van het toepassingsveld van de premie;
- de toegekende bedragen;
- de termijnen om bijkomende stukken voor het dossier in te dienen in het geval van een onvolledige aanvraag;
- de samenstelling van de dossiers;

Aangezien de buitengewone begroting van 2012 onder artikel 879/522-51/93 "Diverse premies ten gunste van het milieu" een bedrag van 15.000 euro bevat, bedoeld om premies toe te kennen;

Gelet op artikel 162, 2° van de Grondwet die de gemeenteraad "alles wat van gemeentelijk belang is" toewijst en op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet dat bepaalt dat "de Raad alles regelt wat van gemeentelijk belang is";

Overwegende het standpunt van het Hof van Cassatie in zijn arrest van 11 januari 1993 en het advies van de Raad van State overwegende dat geen enkele tekst verhindert dat de Raad het College belast met het aanvullen van bepaalde bijkomstige delen van zijn opdracht en dat volmachten mogelijk zijn op het vlak van details;

Gelet op het advies van de Raad van State waarin de Raad, in geval van volmacht, ertoe verplicht wordt het College een gedragslijn op te leggen voor de materies die aan het College worden overgedragen;

Overwegende dat krachtens dit arrest en dit advies de gemeenteraad het college de mogelijkheid mag overdragen om de lijst met documenten te wijzigen die nodig zijn om van de premie te genieten;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Besluit :

Het college te machtigen om, in functie van de realiteit op het terrein en de dagelijkse praktijk, de bijgevoegde reglementen te wijzigen op het vlak van de volgende punten :

- de vereiste documenten om van de premie te kunnen genieten;
- de termijnen;

Het volgende reglement goed te keuren om een premie toe te kennen voor het installeren, renoveren of opnieuw in dienst stellen van een regenwatertank :

#### Artikel 1 : Begrippen

Voor de toepassing van onderhavig reglement, moet men begrijpen onder :

Regenwatertank :

Tank waarin het regenwater wordt opgevangen en opgeslagen voor later gebruik, het teveel stroomt uit de tank;

Stormbekken :

Bouwwerk waarin regenwater tijdelijk kan worden opgevangen voordat het, aan een lager debiet, kan worden doorgestuurd naar het waterafvoernet;

Regenwater :

Water afkomstig van het opgevangen water dat afvloeit van deels of volledig kunstmatig ondoordringbaar gemaakte oppervlakken.

#### Artikel 2 : Toepassingsveld

Onderhavig reglement beoogt, binnen de grenzen van de hiertoe voorziene begrotingskredieten, het toekennen van een premie voor het herstellen, vervangen of in dienst stellen van een regenwatertanksysteem. De installatie moet het mogelijk maken dit regenwater te gebruiken d.m.v. een pomp en moet beantwoorden aan de technische voorschriften van het onderstaande artikel 6.

De regenwatertank moet een capaciteit hebben van ten minste 2.000 liter, ongeacht of ze verbonden is met een stormbekken.

Indien het regenwatertanksysteem bestaat uit verschillende tanks wordt de capaciteit begrepen als de som van de capaciteit van elke tank, uitgenomen het eventuele stormbekken.

Indien de regenwatertank aangesloten is op een stormbekken, moet die aansluiting onlosmakelijk zijn.

Zijn uitgesloten :

- de installatie van een regenwatertanksysteem met een handpomp;
- de installatie van uitsluitend stormbekkens;
- de installatie van eenvoudige vaten om regenwater op te vangen.

#### Artikel 3 : Tussenkost van de gemeente

Er kan maar een premie toegekend worden per onroerend goed met wonen als hoofdbestemming.

Indien dezelfde aanvrager de premie aanvraagt voor verschillende hoofdzakelijk tot wonen bestemde onroerende goederen, wordt de premie toegekend per onroerend goed, met een maximum van vier.

Het bedrag van de premie wordt vastgelegd op € 500,00 per aparte installatie.

Het bedrag van de premie wordt gedeeld door twee indien de aanvrager de werken zelf uitvoert.

Indien het bedrag van de werken kleiner is dan het bedrag van de premie, mag de tussenkost van de gemeente niet groter zijn dan 100 % van de gedane investering.

Deze premie mag worden gecumuleerd met andere steunmaatregelen ten belope van maximaal 100 % van de kostprijs.

Indien voor hetzelfde project van andere steunmaatregelen wordt genoten, moet dat op de premie-aanvraag vermeld staan. De documenten moeten het bedrag van de al aangevraagde premies aangeven, alsook voor welke investeringen deze zijn aangevraagd.

Het gemeentebestuur behoudt zich het recht voor om, voordat de gemeentepremie wordt betaald, na te gaan of de andere steunmaatregelen effectief zijn betaald.

#### Artikel 4 : Hoedanigheid van de aanvrager

De premie wordt toegekend aan natuurlijke personen en rechtspersonen die de investering hebben verricht.

Mogen een aanvraag indienen voor een premie voor een regenwatertanksysteem:

- de eigenaar of mede-eigenaar die een onroerend goed bezet dat hoofdzakelijk tot wonen bestemd is;
- elke titularis van een reëel recht op een onroerend goed dat hoofdzakelijk tot wonen bestemd is;
- de huurder van een onroerend goed dat hoofdzakelijk tot wonen bestemd is, die beschikt over een huurcontract of een erfpachtovereenkomst.

#### Artikel 5 : Indiening en behandeling van de aanvragen

§ 1. De aanvrager dient zijn dossier in bij het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, tegen ontvangstbevestiging of per e-mail in pdf-formaat, binnen de vier maanden vanaf de datum op de factuur voor het saldo van de werken of aankopen waarvoor de premie wordt aangevraagd, door middel van het door het gemeentebestuur opgestelde formulier.

§ 2. Bij het aanvraagformulier worden de volgende documenten gevoegd :

- het plan van de grond met vermelding van de aangesloten ondoordringbare oppervlakken, de leidingen, de plaatsing en de aard van het regenwatertanksysteem alsook de afmetingen en het volume ervan en de eventuele overloop;
- een kopie van alle facturen voor de aankoop van materiaal of voor de werken voor de installatie van het systeem;
- betalingsbewijs (rekeningafschrift) of bewijs dat de facturen voldaan zijn. Louter een vorderingsstaat indienen, zonder specifieke vermelding van de post(en) m.b.t.

de installatie van het systeem zal niet beschouwd worden als voldoende bewijsmiddel;  
foto's van het regenwatertanksysteem en de leidingen ervan tijdens de plaatsing en de technische elementen zoals opgesomd onder artikel 6;  
indien de aanvraag door de huurder van het gebouw wordt gedaan, de toelating van de eigenaar om de werken uit te voeren;  
de technische fiche(s) van de geïnstalleerde uitrusting. Deze technische documentatie moet gedetailleerd zijn indien de installatie afwijkt van de technische voorschriften onder artikel 6 of van de op het moment van de aanvraag geldende regels;  
een kopie van het gelijkvormigheidsattest m.b.t. de technische vereisten van en afgeleverd door de onderneming die het stadswater verdeelt.

Indien het gemeentebestuur niet zou beschikken over de gegevens betreffende het bewijs van een recht op het gebouw, kan het de volgende bijkomende documenten opeisen van de aanvrager :

voor de eigenaar of mede-eigenaar die het gebouw bezetten: een eigendomsattest;  
voor de titularis van een reëel onroerend recht, het bewijs van dit recht d.m.v. elk document zoals een registratiebewijs van een huurcontract of van een erfpachtovereenkomst, aangevraagd bij het registratiebureau of een kopie ervan, een conform verklaarde kopie van een document dat verklaart dat u het vruchtgebruik heeft of dat u titularis bent van een recht op een oppervlak van het goed...

§ 3. Als het aanvraagdossier volledig is, zal een ontvangstbevestiging van een volledig dossier worden verstuurd naar de aanvrager, met vermelding van het bedrag van de premie en de termijn waarbinnen de premie betaald zal worden.

§ 4. Als het aanvraagdossier onvolledig is, vermeldt het schrijven welke bijkomende documenten moeten worden overgemaakt.

Indien de gevraagde documenten niet binnen de twee maanden na dit schrijven worden overgemaakt, wordt de aanvraag nietig.

Indien de installatie voor deze premie een stedenbouwkundige vergunning vereist, brengt het gemeentebestuurder de aanvrager hiervan op de hoogte. De aanvraag van een stedenbouwkundige vergunning dient binnen de twee maanden vanaf dit schrijven te worden ingediend bij het gemeentebestuur. Zo niet wordt de aanvraag nietig.

Het onderzoek naar de premie-aanvraag wordt opgeschort tot het college van burgemeester en schepenen een beslissing heeft genomen over de stedenbouwkundige vergunning. Indien de stedenbouwkundige vergunning wordt geweigerd, zal de premie niet worden toegekend.

#### Artikel 6 : Technische voorschriften

De technische voorschriften zijn de volgende :

beantwoorden aan de vereisten van de onderneming die het stadswater verdeelt via het onder artikel 5 vermelde attest;  
een filtersysteem plaatsen om de hoeveelheid door het water meegevoerde deeltjes te beperken (zand, bladeren, ...) in het regenwatertanksysteem;  
een toegangsluik voorzien voor onderhouds- en herstellingswerkzaamheden;  
het regenwatertanksysteem voorzien van een overloop om te vermijden dat het overstroomt;  
in het regenwatertanksysteem uitsluitend regenwater opvangen dat komt van daken (inclusief veranda's), zonder enige voetgangerszone of zone waarover voertuigen rijden;  
aangesloten zijn op ten minste de waterspoeling van een wc en/of een wasmachine.

Opmerking :

De waterspoeling van wc's zijn goed voor het grootste deel van het waterverbruik in een woning. Regenwater gebruiken heeft het beste milieu-effect om het waterverbruik te doen dalen op deze plek;

De wasmachine komt op de tweede plaats van het verbruik van kraantjeswater (dat probleemloos door regenwater vervangen kan worden).

Artikel 7 : Verplichtingen van de begunstigde

De begunstigde verbindt zich ertoe :

de infiltratie-installatie in een perfecte staat te houden gedurende ten minste 5 jaar;

de gemeente Ukkel toe te laten ter plaatse de nodige controles uit te voeren gedurende 5 jaar;

desgevallend het gemeentebestuur alle documenten voor te leggen waaruit de goede werking van zijn installatie blijkt gedurende 5 jaar, op vraag van het gemeentebestuur;

indien hij tijdens de aanvankelijke periode van 5 jaar afstand doet van zijn recht op het onroerend goed, zijn verplichtingen ten opzichte van dit artikel laten naleven door de persoon aan wie dat recht wordt overgedragen.

Artikel 8 : Terugbetaling

De begunstigde van de premie wordt ertoe gehouden de volledige premie terug te betalen aan het gemeentebestuur indien :

onjuiste of bedrieglijke informatie wordt aangegeven om de door dit besluit toegekende premie onrechtmatig te verkrijgen;

een verplichting aangaan overeenkomstig artikel 7 niet wordt nageleefd.

Artikel 9 : Geldende wetgeving

De wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen is van toepassing op deze premie, met uitzondering van artikel 5 dat de specifieke verplichtingen bepaalt voor een rechtspersoon zoals jaarverslagen, rekeningen en beheerverslagen.

Artikel 10 : Inwerkingtreding

Onderhavig reglement treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de afkondiging ervan.

**Objet 4C – 3 : Environnement.- Règlement d'octroi d'une prime à l'installation d'une toiture à couverture végétale.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Considérant que la Commune d'Uccle, dans le cadre de la promotion des énergies renouvelables et de l'utilisation rationnelle de l'énergie et dans le cadre de sa politique générale de gestion de l'eau, a décidé d'encourager la pose d'une toiture à couverture végétale;

Considérant qu'en 2003 et 2006, le Conseil a marqué son accord sur trois nouvelles réglementations pour des primes environnementales - Citerne de récupération des eaux de pluie, chauffe-eau solaire et toiture végétale - ainsi que sur quelques modifications mineures en 2007;

Considérant que, en fonction de l'expérience acquise dans le traitement des dossiers de demande de prime, plusieurs modifications visant à préciser les textes s'avèrent nécessaires et concernent :

la définition du domaine d'application de la prime;

les montants octroyés;

les délais d'introduction des compléments de dossier dans le cas d'une demande incomplète;

la composition des dossiers;

Attendu qu'une somme de 15.000€ a été inscrite au budget extraordinaire 2012 - article n°879/522-51/93 "Primes diverses en faveur de l'environnement" - et destinée à octroyer des primes environnementales;

Vu l'article 162, 2° de la Constitution qui attribue au Conseil communal "tout ce qui est d'intérêt communal" et l'article 117 de la nouvelle loi communale qui prévoit que "le Conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal";

Considérant la position de la Cour de Cassation dans l'arrêt du 11 janvier 1993 et l'avis du Conseil d'Etat considérant qu'aucun texte ne s'oppose à ce que le Conseil délègue au Collège le soin de compléter certaines parties accessoires de son œuvre et que des délégations sont possibles sur des points de détail;

Vu l'avis du Conseil d'Etat imposant au Conseil, en cas de délégation, de définir au Collège la règle de conduite pour les matières qui lui sont déléguées;

Considérant qu'en vertu de cet arrêt et de cet avis, le Conseil communal peut déléguer au Collège la faculté de modifier la liste des documents requis pour pouvoir bénéficier de la prime;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

- de déléguer au Collège le soin d'adapter en fonction des réalités de terrain et de la pratique quotidienne les règlements ci-annexés pour ce qui concerne les points suivants :

- les documents requis pour pouvoir bénéficier de la prime;
- les délais;

- d'approuver comme suit le règlement d'octroi d'une prime à l'installation d'une toiture à couverture végétale :

#### Article 1 : Définitions

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

Toiture à couverture végétale

extensive : toiture à couverture végétale au sens restrictif, non accessible en dehors des fins d'entretien, et composée d'une strate herbacée généralement riche en plantes grasses de type *sedum* ou de mousses;

intensive : toiture jardin lourde ou légère, plantée d'une végétation herbacée, arborescente ou encore arbustive;

Surface :

Les surfaces s'entendent comme étant la somme de toutes les surfaces de toitures à couverture végétale sur le bâtiment principal concerné, ses annexes accolées au bâtiment principal concerné ainsi que sur les bâtiments accessoires au principal et qui n'y sont pas accolés;

Bâtiment principal : construction contenant les pièces d'habitation;

Annexe : construction indépendante, liée à un bâtiment principal;

Bâtiment accessoire : construction indépendante, non liée à un bâtiment principal;

Espaces souterrains : construction principale, annexe ou accessoire, réalisée sous le niveau du sol et recouverte par de la végétation.

#### Article 2 : Champ d'application

Le présent règlement vise, dans les limites des crédits budgétaires prévus à cet effet, à octroyer une prime à la création et/ou l'aménagement d'une toiture à couverture végétale dans les cas suivants :

la création d'une toiture à couverture végétale dans le cadre de travaux de construction ou de rénovation qui font l'objet d'un permis d'urbanisme déjà délivré et exécutoire qui inclut la création d'une toiture à couverture végétale;

l'aménagement d'une toiture à couverture végétale dont il appartient au demandeur de vérifier si cet aménagement doit faire l'objet d'un permis d'urbanisme (pour raison de stabilité, de rehausse de murs, d'étanchéité...).

La demande de prime doit concerner une toiture à couverture végétale dont la surface minimale est de 10 m<sup>2</sup> quelle que soit la surface totale de toiture à végétaliser.

La toiture à couverture végétale devra répondre aux prescriptions techniques de l'article 6 ci-dessous.

Sont exclues les toitures à couverture végétale sur les espaces souterrains, les pergolas.

Article 3 : Intervention de la Commune

Il ne peut y avoir qu'une seule prime octroyée par bien immobilier destiné principalement au logement.

Dans l'hypothèse où un même demandeur sollicite la prime pour un ensemble de biens immobiliers destinés principalement au logement, la prime est octroyée par bien immobilier avec un maximum de quatre.

Le montant de la prime pour les toitures à couverture végétale est fixé à :

200,00 € pour 10 m<sup>2</sup> de surface de toiture à couverture végétale;

puis, avec un maximum de 500,00 € au total de la prime :

15,00 € par mètre carré supplémentaire de toiture à couverture végétale intensive;

10,00 € par mètre carré supplémentaire de toiture à couverture végétale extensive;

Une majoration de 1,00 € par mètre carré sera accordée pour les toitures à couvertures végétales réalisées par une entreprise d'économie sociale, par une entreprise de travail adapté ou par une entreprise d'insertion sociale.

Le montant de la prime est divisé par deux dans l'hypothèse où le demandeur effectue lui-même l'ensemble des travaux.

Dans le cas où le montant des travaux devait être inférieur au montant prévu de la prime, l'intervention de la Commune ne pourra excéder 100 % de l'investissement consenti.

Cette prime peut être cumulée avec d'autres aides à concurrence de 100 % du maximum du coût des travaux.

Si d'autres aides sont perçues pour le même projet, elles doivent figurer dans la demande de prime. Les documents doivent faire apparaître le montant des primes déjà sollicitées et pour quels investissements.

L'administration se réserve le droit, avant le paiement de la prime communale, de vérifier le bon paiement de ces autres aides.

Article 4 : Qualité du demandeur

La prime est octroyée aux personnes physiques et morales qui ont réalisé l'investissement.

Peuvent introduire une demande de prime pour une toiture à couverture végétale :

le propriétaire ou copropriétaire occupant d'un bien immobilier destiné principalement au logement;

tout titulaire d'un droit réel d'un bien immobilier destiné principalement au logement;

le locataire d'un bien immobilier destiné principalement au logement, détenteur du bail à loyer ou du bail emphytéotique.

Article 5 : Introduction et traitement des demandes

§ 1. Le demandeur introduit son dossier à l'administration communale soit par courrier recommandé, soit par dépôt contre accusé de réception, soit par courriel en format pdf, dans les 4 mois prenant cours à la date mentionnée sur la facture de solde des travaux ou achats pour lesquels la prime est sollicitée, au moyen du formulaire rédigé par l'administration.

§ 2. Le formulaire de demande est accompagné des documents suivants :

les plans permettant de vérifier la taille et donc la surface de la ou des toitures à couverture végétale, le cas échéant, ceux fournis dans le cadre de la procédure de demande de permis d'urbanisme;

la copie de toutes les factures d'achat du matériel et/ou des travaux d'installation du système;

la preuve de paiement (extrait de compte) ou de l'acquittement des factures. La simple fourniture d'un état d'avancement, sans mention spécifique du ou des

postes liés à l'installation du système ne sera pas considéré comme preuve suffisante;  
des photos montrant la toiture à couverture végétale et les éléments techniques énumérés à l'article 6;  
la ou les fiche(s) technique(s) des équipements installés, cette documentation technique devra être détaillée dans le cas où l'installation dérogerait aux prescriptions techniques énumérées à l'article 6 ou aux réglementations en vigueur à la date de la demande;  
si la demande est faite par le locataire de l'immeuble, l'autorisation du propriétaire d'effectuer les travaux.

Dans l'hypothèse où l'administration communale ne disposerait pas des données relatives à la preuve d'un droit sur l'immeuble, elle pourra exiger au demandeur les documents complémentaires suivants :

pour le propriétaire ou copropriétaire occupant, une attestation de propriété pour le titulaire d'un droit réel immobilier, la preuve de ce droit par tout document tel qu'une attestation d'enregistrement du bail à loyer ou du bail emphytéotique, demandée aux bureaux des enregistrements ou une copie de celle-ci, une copie certifiée conforme du document attestant que vous détenez l'usufruit ou êtes titulaire du droit de superficie sur le bien...

§ 3. Lorsque le dossier de demande est complet, un accusé de réception du dossier complet est adressé au demandeur spécifiant le montant de la prime et les délais endéans lesquels celle-ci lui sera payée.

§ 4. Lorsque le dossier de demande est incomplet, le courrier précise les documents complémentaires à communiquer.

A défaut d'avoir communiqué les documents sollicités dans les deux mois à dater de ce courrier, la demande est caduque.

Dans l'hypothèse où l'installation visée par la prime nécessite un permis d'urbanisme, l'administration communale prévient le demandeur par courrier. La demande de permis d'urbanisme doit être introduite à l'administration communale dans un délai de deux mois à dater de ce courrier. A défaut, la demande est caduque.

L'instruction de la demande de prime est suspendue jusqu'à la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins sur ce permis d'urbanisme. En cas de refus de permis d'urbanisme, la prime ne sera pas accordée.

#### Article 6 : Prescriptions techniques

Les prescriptions techniques sont les suivantes :

la toiture à couverture végétale qui fait l'objet d'une prime peut être intensive ou extensive;

le demandeur devra veiller à ce que la toiture à couverture végétale, telle qu'aménagée, ne porte pas atteinte à la stabilité de la toiture plate;

la toiture à couverture végétale devra être aménagée dans les règles de l'art de manière à garantir l'étanchéité de celle-ci, en ce y compris au niveau des ouvrages de raccord pour l'évacuation des eaux pluviales excédentaires;

l'allure de la toiture à couverture végétale peut varier de 0 à 60° par rapport à l'horizontale;

le demandeur de la prime devra veiller à ce que l'aménagement de la surface (plate ou en pente) offre toutes les garanties afin d'éviter la chute de matières organiques sur les espaces, publics ou privés, situés en contrebas, quelques soient les conditions climatiques.

#### Article 7 : Obligations incombant au bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

entretenir la toiture à couverture végétale pendant une durée minimum de 5 ans;  
autoriser la Commune d'Uccle à faire procéder sur place aux vérifications utiles pendant une durée de 5 ans;

le cas échéant, fournir à l'administration communale tout document attestant du bon fonctionnement de son installation à la demande de l'administration pendant une durée de 5 ans;

en cas de cession de son droit sur le bien immobilier pendant la durée de 5 ans initiale, faire respecter les obligations au présent article à tout cessionnaire.

Article 8 : Remboursement

Le bénéficiaire de la prime est tenu de rembourser à l'administration communale l'intégralité de la prime:

en cas de déclaration inexacte ou frauduleuse effectuée en vue d'obtenir indûment la prime accordée par l'arrêté;

en cas de non-respect d'un engagement souscrit conformément à l'article 7.

Article 9 : Législation applicable

La loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions s'applique à la présente prime, à l'exception de l'article 5, définissant les obligations spécifiques à une personne morale tels bilans, comptes et rapport de gestion.

Article 10 : Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur à partir du premier jour du mois qui suit sa publication.

Onderwerp 4C – 3 : **Reglement om een premie toe te kennen voor het installeren van een groendak.**

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen;

Overwegende dat de gemeente Ukkel in het kader van de bevordering van hernieuwbare energie en een rationeel energieverbruik en in het kader van haar algemene waterbeheerbeleid, heeft besloten de plaatsing aan te moedigen van groendaken;

Overwegende dat de Raad in 2003 en 2006 heeft ingestemd met drie nieuwe reglementen voor milieupremies - regenwatertank, zonneboiler en groendak - alsook met enkele kleinere aanpassingen in 2007;

Overwegende dat in 2007 enkele kleinere aanpassingen betreffende de indieningstermijn van de aanvragen en de erkenningsnummers van de aannemers die de werken uitvoeren zijn goedgekeurd door het college, zoals dat daar in 2003 toe gemachtigd is door de raad, bij het afkondigen van de eerste reglementen;

Overwegende dat de praktijkervaring uit de behandeling van de aanvraagdossiers van de premies, duidelijk maakt dat enkele wijzigingen nodig zijn om de teksten te verduidelijken, met name :

de omschrijving van het toepassingsveld van de premie;

de toegekende bedragen;

de termijnen om bijkomende stukken voor het dossier in te dienen in het geval van een onvolledige aanvraag;

de samenstelling van de dossiers;

Aangezien de buitengewone begroting van 2012 onder artikel 879/522-51/93 "Diverse premies ten gunste van het milieu" een bedrag van 15.000 euro bevat, bedoeld om premies toe te kennen;

Gelet op artikel 162, 2° van de Grondwet die de gemeenteraad "alles wat van gemeentelijk belang is" toewijst en op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet dat bepaalt dat "de Raad alles regelt wat van gemeentelijk belang is";

Overwegende het standpunt van het Hof van Cassatie in zijn arrest van 11 januari 1993 en het advies van de Raad van State overwegende dat geen enkele tekst verhindert dat de Raad het College belast met het aanvullen van bepaalde bijkomstige delen van zijn opdracht en dat volmachten mogelijk zijn op het vlak van details;



Gelet op het advies van de Raad van State waarin de Raad, in geval van volmacht, ertoe verplicht wordt het College een gedragslijn op te leggen voor de materies die aan het College worden overgedragen;

Overwegende dat krachtens dit arrest en dit advies de gemeenteraad het college de mogelijkheid mag overdragen om de lijst met documenten te wijzigen die nodig zijn om van de premie te genieten;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Besluit :

Het college te machtigen om, in functie van de realiteit op het terrein en de dagelijkse praktijk, de bijgevoegde reglementen te wijzigen op het vlak van de volgende punten :

de vereiste documenten om van de premie te kunnen genieten;

de termijnen;

Het reglement om een premie toe te kennen voor het installeren van een groendak als volgt goed te keuren :

Artikel 1 : Begrippen

Voor de toepassing van onderhavig reglement, moet men begrijpen onder :

Groendak :

extensief: dak bedekt met planten in de strikte zin, niet toegankelijk behalve voor onderhoud, bestaande uit een plantenlaag die over het algemeen rijk is aan vetplanten zoals vetkruid of mossen;

intensief: zwaar of licht tuindak, beplant met grasachtige planten, boomachtigen of struiken;

Oppervlak :

De oppervlakken zijn de som van alle oppervlakken van daken met groendak op het betrokken hoofdgebouw, op de eraan grenzende bijgebouwen en op de er niet aan grenzende nevengebouwen;

Hoofdgebouw : Bouwwerk dat de woonkamers bevat;

Bijgebouw : Onafhankelijk gebouw verbonden aan een hoofdgebouw;

Nevengebouw : Onafhankelijk gebouw niet verbonden aan een hoofdgebouw;

Ondergrondse ruimten : Hoofdgebouw, bijgebouw of nevengebouw dat onder het grondniveau wordt gebouwd en bedekt met groen.

Artikel 2 : Toepassingsveld

Onderhavig reglement beoogt, binnen de grenzen van de hiertoe voorziene begrotingskredieten, een premie toe te kennen voor de installatie van een groendak in de volgende gevallen :

het bouwen van een groendak in het kader van bouw- of verbouwingswerken die het voorwerp uitmaken van een al afgeleverde stedenbouwkundige vergunning die ook de bouw van een groendak omvat;

het aanleggen van een groendak waarvoor het de aanvrager toekomt na te gaan of deze inrichting het voorwerp moet uitmaken van een stedenbouwkundige vergunning (om redenen van stabiliteit, verhoging van muren, ondoordringbaarheid, ...).

De premie-aanvraag moet een groendak betreffen waarvan de minimale oppervlakte 10 m<sup>2</sup> bedraagt, los van de totale groen te maken dakoppervlakte.

Het groendak moet beantwoorden aan de technische voorschriften van onderstaand artikel 6.

Zijn uitgesloten: groendaken op ondergrondse ruimten, pergola's.

Artikel 3 : Tussenkoms van de gemeente

Er kan maar een premie toegekend worden per onroerend goed met wonen als hoofdbestemming.

Indien dezelfde aanvrager de premie aanvraagt voor verschillende hoofdzakelijk tot wonen bestemde onroerende goederen, wordt de premie toegekend per onroerend goed, met een maximum van vier.

Het bedrag van de premie voor groendaken is vastgelegd op:

€ 200,00 voor 10 m<sup>2</sup> groendakoppervlak;  
daar bovenop, met een maximum van € 500,00 voor de totale premie:  
€ 15,00 per bijkomende vierkante meter intensief groendak;  
€ 10,00 per bijkomende vierkante meter extensief groendak;

Het bedrag per vierkante meter wordt met € 1,00 verhoogd voor insijpelingsystemen die uitgevoerd worden door een onderneming van de sociale economie, door een onderneming met aangepast werk of een onderneming voor sociale inschakeling.

Het bedrag van de premie wordt gedeeld door twee indien de aanvrager de werken zelf uitvoert.

Indien het bedrag van de werken kleiner is dan het bedrag van de premie, mag de tussenkomst van de gemeente niet groter zijn dan 100 % van de gedane investering.

Deze premie mag worden gecumuleerd met andere steunmaatregelen ten belope van maximaal 100 % van de kostprijs.

Indien voor hetzelfde project van andere steunmaatregelen wordt genoten, moet dat op de premie-aanvraag vermeld staan. De documenten moeten het bedrag van de al aangevraagde premies aangeven, alsook voor welke investeringen deze zijn aangevraagd.

Het gemeentebestuur behoudt zich het recht voor om, voordat de gemeentepremie wordt betaald, na te gaan of de andere steunmaatregelen effectief zijn betaald.

#### Artikel 4 : Hoedanigheid van de aanvrager

De premie wordt toegekend aan natuurlijke personen en rechtspersonen die de investering hebben verricht.

Mogen een aanvraag indienen voor een premie voor een groendak :

- de eigenaar of mede-eigenaar die een onroerend goed bezet dat hoofdzakelijk tot wonen bestemd is;
- elke titularis van een reëel recht op een onroerend goed dat hoofdzakelijk tot wonen bestemd is;
- de huurder van een onroerend goed dat hoofdzakelijk tot wonen bestemd is, die beschikt over een huurcontract of een erfpachtovereenkomst.

#### Artikel 5 : Indiening en behandeling van de aanvragen

§ 1. De aanvrager dient zijn dossier in bij het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, tegen ontvangstbevestiging of per e-mail in pdf-formaat, binnen de vier maanden vanaf de datum op de factuur voor het saldo van de werken of aankopen waarvoor de premie wordt aangevraagd, door middel van het door het gemeentebestuur opgestelde formulier.

§ 2. Bij het aanvraagformulier worden de volgende documenten gevoegd :

- plannen waarop de grootte nagekeken kan worden en dus ook het oppervlak van het/de groendak(en), desgevallend de plannen die ingediend zijn in het kader van de aanvraagprocedure van een stedenbouwkundige vergunning;
- een kopie van alle facturen voor de aankoop van materiaal of voor de werken voor de installatie van het systeem;
- betalingsbewijs (rekeningafschrift) of bewijs dat de facturen voldaan zijn. Louter een vorderingsstaat indienen, zonder specifieke vermelding van de post(en) m.b.t. de installatie van het systeem zal niet beschouwd worden als voldoende bewijsmiddel;
- foto's van het groendak en de technische elementen zoals opgesomd onder artikel 6;
- de technische fiche(s) van de geïnstalleerde uitrusting. Deze technische documentatie moet gedetailleerd zijn indien de installatie afwijkt van de technische voorschriften onder artikel 6 of van de op het moment van de aanvraag geldende regels;
- indien de aanvraag door de huurder van het gebouw wordt gedaan, de toelating van de eigenaar om de werken uit te voeren.

Indien het gemeentebestuur niet zou beschikken over de gegevens betreffende het bewijs van een recht op het gebouw, kan het de volgende bijkomende documenten opeisen van de aanvrager :

voor de eigenaar of mede-eigenaar die het gebouw bezetten: een eigendomsattest;

voor de titularis van een reëel onroerend recht, het bewijs van dit recht d.m.v. elk document zoals een registratiebewijs van een huurcontract of van een erfpachtovereenkomst, aangevraagd bij het registratiebureau of een kopie ervan, een conform verklaarde kopie van een document dat verklaart dat u het vruchtgebruik heeft of dat u titularis bent van een recht op een oppervlak van het goed...

§ 3. Als het aanvraagdossier volledig is, zal een ontvangstbevestiging van een volledig dossier worden verstuurd naar de aanvrager, met vermelding van het bedrag van de premie en de termijn waarbinnen de premie betaald zal worden.

§ 4. Als het aanvraagdossier onvolledig is, vermeldt het schrijven welke bijkomende documenten moeten worden overgemaakt.

Indien de gevraagde documenten niet binnen de twee maanden na dit schrijven worden overgemaakt, wordt de aanvraag nietig.

Indien de installatie voor deze premie een stedenbouwkundige vergunning vereist, brengt het gemeentebestuurder de aanvrager hiervan op de hoogte. De aanvraag van een stedenbouwkundige vergunning dient binnen de twee maanden vanaf dit schrijven te worden ingediend bij het gemeentebestuur. Zo niet wordt de aanvraag nietig.

Het onderzoek naar de premie-aanvraag wordt opgeschort tot het college van burgemeester en schepenen een beslissing heeft genomen over de stedenbouwkundige vergunning. Indien de stedenbouwkundige vergunning wordt geweigerd, zal de premie niet worden toegekend.

#### Artikel 6 : Technische voorschriften

De technische voorschriften zijn de volgende:

het groendak dat het voorwerp uitmaakt van een premie kan intensief of extensief zijn;

de aanvrager moet erover waken dat het groendak, zoals ingericht, geen inbreuk pleegt op de stabiliteit van het platte dak;

het groendak moet ingericht zijn volgens de regels van de kunst, zodat de ondoordringbaarheid ervan is gewaarborgd, ook ter hoogte van de verbindingswerkstukken voor de afvoer van overtollig regenwater;

het voorkomen van het groendak kan tussen 0 en 60° verschillen van het horizontale niveau;

de aanvrager van de premie moet erover waken dat de inrichting van het oppervlak (plat of hellend) alle waarborgen biedt om te voorkomen dat organische stoffen vallen op onderliggende openbare of privéruimten ongeacht de weersomstandigheden.

#### Artikel 7 : Verplichtingen van de begunstigde

De begunstigde verbindt zich ertoe :

het groendak te onderhouden tijdens ten minste 5 jaar;

de gemeente Ukkel toe te laten ter plaatse de nodige controles uit te voeren gedurende 5 jaar;

desgevallend het gemeentebestuur alle documenten voor te leggen waaruit de goede werking van zijn installatie blijkt gedurende 5 jaar, op vraag van het gemeentebestuur;

indien hij tijdens de aanvankelijke periode van 5 jaar afstand doet van zijn recht op het onroerend goed, zijn verplichtingen ten opzichte van dit artikel laten naleven door de persoon aan wie dat recht wordt overgedragen.

#### Artikel 8 : Terugbetaling

De begunstigde van de premie wordt ertoe gehouden de volledige premie terug te betalen aan het gemeentebestuur indien:

onjuiste of bedrieglijke informatie wordt aangegeven om de door dit besluit toegekende premie onrechtmatig te verkrijgen;

een verplichting aangegaan overeenkomstig artikel 7 niet wordt nageleefd.

Artikel 9 : Geldende wetgeving

De wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen is van toepassing op deze premie, met uitzondering van artikel 5 dat de specifieke verplichtingen bepaalt voor een rechtspersoon zoals jaarverslagen, rekeningen en beheerverslagen.

Artikel 10 : Inwerkingtreding

Onderhavig reglement treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de afkondiging ervan.

**4C – 4 Environnement.- Règlement d'octroi d'une prime à l'installation d'une paroi à couverture végétale.**

**M. l'Echevin/de h. schepen Cools** signale que ce règlement vise la création d'une nouvelle prime concernant les "murs verts", les trois points précédents étant de simples toilettages de textes préexistants. Outre leur qualité esthétique, les murs verts ont la faculté d'absorber les eaux de pluie.

**Objet 4C – 4 : Règlement d'octroi d'une prime à l'installation d'une paroi à couverture végétale.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Considérant que la Commune d'Uccle, dans le cadre de la promotion des énergies renouvelables et de l'utilisation rationnelle de l'énergie et dans le cadre de sa politique générale de gestion de l'eau, a décidé d'encourager la pose d'une paroi à couverture végétale;

Considérant qu'en ce qui concerne cette nouvelle prime :

le présent règlement répond aux objectifs fixés par la directive 2000/60/CE en matière de gestion durable de l'eau (gestion et utilisation plus efficaces des ressources en eau);

il convient de soutenir à l'échelle communale les programmes visant à améliorer le bilan hydrologique global du milieu urbain, victime de nombreuses inondations;

l'installation d'une paroi à couverture végétale constitue une pratique intéressante sur le plan écologique et urbanistique, car : elle réduit les écarts saisonniers de températures au sein du bâtiment, isole le bâtiment contre le bruit, assure un rôle de tampon qui ralentit l'arrivée des eaux de pluie dans les égouts améliore la qualité des eaux de ruissellement;

elle apporte une touche de verdure complémentaire et améliore l'esthétique paysagère urbaine, en offrant la seule touche végétale à certaines propriétés;

elle permet une réduction de la teneur de l'air en poussières;

elle augmente la longévité des parois en les isolant des effets des rayonnements ultraviolets et des chocs thermiques;

ce type d'installation entraîne un investissement qui peut varier entre 100 €/m<sup>2</sup> et plus de 800 €/m<sup>2</sup> en fonction du type de matériel, de son placement par un professionnel ou non;

Considérant que l'appui des pouvoirs publics est par ailleurs nécessaire pour promouvoir la réalisation de ce type d'installations qu'il y a donc lieu de favoriser l'implantation de tels systèmes par l'octroi d'une prime pour le retardement de l'écoulement de ces eaux à travers des parois à couverture végétale;

Attendu qu'une somme de 15.000 euros a été inscrite au budget extraordinaire 2012 - article n° 879/522-51/93 "Primes diverses en faveur de l'environnement" - et destinée à octroyer des primes environnementales;

Vu l'article 162, 2° de la Constitution qui attribue au Conseil communal "tout ce qui est d'intérêt communal" et l'article 117 de la nouvelle loi communale qui prévoit que "le Conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal";

Considérant la position de la Cour de Cassation dans l'arrêt du 11 janvier 1993 et l'avis du Conseil d'Etat considérant qu'aucun texte ne s'oppose à ce que le Conseil délègue au Collège le soin de compléter certaines parties accessoires de son œuvre et que des délégations sont possibles sur des points de détail;

Vu l'avis du Conseil d'Etat imposant au Conseil, en cas de délégation, de définir au Collège la règle de conduite pour les matières qui lui sont déléguées;

Considérant qu'en vertu de cet arrêt et de cet avis, le Conseil communal peut déléguer au Collège la faculté de modifier la liste des documents requis pour pouvoir bénéficier de la prime;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

- de déléguer au Collège le soin d'adapter en fonction des réalités de terrain et de la pratique quotidienne les règlements ci-annexés pour ce qui concerne les points suivants :

- les documents requis pour pouvoir bénéficier de la prime;
- les délais;

- d'approuver comme suit le règlement d'octroi d'une prime à l'installation d'une paroi à couverture végétale :

#### Article 1 : Définitions

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

Paroi verticale à couverture végétale :

Montage composé d'une structure portante, d'un support de végétaux et d'un système d'arrosage, de récupération et de filtration automatique des eaux;

Surface :

Les surfaces s'entendent comme étant la somme de toutes les surfaces de parois verticales à couverture végétale sur le bâtiment principal concerné et sur les annexes accolées au bâtiment principal concerné;

Bâtiment principal : construction contenant les pièces d'habitation;

Annexe : construction indépendante, liée à un bâtiment principal;

Bâtiment accessoire : construction indépendante, non liée à un bâtiment principal.

#### Article 2 : Champ d'application

Le présent règlement vise, dans les limites des crédits budgétaires prévus à cet effet, à octroyer une prime à l'installation d'une paroi verticale à couverture végétale dans les cas suivants :

la création d'une paroi verticale à couverture végétale dans le cadre de travaux de construction ou de rénovation qui font l'objet d'un permis d'urbanisme déjà délivré et exécutoire qui inclut la création d'une paroi verticale à couverture végétale;

l'aménagement d'une paroi verticale à couverture végétale dont il appartient au demandeur de vérifier si cet aménagement doit faire l'objet d'un permis d'urbanisme (pour raison de stabilité, de rehausse de murs, d'étanchéité...).

La demande de prime doit concerner une paroi à couverture végétale dont la surface minimale est de 10 m<sup>2</sup> quelle que soit la surface totale de paroi à végétaliser.

La paroi verticale à couverture végétale devra répondre aux prescriptions techniques de l'article 6 ci-dessous.

Sont exclues les pergolas, les couvertures des murs mitoyens, les parois verticales à couverture végétale :

- à l'intérieur des bâtiments;
- à l'extérieur des bâtiments accessoires au principal et qui n'y sont pas accolés;

- non fixées à un mur de façade de bâtiment.

Article 3 : Intervention de la Commune

Il ne peut y avoir qu'une seule prime octroyée par bien immobilier destiné principalement au logement.

Dans l'hypothèse où un même demandeur sollicite la prime pour un ensemble de biens immobiliers destinés principalement au logement, la prime est octroyée par bien immobilier avec un maximum de quatre.

Le montant de la prime pour les parois à couverture végétale est fixé à :

200,00 € pour 10 m<sup>2</sup> de surface de paroi à couverture végétale;

puis, avec un maximum de 500,00 € au total de la prime :

15,00 € par mètre carré supplémentaire de paroi à couverture végétale intensive;

10,00 € par mètre carré supplémentaire de paroi à couverture végétale extensive;

Une majoration de 1,00 € par mètre carré sera accordée pour les parois à couverture végétale réalisées par une entreprise d'économie sociale, par une entreprise de travail adapté ou par une entreprise d'insertion sociale.

Le montant de la prime est divisé par deux dans l'hypothèse où le demandeur effectue lui-même l'ensemble des travaux.

Dans le cas où le montant des travaux devait être inférieur au montant prévu de la prime, l'intervention de la Commune ne pourra excéder 100 % de l'investissement consenti.

Cette prime peut être cumulée avec d'autres aides à concurrence de 100 % au maximum du coût des travaux.

Si d'autres aides sont perçues pour le même projet, elles doivent figurer dans la demande de prime. Les documents doivent faire apparaître le montant des primes déjà sollicitées et pour quels investissements.

L'administration se réserve le droit, avant le paiement de la prime communale, de vérifier le bon paiement de ces autres aides.

Article 4 : Qualité du demandeur

La prime est octroyée aux personnes physiques et morales qui ont réalisé l'investissement.

Peuvent introduire une demande de prime pour une paroi verticale à couverture végétale :

le propriétaire ou copropriétaire occupant d'un bien immobilier destiné principalement au logement;

tout titulaire d'un droit réel d'un bien immobilier destiné principalement au logement;

le locataire d'un bien immobilier destiné principalement au logement, détenteur du bail à loyer ou du bail emphytéotique.

Article 5 : Introduction et traitement des demandes

§ 1. Le demandeur introduit son dossier à l'administration communale soit par courrier recommandé, soit par dépôt contre accusé de réception, soit par courriel en format pdf, dans les 4 mois prenant cours à la date mentionnée sur la facture de solde des travaux ou achats pour lesquels la prime est sollicitée, au moyen du formulaire rédigé par l'administration.

§ 2. Le formulaire de demande est accompagné des documents suivants :

les plans permettant de vérifier la taille et donc la surface du mur de soutien, et l'épaisseur du dispositif d'accrochage et d'irrigation des plantations de la couverture végétale, le cas échéant, ceux fournis dans le cadre de la procédure de demande de permis d'urbanisme;

la copie de toutes les factures d'achat du matériel et/ou des travaux de pose de la paroi verticale végétale;

la preuve de paiement (extrait de compte) ou de l'acquiescement de celles-ci. La simple fourniture d'un état d'avancement, sans mention spécifique du ou des postes liés à l'installation de la paroi verticale végétale ne sera pas considéré comme preuve suffisante;

des photos montrant la paroi verticale à couverture végétale et les éléments techniques énumérés à l'article 6;  
la ou les fiche(s) technique(s) des équipements installés, cette documentation technique devra être détaillée dans le cas où l'installation dérogerait aux prescriptions techniques énumérées à l'article 6 ou aux réglementations en vigueur à la date de la demande;  
le cas échéant, la preuve, par un schéma et les photos nécessaires, du raccordement du système d'irrigation de la paroi verticale à couverture végétale, au système de récupération des eaux de pluie;  
si la demande est faite par le locataire de l'immeuble, l'autorisation du propriétaire d'effectuer les travaux.

Dans l'hypothèse où l'administration communale ne disposerait pas des données relatives à la preuve d'un droit sur l'immeuble, elle pourra exiger au demandeur les documents complémentaires suivants :

pour le propriétaire ou copropriétaire occupant, une attestation de propriété;  
pour le titulaire d'un droit réel immobilier, la preuve de ce droit par tout document tel qu'une attestation d'enregistrement du bail à loyer ou du bail emphytéotique, demandée aux bureaux des enregistrements ou une copie de celle-ci, une copie certifiée conforme du document attestant que vous détenez l'usufruit ou êtes titulaire du droit de superficie sur le bien...

§ 3. Lorsque le dossier de demande est complet, un accusé de réception du dossier complet est adressé au demandeur spécifiant le montant de la prime et les délais endéans lesquels celle-ci lui sera payée.

§ 4. Lorsque le dossier de demande est incomplet, le courrier précise les documents complémentaires à communiquer.

A défaut d'avoir communiqué les documents sollicités dans les deux mois à dater de ce courrier, la demande est caduque.

Dans l'hypothèse où l'installation visée par la prime nécessite un permis d'urbanisme, l'administration communale prévient le demandeur par courrier. La demande de permis d'urbanisme doit être introduite à l'administration communale dans un délai de deux mois à dater de ce courrier. A défaut, la demande est caduque.

L'instruction de la demande de prime est suspendue jusqu'à la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins sur ce permis d'urbanisme. En cas de refus de permis d'urbanisme, la prime ne sera pas accordée.

#### Article 6 : Prescriptions techniques

Les prescriptions techniques sont les suivantes :

le demandeur devra veiller à ce que la paroi verticale à couverture végétale, telle qu'aménagée, ne porte pas atteinte à la stabilité du mur de soutien;

le système d'irrigation devra être conçu au choix ou au cumul de deux principes :  
en profitant de systèmes de récupération des eaux de pluie;

la paroi verticale à couverture végétale devra être aménagée dans les règles de l'art de manière à garantir l'étanchéité de celle-ci vis-à-vis du mur de soutien, en ce y compris au niveau des ouvrages de raccord pour l'évacuation des eaux pluviales excédentaires;

l'allure de la paroi verticale à couverture végétale peut varier de 0 à 30° par rapport à la verticale;

le demandeur de la prime devra veiller à ce que l'aménagement de la surface (verticale ou en pente) offre toutes les garanties afin d'éviter la chute de matières organiques sur les espaces, publics ou privés, situés en contrebas, quelques soient les conditions climatiques.

#### Article 7 : Obligations incombant au bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à

entretenir la paroi verticale à couverture végétale pendant une durée minimum de 5 ans;

autoriser la Commune d'Uccle à faire procéder sur place aux vérifications utiles pendant une durée de 5 ans;  
le cas échéant, fournir à l'administration communale tout document attestant du bon fonctionnement de son installation à la demande de l'administration pendant une durée de 5 ans;  
en cas de cession de son droit sur le bien immobilier pendant la durée de 5 ans initiale, faire respecter les obligations au présent article à tout cessionnaire.

Article 8 : Remboursement

Le bénéficiaire de la prime est tenu de rembourser à l'administration communale l'intégralité de la prime :

en cas de déclaration inexacte ou frauduleuse effectuée en vue d'obtenir indûment la prime accordée par l'arrêté;  
en cas de non-respect d'un engagement souscrit conformément à l'article 7.

Article 9 : Législation applicable

La loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions s'applique à la présente prime, à l'exception de l'article 5, définissant les obligations spécifiques à une personne morale tels bilans, comptes et rapport de gestion.

Article 10 : Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur à partir du premier jour du mois qui suit sa publication.

**Onderwerp 4C – 4 : Reglement om een premie toe te kennen voor het installeren van een wand met groendek. #**

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen;

Overwegende dat de gemeente Ukkel in het kader van de bevordering van hernieuwbare energie en een rationeel energieverbruik en in het kader van haar algemene waterbeheerbeleid, heeft besloten de plaatsing aan te moedigen van wanden met groendek;

Overwegende dat wat deze nieuwe premie betreft :

- het huidige reglement beantwoordt aan de doelstellingen zoals bepaald in richtlijn 2000/60/EG op het vlak van een duurzaam waterbeheer (efficiënt beheer en gebruik van water);
- het aangewezen is op gemeentelijke schaal programma's te steunen om de globale hydrologische toestand van het stedelijke milieu te verbeteren, dat het slachtoffer is van talloze overstromingen;
- de installatie van een wand met groendek is een interessante praktijk op het economisch en het ecologisch vlak, aangezien :
  - o dit leidt tot minder grote temperatuurschommelingen in het gebouw doorheen de seizoenen, het gebouw tegen lawaai isoleert, een buffer vormt die het regenwater vertraagd naar de riolen stuurt;
  - o dit de kwaliteit van het afvloeiend water verbetert;
  - o het zorgt voor bijkomend groen en maakt het stedelijk landschap mooier, voor sommige eigendommen door er het enige groen voor te bieden;
  - o maakt het mogelijk het aantal stofdeeltjes in de lucht te verminderen;
  - o verhoogt de levensduur van wanden door ze te isoleren tegen de ultravioletstralen en thermische schokken;
- dit type installatie brengt een investering met zich mee tussen € 100/m<sup>2</sup> en meer dan € 800/m<sup>2</sup>, afhankelijk van de aard van het materiaal en van de plaatsing door een professionele plaatser of niet;

Overwegende dat de steun van de overheden bovendien noodzakelijk is om het uitvoeren van dergelijke installaties aan te moedigen en dat het dus aangewezen is het



invoeren van dergelijke systemen te promoten door het toekennen van een premie voor insijpelingsystemen van regenwater, alsook door het vertragen van het doorstromen van dit water d.m.v. wanden met groendek;

Aangezien de buitengewone begroting van 2012 onder artikel 879/522-51/93 "Diverse premies ten gunste van het milieu" een bedrag van 15.000 euro bevat, bedoeld om premies toe te kennen;

Gelet op artikel 162, 2° van de Grondwet die de gemeenteraad "alles wat van gemeentelijk belang is" toewijst en op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet dat bepaalt dat "de Raad alles regelt wat van gemeentelijk belang is";

Overwegende het standpunt van het Hof van Cassatie in zijn arrest van 11 januari 1993 en het advies van de Raad van State overwegende dat geen enkele tekst verhindert dat de Raad het College belast met het aanvullen van bepaalde bijkomstige delen van zijn opdracht en dat volmachten mogelijk zijn op het vlak van details;

Gelet op het advies van de Raad van State waarin de Raad, in geval van volmacht, ertoe verplicht wordt het College een gedragslijn op te leggen voor de materies die aan het College worden overgedragen;

Overwegende dat krachtens dit arrest en dit advies de gemeenteraad het college de mogelijkheid mag overdragen om de lijst met documenten te wijzigen die nodig zijn om van de premie te genieten;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Besluit :

Het college te machtigen om, in functie van de realiteit op het terrein en de dagelijkse praktijk, de bijgevoegde reglementen te wijzigen op het vlak van de volgende punten :

- de vereiste documenten om van de premie te kunnen genieten;
- de termijnen;

Het volgende reglement goed te keuren om een premie toe te kennen voor de installatie van een wand met groendek :

Artikel 1 : Begrippen

Voor de toepassing van onderhavig reglement, moet men begrijpen onder :

1. Verticale wand met groendek :  
Opbouw bestaande uit een draagstructuur, een groene ondergrond en een systeem voor het automatisch begieten, het opvangen en het filteren van water;
2. Oppervlak :  
De oppervlakken zijn de som van alle oppervlakken van verticale wanden met groendek op het betrokken hoofdgebouw en op de tegen het betrokken hoofdgebouw geplaatste bijgebouwen;
3. Hoofdgebouw : Bouwwerk dat de woonkamers bevat;
4. Bijgebouw : Onafhankelijk gebouw verbonden aan een hoofdgebouw;
5. Nevengebouw : Onafhankelijk gebouw niet verbonden aan een hoofdgebouw;

Artikel 2 : Toepassingsveld

Onderhavig reglement beoogt, binnen de grenzen van de hiertoe voorziene begrotingskredieten, een premie toe te kennen voor de installatie van een verticale wand met groendek in de volgende gevallen :

- het bouwen van een verticale wand met groendek in het kader van bouw- of verbouwingswerken die het voorwerp uitmaken van een al afgeleverde stedenbouwkundige vergunning die ook de bouw van een verticale wand met groendek omvat;
- het aanleggen van een verticale wand met groendek waarvoor het de aanvrager toekomt na te gaan of deze inrichting het voorwerp moet uitmaken van een stedenbouwkundige vergunning (om redenen van stabiliteit, verhoging van muren, ondoordringbaarheid, ...).

De premie-aanvraag moet een wand betreffen met een groendek waarvan de minimale oppervlakte 10 m<sup>2</sup> bedraagt, los van de totale groen te maken oppervlakte.

De verticale wand met groendek moet beantwoorden aan de technische voorschriften van onderstaand artikel 6.

Uitgesloten zijn pergola's, groendek van mandelige muren, verticale wanden met groendek :

- binnen de gebouwen;
- aan de buitenkant van bijgebouwen die niet aan het hoofdgebouw grenzen;
- die niet bevestigd zijn aan een gevelmuur van het gebouw.

#### Artikel 3 : Tussenkost van de gemeente

Er kan maar een premie toegekend worden per onroerend goed met wonen als hoofdbestemming.

Indien dezelfde aanvrager de premie aanvraagt voor verschillende hoofdzakelijk tot wonen bestemde onroerende goederen, wordt de premie toegekend per onroerend goed, met een maximum van vier.

Het bedrag van de premie voor wanden met groendek is vastgelegd op :

- € 200,00 voor 10 m<sup>2</sup> wandoppervlak met groendek;
- daar bovenop, met een maximum van € 500,00 voor de totale premie:
  - o € 15,00 per bijkomende vierkante meter wand met intensief groendek;
  - o € 10,00 per bijkomende vierkante meter wand met extensief groendek;

Het bedrag per vierkante meter wordt met € 1,00 verhoogd voor wanden met groendek die uitgevoerd worden door een onderneming van de sociale economie, door een onderneming met aangepast werk of een onderneming voor sociale inschakeling.

Het bedrag van de premie wordt gedeeld door twee indien de aanvrager de werken zelf uitvoert.

Indien het bedrag van de werken kleiner is dan het bedrag van de premie, mag de tussenkost van de gemeente niet groter zijn dan 100 % van de gedane investering.

Deze premie mag worden gecumuleerd met andere steunmaatregelen ten belope van maximaal 100 % van de kostprijs.

Indien voor hetzelfde project van andere steunmaatregelen wordt genoten, moet dat op de premie-aanvraag vermeld staan. De documenten moeten het bedrag van de al aangevraagde premies aangeven, alsook voor welke investeringen deze zijn aangevraagd. Het gemeentebestuur behoudt zich het recht voor om, voordat de gemeentepremie wordt betaald, na te gaan of de andere steunmaatregelen effectief zijn betaald.

#### Artikel 4 : Hoedanigheid van de aanvrager

De premie wordt toegekend aan natuurlijke personen en rechtspersonen die de investering hebben verricht.

Mogen een aanvraag indienen voor een premie voor een verticale wand met groendek :

- de eigenaar of mede-eigenaar die een onroerend goed bezet dat hoofdzakelijk tot wonen bestemd is;
- elke titularis van een reëel recht op een onroerend goed dat hoofdzakelijk tot wonen bestemd is;
- de huurder van een onroerend goed dat hoofdzakelijk tot wonen bestemd is, die beschikt over een huurcontract of een erfpachtovereenkomst.

#### Artikel 5 : Indiening en behandeling van de aanvragen

§ 1. De aanvrager dient zijn dossier in bij het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, tegen ontvangstbevestiging of per e-mail in pdf-formaat, binnen de vier maanden vanaf de datum op de factuur voor het saldo van de werken of aankopen waarvoor de premie wordt aangevraagd, door middel van het door het gemeentebestuur opgestelde formulier.

§ 2. Bij het aanvraagformulier worden de volgende documenten gevoegd :

- plannen waarop de grootte nagekeken kan worden en dus ook het oppervlak van de draagmuur, de dikte van het bevestigingssysteem en het irrigatiesysteem van de planten van het groendek, desgevallend de plannen die ingediend zijn in het kader van de aanvraagprocedure van een stedenbouwkundige vergunning;
- een kopie van alle facturen voor de aankoop van materiaal of voor de werken voor de installatie van de verticale groenwand;

- betalingsbewijs (rekeningafschrift) of bewijs dat de facturen voldaan zijn. Louter een vorderingsstaat leveren, zonder specifieke vermelding van de post(en) m.b.t. de installatie van het zonneboiler/zonneverwarmingssysteem zullen niet worden beschouwd als voldoende bewijsmiddel;
- foto's van de verticale wand met groendek en de technische elementen zoals opgesomd onder artikel 6;
- de technische fiche(s) van de geïnstalleerde uitrusting. Deze technische documentatie moet gedetailleerd zijn indien de installatie afwijkt van de technische voorschriften onder artikel 6 of van de op het moment van de aanvraag geldende regels;
- desgevallend het bewijs, d.m.v. een schema en de nodige foto's, van de aansluiting van het irrigatiesysteem van de verticale wand met groendek aan het opvangsysteem van regenwater;
- indien de aanvraag door de huurder van het gebouw wordt gedaan, de toelating van de eigenaar om de werken uit te voeren.

Indien het gemeentebestuur niet zou beschikken over de gegevens betreffende het bewijs van een recht op het gebouw, kan het de volgende bijkomende documenten opeisen van de aanvrager :

- voor de eigenaar of mede-eigenaar die het gebouw bezetten: een eigendomsattest;
- voor de titularis van een reëel onroerend recht, het bewijs van dit recht d.m.v. elk document zoals een registratiebewijs van een huurcontract of van een erfpachtovereenkomst, aangevraagd bij het registratiebureau of een kopie ervan, een conform verklaarde kopie van een document dat verklaart dat u het vruchtgebruik heeft of dat u titularis bent van een recht op een oppervlak van het goed...

§ 3. Als het aanvraagdossier volledig is, zal een ontvangstbevestiging van een volledig dossier worden verstuurd naar de aanvrager, met vermelding van het bedrag van de premie en de termijn waarbinnen de premie betaald zal worden.

§ 4. Als het aanvraagdossier onvolledig is, vermeldt het schrijven welke bijkomende documenten moeten worden overgemaakt.

Indien de gevraagde documenten niet binnen de twee maanden na dit schrijven worden overgemaakt, wordt de aanvraag nietig.

Indien de installatie voor deze premie een stedenbouwkundige vergunning vereist, brengt het gemeentebestuurder de aanvrager hiervan op de hoogte. De aanvraag van een stedenbouwkundige vergunning dient binnen de twee maanden vanaf dit schrijven te worden ingediend bij het gemeentebestuur. Zo niet wordt de aanvraag nietig.

Het onderzoek naar de premie-aanvraag wordt opgeschort tot het college van burgemeester en schepenen een beslissing heeft genomen over de stedenbouwkundige vergunning. Indien de stedenbouwkundige vergunning wordt geweigerd, zal de premie niet worden toegekend.

#### Artikel 6 : Technische voorschriften

De technische voorschriften zijn de volgende :

- de aanvrager moet erover waken dat de verticale wand met groendek, zoals ingericht, geen inbreuk pleegt op de stabiliteit van de draagmuur;
- het irrigatiesysteem moet ontworpen zijn volgens een of beide van de volgende principes:
  - o in een gesloten circuit met pomp;
  - o met gebruikmaking van de opvangsystemen van regenwater;
- de verticale wand met groendek moet ingericht zijn volgens de regels van de kunst, zodat de ondoordringbaarheid ervan ten opzichte van de draagmuur is gewaarborgd, ook ter hoogte van de verbindingswerkstukken voor de afvoer van overtollig regenwater;
- het voorkomen van de verticale wand met groendek kan tussen 0 en 30° verschillen van het verticale niveau.

De aanvrager van de premie moet erover waken dat de inrichting van het oppervlak (verticaal of hellend) alle waarborgen biedt om te voorkomen dat organische stoffen vallen op onderliggende openbare of privéruimten ongeacht de weersomstandigheden.

Artikel 7 : Verplichtingen van de begunstigde

De begunstigde verbindt zich ertoe :

- de verticale wand met groendek te onderhouden tijdens ten minste 5 jaar;
- de gemeente Ukkel toe te laten ter plaatse de nodige controles uit te voeren gedurende 5 jaar;
- desgevallend het gemeentebestuur alle documenten voor te leggen waaruit de goede werking van zijn installatie blijkt gedurende 5 jaar, op vraag van het gemeentebestuur;
- indien hij tijdens de aanvankelijke periode van 5 jaar afstand doet van zijn recht op het onroerend goed, zijn verplichtingen ten opzichte van dit artikel laten naleven door de persoon aan wie dat recht wordt overgedragen.

Artikel 8 : Terugbetaling

De begunstigde van de premie wordt ertoe gehouden de volledige premie terug te betalen aan het gemeentebestuur indien :

- onjuiste of bedrieglijke informatie wordt aangegeven om de door dit besluit toegekende premie onrechtmatig te verkrijgen;
- een verplichting aangaan overeenkomstig artikel 7 niet wordt nageleefd.

Artikel 9 : Geldende wetgeving

De wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen is van toepassing op deze premie, met uitzondering van artikel 5 dat de specifieke verplichtingen bepaalt voor een rechtspersoon zoals jaarverslagen, rekeningen en beheerverslagen.

Artikel 10 : Inwerkingtreding

Onderhavig reglement treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de afkondiging ervan.

**- Mme l'échevin Verstraeten, MM. Martroye de Joly et de Halleux rentrent –  
- Mevr. de schepen Verstraeten, de hh. Martroye de Joly en de Halleux komen de  
zaal binnen -**

**4C – 5 Environnement.- Règlement d'octroi d'une prime à l'installation de systèmes d'infiltration des eaux de pluie.**

**M. l'Echevin/de h. schepen Cools** ajoute que cette nouvelle prime vise à encourager les démarches individuelles visant à instaurer des systèmes d'infiltration des eaux de pluie dans les domiciles particuliers, parallèlement aux grandes initiatives collectives telles que les nouveaux bassins d'orage, etc.

**M./Mevr. Desmet** déplore la faiblesse des montants alloués aux primes environnementales prévues par ces cinq règlements et espère toutefois que ces montants seront revus à la hausse lors d'une prochaine modification budgétaire. Plus particulièrement, le groupe Ecolo tient à témoigner sa satisfaction pour la prime relative aux dispositifs d'infiltration des eaux de pluie dans le sol, car elle s'inscrit dans la volonté politique qui a toujours été la sienne de favoriser la rétention des eaux de ruissellement en amont comme moyen premier de lutte contre les inondations en aval. Elle complète ainsi très utilement les trois primes initiées par Mme de Laveleye, Echevin Ecolo lors de la précédente mandature. Le groupe Ecolo aurait néanmoins souhaité que le Collège présente un bref bilan relatif à ces primes octroyées depuis leur installation. Quelle est l'évolution des demandes? Laquelle a le plus de succès? Pour quel type de logement et dans quels quartiers les demandes ont-elles été introduites?...Cependant, avec ces cinq primes, la Commune disposera désormais d'un large éventail d'incitations financières destinées à impliquer plus activement les citoyens

dans la concrétisation de l'objectif d'un développement durable. Et si l'objectif poursuivi est celui d'un véritable développement durable, il est quand même essentiel de ne pas induire des effets pervers du point de vue social par des mesures décidées au nom de la protection de l'environnement. Or, force est de constater que, lorsque la prime n'est versée au demandeur que sur présentation d'une facture attestant la réalisation des travaux, les plus démunis ne peuvent souvent pas en bénéficier, faute de disposer des moyens préalables à l'investissement. La prime peut alors être accusée d'être un cofinancement public d'initiatives privées que seuls peuvent envisager ceux qui en ont les moyens. C'est pourquoi le groupe Ecolo propose pour les ménages dont le revenu ne dépasse pas un certain seuil (qui devrait être défini) que des modalités de préfinancement soient envisagées par la Commune à l'image de celles prévues par la Région pour les primes Energie. Il n'est en effet pas équitable que les citoyens les plus favorisés bénéficient le plus de l'existence des primes offertes. Le groupe Ecolo accepte ces cinq règlements, tout en restant impatient de découvrir la progression de l'adaptation budgétaire qui sera prochainement proposée. Eu égard aux inondations de l'été dernier, il est indispensable que le territoire communal se couvre au plus vite de citernes ou mini-bassins d'orage chez les particuliers, car cela représente un dispositif complémentaire voire une alternative aux grands bassins d'orage prévus par la Région. Il suffit de comparer un bassin d'orage de 30.000 m<sup>3</sup> (environ 50 millions d'euros) avec 1.000 citernes de 3 m<sup>3</sup> réparties stratégiquement (environ 1.500 € l'unité) au sein du territoire : la seconde option est naturellement plus économique. Mais pour ce faire, il est nécessaire de cartographier le territoire pour faire apparaître les endroits sensibles où devraient prioritairement être installés ces citernes et mini-bassins d'orage et là, ils devraient peut-être même être gracieusement proposés et mis en service. Cette stratégie serait plus intéressante que celle consistant à proposer à tout un chacun d'acquérir une citerne ou d'obtenir la remise en service d'une citerne déjà acquise, même s'il va de soi que cette démarche peut déjà être perçue comme intéressante sur le plan environnemental. D'autre part, certains commerçants et habitants victimes des inondations à répétition ont dû si souvent faire appel à leur compagnie d'assurances suite aux dégâts subis que certains ont tout simplement résilié leur contrat avant le terme légal. Quelle aide les services communaux pourraient-ils proposer dans ce cas? Et si aucune compagnie n'accepte dorénavant ces personnes, la Commune ne devrait-elle pas souscrire une assurance en leur nom ou trouver une autre solution à cette obligation de s'assurer? A titre informatif, les chiffres provenant d'Assuralia montrent que le top 5 des sinistres en Région bruxelloise place Uccle en toute première place avec deux fois plus de dossiers traités que le n° 2, soit Bruxelles-Ville. La Commune est donc loin de se situer dans la moyenne régionale à cet égard. De plus, il serait utile de fournir dès à présent des sacs de sable aux victimes des dernières inondations en prévision des futures précipitations.

**M./de h. van Outryve d'Ydewalle** tient à féliciter le Collège pour l'octroi de ces primes et demande s'il est prévu de faire une communication spécifique aux citoyens pour l'octroi des primes environnementales. Se contentera-t-on d'un article dans le *Wolvendael* ou les conseillers en environnement seront-ils disponibles pour conseiller de manière pratique les habitants qui voudraient rénover ou qui se poseraient des questions en ce sens?

**M. l'Echevin/de h. schepen Cools** retient la proposition relative à la distribution de sacs de sable aux personnes susceptibles de subir des sinistres à l'avenir. Une information sur l'octroi des primes sera communiquée aux citoyens par un article dans le *Wolvendael*. Mais déjà aujourd'hui, de manière quasi quotidienne, des personnes se rendent au service pour se renseigner sur les primes environnementales. Certaines font une démarche spontanée et d'autres sont conseillées lorsqu'elles ont des projets de construction ou de rénovation de leur bien. Enfin, on tiendra compte de l'ampleur de la demande lors des modifications budgétaires de façon à ce que tous ceux qui demandent des primes puissent en bénéficier.

**M./de h. Desmet** réitère sa proposition relative à la cartographie des zones sensibles aux inondations. Ne serait-il pas plus judicieux de cibler les zones qui, en amont, pourraient

être aménagées pour éviter les inondations en aval plutôt que de procurer un bassin à tout un chacun sur simple demande?

**M./de h. van Outryve d'Ydewalle** ajoute qu'en matière de communication, il serait intéressant de diffuser une information particulière à l'intention des architectes pour les sensibiliser aux problèmes liés aux primes environnementales.

**M. l'échevin/de h.schepen Cools** considère que la suggestion relative à l'information des architectes est excellente car il convient de toucher les prescripteurs. Par ailleurs, il rappelle que la cartographie des zones inondables a déjà été établie. M. l'Echevin Cools ne partage pas le point de vue de M. Desmet sur la focalisation sur les zones en amont. Certes, étant donné que le risque d'inondation est plus important au fond d'une vallée, qui sert de réceptacle aux écoulements, tout ce qu'on peut faire en amont en matière d'infiltration des eaux ne peut être que positif pour les zones en aval. Cependant, la Commune d'Uccle comportant trois vallées, à savoir l'Ukkelbeek, la vallée de Saint-Job et le Verrewinkelbeek, le Collège pourrait difficilement refuser de traiter les demandes des habitants de ces trois vallées sous prétexte qu'ils sont domiciliés en aval.

Objet 4C – 5 : **Règlement d'octroi d'une prime à l'installation de systèmes d'infiltration des eaux de pluie.** #

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Considérant que la Commune d'Uccle, dans le cadre de sa politique générale de gestion de l'eau, a décidé d'encourager un traitement différencié des eaux usées et des eaux claires avec infiltration dans le sol de ces dernières;

Considérant que cette technique cumule plusieurs avantages :

- limiter les débits dans les canalisations publiques;
- limiter les risques d'inondations;
- restituer l'eau au milieu naturel et aux nappes phréatiques;
- améliorer la performance des stations d'épurations;

Considérant que de nombreux citoyens ucclois disposent à l'heure actuelle de puits perdus qui seront désaffectés dans les années à venir suite à l'installation du réseau d'égout public et que ces installations pourront être transformées en système d'infiltration des eaux de pluies;

Considérant qu'en ce qui concerne cette nouvelle prime :

le présent règlement répond aux objectifs fixés par la directive 2000/60/CE en matière de gestion durable de l'eau (gestion et utilisation plus efficaces des ressources en eau);

il convient de soutenir à l'échelle communale les programmes visant à améliorer le bilan hydrologique global du milieu urbain, victime de nombreuses inondations; des moyens existent pour réduire l'ampleur des conséquences de certains événements météorologiques naturels;

ces moyens sont liés aux systèmes de rétention et d'infiltration des eaux dans les parcelles privées ou dans les voiries publiques;

les autres avantages de ces systèmes sont le retour des eaux de pluie aux nappes phréatiques, la séparation "eaux claires - eaux usées" qui améliore le rendement épuratoire, le désencombrement des égouts, la possibilité de développer des zones favorables à la biodiversité;

ce type d'installation entraîne un investissement variant la plupart du temps entre 500 et 5.000 € en fonction du type d'installation, placement compris, sachant que leur installation offre des avantages à la collectivité, mais peu au propriétaire;

Considérant que l'appui des pouvoirs publics est par ailleurs nécessaire pour promouvoir la réalisation de ce type d'installations;qu'il y a donc lieu de favoriser

l'implantation de tels systèmes par l'octroi d'une prime pour les systèmes d'infiltration des eaux;

Attendu qu'une somme de 15.000 € a été inscrite au budget extraordinaire 2012 - article n°879/522-51/93 "Primes diverses en faveur de l'environnement" - et destinée à octroyer des primes environnementales;

Vu l'article 162, 2° de la Constitution qui attribue au Conseil communal "tout ce qui est d'intérêt communal" et l'article 117 de la nouvelle loi communale qui prévoit que "le Conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal";

l'avis du Conseil d'Etat imposant au Conseil, en cas de délégation, de définir au  
Considérant la position de la Cour de Cassation dans l'arrêt du 11 janvier 1993 et l'avis du Conseil d'Etat considérant qu'aucun texte ne s'oppose à ce que le Conseil délègue au Collège le soin de compléter certaines parties accessoires de son œuvre et que des délégations sont possibles sur des points de détail;

Vu Collège la règle de conduite pour les matières qui lui sont déléguées;

Considérant qu'en vertu de cet arrêt et de cet avis, le Conseil communal peut déléguer au Collège la faculté de modifier la liste des documents requis pour pouvoir bénéficier de la prime;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

- de déléguer au Collège le soin d'adapter en fonction des réalités de terrain et de la pratique quotidienne les règlements ci-annexés pour ce qui concerne les points suivants :

- les documents requis pour pouvoir bénéficier de la prime;
- les délais;

- d'approuver comme suit le règlement d'octroi d'une prime à l'installation de systèmes d'infiltration des eaux de pluie :

Article 1 : Définitions

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

1. I  
infiltration :  
Passage lent d'un liquide à travers un corps solide poreux, comme le sol;
2. S  
système d'infiltration d'eaux pluviales :  
Ouvrage permettant le déversement des eaux pluviales, son stockage et sa percolation (infiltration) dans le sol;
3. E  
eaux pluviales :  
Eaux provenant de la collecte des eaux de ruissellement des précipitations sur des surfaces artificiellement imperméabilisées en tout ou en partie;
4. E  
eaux usées domestiques :  
Eaux usées provenant des établissements et services résidentiels produites par le métabolisme humain et les activités ménagères.

Article 2 : Champ d'application

Le présent règlement vise, dans les limites des crédits budgétaires prévus à cet effet, à octroyer une prime à la création et/ou l'aménagement d'un système d'infiltration des eaux pluviales de types suivants :

- un drain dispersant (enterré ou non);
- un puits;
- une noue ou un fossé;
- un bassin sec ou en eau;
- une tranchée, remplie ou non d'une structure drainante;
- un raccordement à un système d'infiltration public ou communautaire.

Le système d'infiltration doit récolter les eaux pluviales provenant de la toiture pour une surface cumulée de minimum 25 m<sup>2</sup> en projection horizontale.

Sont exclues les toitures de bâtiments annexes et non attenants au bâtiment principal tels que les toitures de cabanes de jardins, de car-ports...

Article 3 : Intervention de la Commune

Il ne peut y avoir qu'une seule prime octroyée par bien immobilier destiné principalement au logement.

Dans l'hypothèse où un même demandeur sollicite la prime pour un ensemble de biens immobiliers destinés principalement au logement, la prime est octroyée par bien immobilier avec un maximum de quatre.

Le montant de la prime pour les systèmes d'infiltration est fixé à :

200,00 € pour 25 m<sup>2</sup> de surface imperméabilisée raccordée au système d'infiltration;

puis 4,00 € par m<sup>2</sup> supplémentaire de surface imperméabilisée raccordée au système d'infiltration avec un maximum de 500,00 € au total de la prime.

Une majoration de 1,00 € par mètre carré sera accordée pour les systèmes d'infiltration réalisés par une entreprise d'économie sociale, par une entreprise de travail adapté ou par une entreprise d'insertion sociale.

Le montant de la prime est divisé par deux dans l'hypothèse où le demandeur effectue lui-même l'ensemble des travaux.

Dans le cas où le montant des travaux devait être inférieur au montant prévu de la prime, l'intervention de la Commune ne pourra excéder 100 % de l'investissement consenti.

Cette prime peut être cumulée avec d'autres aides à concurrence de 100 % du maximum du coût des travaux.

Si d'autres aides sont perçues pour le même projet, elles doivent figurer dans la demande de prime. Les documents doivent faire apparaître le montant des primes déjà sollicitées et pour quels investissements.

L'administration se réserve le droit, avant le paiement de la prime communale, de vérifier le bon paiement de ces autres aides.

Article 4 : Qualité du demandeur

La prime est octroyée aux personnes physiques et morales qui ont réalisé l'investissement.

Peuvent introduire une demande de prime pour un système d'infiltration des eaux :

le propriétaire ou copropriétaire occupant d'un bien immobilier destiné principalement au logement;

tout titulaire d'un droit réel d'un bien immobilier destiné principalement au logement;

le locataire d'un bien immobilier destiné principalement au logement, détenteur du bail à loyer ou du bail emphytéotique.

Article 5 : Introduction et traitement des demandes

§ 1. Le demandeur introduit son dossier à l'administration communale soit par courrier recommandé, soit par dépôt contre accusé de réception, soit par courriel en format pdf, dans les 4 mois prenant cours à la date mentionnée sur la facture de solde des travaux ou achats pour lesquels la prime est sollicitée, au moyen du formulaire rédigé par l'administration.

§ 2. Le formulaire de demande est accompagné des documents suivants :

le plan du terrain indiquant les surfaces imperméabilisées connectées, les canalisations, l'emplacement et le type de système d'infiltration d'eau de pluie ainsi que ses dimensions et son volume, l'éventuel exutoire du trop-plein;

la copie de toutes les factures d'achat du matériel et/ou des travaux d'installation du système;

la preuve de paiement (extrait de compte) ou de l'acquittement des factures. La simple fourniture d'un état d'avancement, sans mention spécifique du ou des postes liés à l'installation du système ne sera pas considéré comme preuve suffisante;



des photos montrant le système d'infiltration, les adductions d'eau (canalisations ou autres types d'amenées d'eau) en cours de placement et les éléments techniques énumérés à l'article 2;

si la demande est faite par le locataire de l'immeuble, l'autorisation du propriétaire d'effectuer les travaux.

Dans l'hypothèse où l'administration communale ne disposerait pas des données relatives à la preuve d'un droit sur l'immeuble, elle pourra exiger au demandeur les documents complémentaires suivants :

pour le propriétaire ou copropriétaire occupant, une attestation de propriété;

pour le titulaire d'un droit réel immobilier, la preuve de ce droit par tout document tel qu'une attestation d'enregistrement du bail à loyer ou du bail emphytéotique, demandée aux bureaux des enregistrements ou une copie de celle-ci, une copie certifiée conforme du document attestant que vous détenez l'usufruit ou êtes titulaire du droit de superficie sur le bien...

§ 3. Lorsque le dossier de demande est complet, un accusé de réception du dossier complet est adressé au demandeur spécifiant le montant de la prime et les délais endéans lesquels celle-ci lui sera payée.

§ 4. Lorsque le dossier de demande est incomplet, le courrier précise les documents complémentaires à communiquer.

A défaut d'avoir communiqué les documents sollicités dans les deux mois à dater de ce courrier, la demande est caduque.

A l'exception du délai de deux mois visés à l'alinéa précédent, dans l'hypothèse où l'installation visée par la prime nécessite un permis d'urbanisme, la demande de prime est suspendue jusqu'à la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins sur ce permis d'urbanisme. En cas de refus de permis d'urbanisme, la prime ne sera pas accordée.

#### Article 6 : Prescriptions techniques

Néant

#### Article 7 : Obligations incombant au bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

maintenir le système d'infiltration en parfait état de fonctionnement pendant une durée minimum de 5 ans;

autoriser la Commune d'Uccle à faire procéder sur place aux vérifications utiles pendant une durée de 5 ans;

le cas échéant, fournir à l'administration communale tout document attestant du bon fonctionnement de son installation à la demande de l'administration pendant une durée de 5 ans;

en cas de cession de son droit sur le bien immobilier pendant la durée de 5 ans initiale, faire respecter les obligations au présent article à tout cessionnaire.

#### Article 8 : Remboursement

Le bénéficiaire de la prime est tenu de rembourser à l'administration communale l'intégralité de la prime :

en cas de déclaration inexacte ou frauduleuse effectuée en vue d'obtenir indûment la prime accordée par l'arrêté;

en cas de non-respect d'un engagement souscrit conformément à l'article 7.

#### Article 9 : Législation applicable

La loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions s'applique à la présente prime, à l'exception de l'article 5, définissant les obligations spécifiques à une personne morale tels bilans, comptes et rapport de gestion.

#### Article 10 : Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur à partir du premier jour du mois qui suit sa publication.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen;

Overwegende dat de gemeente Ukkel in het kader van haar algemeen beleid inzake waterbeheer heeft besloten aan te moedigen dat afvalwater afzonderlijk wordt behandeld van regenwater, waarbij dit laatste in de bodem doordringt;

Overwegende dat deze techniek verschillende voordelen oplevert :

het debiet beperken van de openbare leidingen;

het risico op overstromingen beperken;

het water terugbrengen in de natuurlijke omgeving en in de watervoerende laag;

de prestaties verbeteren van waterzuiveringsstations;

Overwegende dat talrijke Ukkelaren momenteel beschikken over zinkputten die in de komende jaren buiten gebruik gesteld zullen worden ten gevolge van de aansluiting op het openbaar rioolnet, en dat deze installaties omgevormd kunnen worden in een systeem om regenwater te laten insijpelen;

Overwegende dat wat deze nieuwe premie betreft :

het huidige reglement beantwoordt aan de doelstellingen zoals bepaald in richtlijn 2000/60/EG op het vlak van een duurzaam waterbeheer (efficiënt beheer en gebruik van water);

het aangewezen is op gemeentelijke schaal programma's te steunen om de globale hydrologische toestand van het stedelijke milieu te verbeteren, dat het slachtoffer is van talloze overstromingen;

er middelen bestaan om de omvang te beperken van de gevolgen van bepaalde natuurlijke weersomstandigheden;

deze middelen verbonden zijn met systemen om water vast te houden en te laten insijpelen in privé-percelen of op openbare wegen;

de andere voordelen van deze systemen zijn het terugkeren van regenwater in de watervoerende laag, het scheiden van regenwater en afvalwater wat leidt tot een beter rendement van de zuivering, het ontlasten van de riolen, de mogelijkheid zones te ontwikkelen om de biodiversiteit te stimuleren;

dit soort installatie vereist een investering die meestal tussen 500 en 5.000 euro bedraagt, afhankelijk van de aard van de installatie, plaatsing inbegrepen, wetende dat de installatie voordelen biedt aan de gemeenschap, maar veel minder aan de eigenaar;

Overwegende dat de steun van de overheden bovendien noodzakelijk is om het uitvoeren van dergelijke installaties aan te moedigen en dat het dus aangewezen is het invoeren van dergelijke systemen te promoten door het toekennen van een premie voor insijpelingssystemen van regenwater, alsook door het vertragen van het doorstromen van dit water d.m.v. wanden met groendek;

Aangezien de buitengewone begroting van 2012 onder artikel 879/522-51/93 "Diverse premies ten gunste van het milieu" een bedrag van 15.000 euro bevat, bedoeld om premies toe te kennen;

Gelet op artikel 162, 2° van de Grondwet die de gemeenteraad "alles wat van gemeentelijk belang is" toewijst en op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet dat bepaalt dat "de Raad alles regelt wat van gemeentelijk belang is";

Overwegende het standpunt van het Hof van Cassatie in zijn arrest van 11 januari 1993 en het advies van de Raad van State overwegende dat geen enkele tekst verhindert dat de Raad het College belast met het aanvullen van bepaalde bijkomstige delen van zijn opdracht en dat volmachten mogelijk zijn op het vlak van details;

Gelet op het advies van de Raad van State waarin de Raad, in geval van volmacht, ertoe verplicht wordt het College een gedragslijn op te leggen voor de materies die aan het College worden overgedragen;

Overwegende dat krachtens dit arrest en dit advies de gemeenteraad het college de mogelijkheid mag overdragen om de lijst met documenten te wijzigen die nodig zijn om van de premie te genieten;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Besluit :

Het college te machtigen om, in functie van de realiteit op het terrein en de dagelijkse praktijk, de bijgevoegde reglementen te wijzigen op het vlak van de volgende punten :

de vereiste documenten om van de premie te kunnen genieten;

de termijnen;

Het volgende reglement goed te keuren om een premie toe te kennen voor de installatie van regenwaterinsijpelingsystemen :

Artikel 1 : Begrippen

Voor de toepassing van onderhavig reglement, moet men begrijpen onder :

Insijpeling :

Langzaam doorstromen van een vloeistof door een vast, doorlaatbaar lichaam zoals aarde;

Regenwaterinsijpelingsstelsel :

Bouwwerk dat mogelijk maakt regenwater door te laten, op te slaan en te percoleren (in te sijpelen) in de bodem;

Regenwater :

Water afkomstig van het opvangen afvloeiend water van neerslag op deels of volledig kunstmatig ondoordringbaar gemaakte oppervlakken.

Huishoudelijk afvalwater :

Afvalwater afkomstig van inrichtingen en residentiële diensten, geproduceerd door het menselijke metabolisme en door huishoudelijke activiteiten.

Artikel 2 : Toepassingsveld

Onderhavig reglement beoogt, binnen de grenzen van de hiertoe voorziene begrotingskredieten, het toekennen van een premie om een regenwaterinsijpelingsstelsel van een van de volgende types aan te leggen en/of in te richten :

een verdelend draineersysteem (al dan niet ingegraven);

een put;

een kielgoot of een gracht;

een droogbekken of waterbekken;

een sleuf, al dan niet gevuld met een drainerende structuur;

een aansluiting op een openbaar of gemeenschappelijk insijpelingsstelsel.

Het insijpelingsstelsel moet het regenwater opvangen dat afkomstig is van daken voor een gecumuleerde oppervlakte van ten minste 25 m<sup>2</sup> in horizontale projectie.

Zijn uitgesloten: daken van bijgebouwen die niet grenzen aan het hoofdgebouw zoals daken van tuinhuisjes, carports, ...

Artikel 3 : Tussenkoms van de gemeente

Er kan maar een premie toegekend worden per onroerend goed met wonen als hoofdbestemming.

Indien dezelfde aanvrager de premie aanvraagt voor verschillende hoofdzakelijk tot wonen bestemde onroerende goederen, wordt de premie toegekend per onroerend goed, met een maximum van vier.

Het bedrag van de premie voor insijpelingsstelsels wordt vastgesteld op:

€ 200,00 voor 25 m<sup>2</sup> ondoordringbaar gemaakte oppervlakte, aangesloten op het insijpelingsstelsel;

daar bovenop € 4,00 per m<sup>2</sup> bijkomende ondoordringbaar gemaakte oppervlakte aangesloten op het insijpelingsstelsel met een maximum van € 500,00 voor de totale premie.

Het bedrag per vierkante meter wordt met € 1,00 verhoogd voor insijpelingsstelsels die uitgevoerd worden door een onderneming van de sociale economie, door een onderneming met aangepast werk of een onderneming voor sociale inschakeling.

Het bedrag van de premie wordt gedeeld door twee indien de aanvrager de werken zelf uitvoert.

Indien het bedrag van de werken kleiner is dan het bedrag van de premie, mag de tussenkomst van de gemeente niet groter zijn dan 100 % van de gedane investering.

Deze premie mag worden gecumuleerd met andere steunmaatregelen ten belope van maximaal 100 % van de kostprijs.

Indien voor hetzelfde project van andere steunmaatregelen wordt genoten, moet dat op de premie-aanvraag vermeld staan. De documenten moeten het bedrag van de al aangevraagde premies aangeven, alsook voor welke investeringen deze zijn aangevraagd.

Het gemeentebestuur behoudt zich het recht voor om, voordat de gemeentepremie wordt betaald, na te gaan of de andere steunmaatregelen effectief zijn betaald.

Artikel 4 : Hoedanigheid van de aanvrager

De premie wordt toegekend aan natuurlijke personen en rechtspersonen die de investering hebben verricht.

Mogen een aanvraag indienen voor een premie voor een waterinsijpelingsysteem :

de eigenaar of mede-eigenaar die een onroerend goed bezet dat hoofdzakelijk tot wonen bestemd is;

elke titularis van een reëel recht op een onroerend goed dat hoofdzakelijk tot wonen bestemd is;

de huurder van een onroerend goed dat hoofdzakelijk tot wonen bestemd is, die beschikt over een huurcontract of een erfpachtovereenkomst.

Artikel 5 : Indiening en behandeling van de aanvragen

§ 1. De aanvrager dient zijn dossier in bij het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, tegen ontvangstbevestiging of per e-mail in pdf-formaat, binnen de vier maanden vanaf de datum op de factuur voor het saldo van de werken of aankopen waarvoor de premie wordt aangevraagd, door middel van het door het gemeentebestuur opgestelde formulier.

§ 2. Bij het aanvraagformulier worden de volgende documenten gevoegd :

het plan van de grond met vermelding van de aangesloten ondoordringbare oppervlakken, de leidingen, de plaatsing en de aard van het regenwaterinsijpelingsstelsel alsook de afmetingen en het volume ervan en de eventuele overloop;

een kopie van alle facturen voor de aankoop van materiaal of voor de werken voor de installatie van het systeem;

betalingbewijs (rekeningafschrift) of bewijs dat de facturen voldaan zijn. Louter een vorderingsstaat indienen, zonder specifieke vermelding van de post(en) m.b.t. de installatie van het systeem zal niet beschouwd worden als voldoende bewijsmiddel;

foto's van het insijpelingsstelsel, van de waterleidingen (leidingen of andere types van watertoevoer) genomen tijdens de plaatsing en de onder artikel 2 opgesomde technische elementen;

indien de aanvraag door de huurder van het gebouw wordt gedaan, de toelating van de eigenaar om de werken uit te voeren.

Indien het gemeentebestuur niet zou beschikken over de gegevens betreffende het bewijs van een recht op het gebouw, kan het de volgende bijkomende documenten opeisen van de aanvrager :

voor de eigenaar of mede-eigenaar die het gebouw bezetten: een eigendomsattest;

voor de titularis van een reëel onroerend recht, het bewijs van dit recht d.m.v. elk document zoals een registratiebewijs van een huurcontract of van een erfpachtovereenkomst, aangevraagd bij het registratiebureau of een kopie ervan, een conform verklaarde kopie van een document dat verklaart dat u het vruchtgebruik heeft of dat u titularis bent van een recht op een oppervlak van het goed...

§ 3. Als het aanvraagdossier volledig is, zal een ontvangstbevestiging van een volledig dossier worden verstuurd naar de aanvrager, met vermelding van het bedrag van de premie en de termijn waarbinnen de premie betaald zal worden.

§ 4. Als het aanvraagdossier onvolledig is, vermeldt het schrijven welke bijkomende documenten moeten worden overgemaakt.

Indien de gevraagde documenten niet binnen de twee maanden na dit schrijven worden overgemaakt, wordt de aanvraag nietig.

Een uitzondering op de termijn van twee maanden zoals bedoeld in de bovenstaande alinea : indien de door de premie beoogde installatie een stedenbouwkundige vergunning vereist, wordt de premie-aanvraag opgeschort tot het besluit van het college van burgemeester en schepenen inzake deze stedenbouwkundige vergunning. Indien de stedenbouwkundige vergunning wordt geweigerd, zal de premie niet worden toegekend.

Artikel 6 : Technische voorschriften

Geen

Artikel 7 : Verplichtingen van de begunstigde

De begunstigde verbindt zich ertoe :

de infiltratie-installatie in een perfecte staat te houden gedurende ten minste 5 jaar;

de gemeente Ukkel toe te laten ter plaatse de nodige controles uit te voeren gedurende 5 jaar;

desgevallend het gemeentebestuur alle documenten voor te leggen waaruit de goede werking van zijn installatie blijkt gedurende 5 jaar, op vraag van het gemeentebestuur;

indien hij tijdens de aanvankelijke periode van 5 jaar afstand doet van zijn recht op het onroerend goed, zijn verplichtingen ten opzichte van dit artikel laten naleven door de persoon aan wie dat recht wordt overgedragen.

Artikel 8 : Terugbetaling

De begunstigde van de premie wordt ertoe gehouden de volledige premie terug te betalen aan het gemeentebestuur indien :

onjuiste of bedrieglijke informatie wordt aangegeven om de door dit besluit toegekende premie onrechtmatig te verkrijgen;

een verplichting aangaan overeenkomstig artikel 7 niet wordt nageleefd.

Artikel 9 : Geldende wetgeving

De wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen is van toepassing op deze premie, met uitzondering van artikel 5 dat de specifieke verplichtingen bepaalt voor een rechtspersoon zoals jaarverslagen, rekeningen en beheersverslagen.

Artikel 10 : Inwerkingtreding

Onderhavig reglement treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de afkondiging ervan.

Objet 4D – 1 : **Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Voiries communales.- Abrogations, rectifications et nouvelles dispositions.** #

Le Conseil,

Attendu que le règlement général complémentaire sur les voiries communales, approuvé par le Conseil communal en séance du 7 septembre 2000, nécessite diverses modifications;

Que certains articles demandent une abrogation, une réactualisation ou une nouvelle disposition,

Décide de compléter le règlement général complémentaire sur les voiries communales comme suit:

Abrogations :

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.207.- Rue Emile Regard, 18, sur 6 m;

Article 22.E.- Des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 30 km/h sont prévues aux endroits ci-après :

22.E.39.- Rue Egide Van Ophem, du côté opposé du début du parking S.N.C.B. jusqu'à la chaussée d'Alseberg, côté opposé du sentier Jan van Nijlen, aux heures et sorties d'école (école communale de Calevoet);

22.E.135.- Rue François Vervloet, tronçon compris entre la rue Keyenbempt et la rue des Trois Rois;

Rectifications :

Article 13.E.- Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants :

13.E.69.- Avenue Achille Reisdorff, au carrefour avec la rue Egide van Ophem;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.b- C.D.

17.II.1.b.6.- Rue Roberts Jones, 77, Résidence de l'Ambassadeur de Cuba : 6 m;

17.II.1.b.26.- Rue Roberts Jones, 78, section consulaire de l'Ambassade de Russie (Fédération de) : 18 m;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.256.- Rue des Cottages, 117;

Article 22.E.- Des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 30 km/h sont prévues aux endroits ci-après :

22.E.38.- Chaussée d'Alseberg, du sentier Jan van Nijlen jusqu'à la rue Egide Van Ophem, 46, bilatéralement;

22.E.40.- Rue François Vervloet;

Nouvelles dispositions :

Article 13.E.- Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants :

13.E.440.- Rue Egide Van Ophem, au carrefour avec l'avenue Ilya Prigogine;

13.E.441.- Avenue Ilya Prigogine, en amont de la fourche à raison de voie sans issue (dispositif ralentisseur);

13.E.442.- Avenue Ilya Prigogine, au carrefour avec la rue Egide Van Ophem (dispositif ralentisseur);

13.E.443.- Rue Rouge, au carrefour avec l'avenue Wolvendael;

13.E.444.- Rue de la Fauvette, au carrefour avec l'avenue Wolvendael;

Article 13.J.- Des zones d'évitement, ayant une longueur qui se situe entre 1 m et 3 m, sauf spécifié autrement, sont établies aux endroits suivants :

13.J.269.- Rue Rouge, 5;

13.J.270.- Avenue Helleveld, au mitoyen des numéros 2-4;

13.J.271.- Dieweg, 56b;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.259.- Rue François Vervloet, au droit des numéros 176-178 (sur accotement);

17.II.1.d.260.- Avenue Ilya Prigogine, au carrefour du piétonnier vers la rue François Vervloet;

Article 17.III.- Le stationnement est obligatoire :

17.III.1- sur le trottoir ou sur l'accotement (E9e + additionnel éventuel)

17.III.1.34.- Rue Egide Van Ophem, face au débouché de la rue François Vervloet;

17.III.1.35.- Avenue Ilya Prigogine;

17.III.1.36.- Rue François Vervloet, côté impair, à son accès via la rue Egide Van Ophem;

Article 22.D.- Des ralentisseurs de trafic sont prévus aux endroits ci-après :

22.D.46.- Avenue Ilya Prigogine, au carrefour avec la rue Egide Van Ophem;

22.D.47.- Avenue Ilya Prigogine, en amont de la fourche à raison de voie sans issue;

22.D.48.- Drève du Caporal, 3;

22.D.49.- Avenue Kersbeek, à hauteur du clos de la Vigne;

Article 22.E.- Des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 30 km/h sont prévues aux endroits ci-après :

22.E.232.- Avenue Ilya Prigogine.

Onderwerp 4D – 1 : **Politie op het wegverkeer.- Algemeen bijkomend reglement.- Gemeentewegen.- Intrekkingen, verbeteringen en nieuwe bepalingen.**

De Raad,

Aangezien het algemeen bijkomend reglement op de gemeentewegen, goedgekeurd op 7 september 2000, gewijzigd moet worden;

Aangezien bepaalde artikels ingetrokken of geactualiseerd moeten worden of een nieuwe bepaling moeten krijgen,

Besluit het algemeen bijkomend reglement op de gemeentewegen als volgt aan te vullen :

Intrekkingen :

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicaptten.

17.II.1.d.207.- Emile Regardstraat, 18, over 6 m;

Artikel 22.E.- Zones met een snelheidsbeperking van 30 km/u worden voorzien op de volgende plaatsen :

22.E.39.- Egide Van Ophemstraat, van de kant tegenover het begin van de NMBS-parking tot de Alsebergsesteenweg, kant tegenover de Jan Van Nijlenweg, tijdens de schooluren (gemeenteschool van Galevoet);

22.E.135.- François Vervloetstraat, gedeelte tussen de Keyenbemptstraat en de Drie Koningenstraat;

Verbeteringen :

Artikel 13.E.- Op navolgende plaatsen worden oversteekplaatsen voor voetgangers afgebakend :

13.E.69.- Achille Reisdorfflaan, aan het kruispunt met de Egide Van Ophemstraat;

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.b- C.D.

17.II.1.b.6.- Roberts Jonesstraat, 77, residentie van de ambassade van Cuba : 6 m;

17.II.1.b.26.- Roberts Jonesstraat, 78, consulaire afdeling van de ambassade van Rusland (Russische Federatie): 18 m;

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen:

17.II.1.d- Gehandicaptten.

17.II.1.d.256.- Landhuisjesstraat, 117;

Artikel 22.E.- Zones met een snelheidsbeperking van 30 km/u worden voorzien op de volgende plaatsen :

22.E.38.- Alsebergsesteenweg, van de Jan Van Nijlenweg tot de Egide Van Ophemstraat, 46, langs beide kanten;

22.E.40.- François Vervloetstraat;

Nieuwe bepalingen :

Artikel 13.E.- Op navolgende plaatsen worden oversteekplaatsen voor voetgangers afgebakend :

13.E.440.- Egide Van Ophemstraat, aan het kruispunt met de Ilya Prigoginelaan;

13.E.441.- Ilya Prigoginelaan, aan de splitsing hogerop wegens een doodlopende straat (snelheidsremmer);

13.E.442.- Ilya Prigoginelaan, aan het kruispunt met de Egide Van Ophemstraat (snelheidsremmer);

13.E.443.- Rodestraat, aan het kruispunt met de Wolvendaellaan;

13.E.444.- Grasmusstraat, aan het kruispunt met de Wolvendaellaan;

Artikel 13.J.- Op navolgende plaatsen worden verdrijvingsvlakken ingericht met een lengte variërend tussen 1 en 3 m, hetzij anders bepaald :

13.J.269.- Rodestraat, 5;

13.J.270.- Helleveltlaan, aan de scheidingsmuur van de nrs 2-4;

13.J.271.- Dieweg, 56b;

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.259.- François Vervloetstraat, ter hoogte van de nrs 176-178 (op de berm);

17.II.1.d.260.- Ilya Prigoginelaan, aan het kruispunt van het voetgangersgebied naar de François Vervloetstraat;

Artikel 17.III.- Op navolgende plaatsen is het parkeren verplicht :

17.III.1- op het trottoir of de berm: (E9e + eventueel onderbord)

17.III.1.34.- Egide Van Ophemstraat, tegenover de uitgang naar de François Vervloetstraat;

17.III.1.35.- Ilya Prigoginelaan;

17.III.1.36.- François Vervloetstraat, oneven kant, aan zijn toegang via de Egide Van Ophemstraat;

Artikel 22.D.- Op navolgende plaatsen zijn snelheidsremmers voorzien :

22.D.46.- Ilya Prigoginelaan, aan het kruispunt met de Egide Van Ophemstraat;

22.D.47.- Ilya Prigoginelaan, aan de splitsing hogerop wegens een doodlopende straat;

22.D.48.- Korporaaldreef, 3;

22.D.49.- Kersbeeklaan, ter hoogte van het Kersbeek-Wijngaarderf;

Artikel 22.E.- Zones met een snelheidsbeperking van 30 km/u worden voorzien op de volgende plaatsen :

22.E.232.- Ilya Prigoginelaan.

- Mme Fraiteur sort –  
- Mevr. Fraiteur verlaat de zaal -

**Objet 4 E – 1 : Gestion journalière.- Marché d'upgrade de l'Unitime et d'installation de l'Uniweb (INF146).- Transaction.**

Le Conseil,

Attendu qu'en séance du 24 mai 2011, le Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune d'Uccle a arrêté les conditions d'un marché pour l'upgrade du logiciel Unitime et l'acquisition du software Uniweb par procédure négociée sans mesure de publicité pour un montant estimé à 15.972,87 € (TVAC) du budget extraordinaire sous l'article 131/742-53/53;

Que pour des raisons de compatibilité technique et en vertu de l'article 17, § 2, 1° f) de la loi du 24 décembre 1993 sur les marchés, il a été fait uniquement appel à la société Idtech;

Qu'en date du 23 juin 2011, le Conseil communal a approuvé la dépense, les documents d'adjudication, le mode de passation et le financement dudit marché;

Considérant que l'adjudicataire a rempli toutes ses obligations - à savoir upgrader Unitime, installer Uniweb et former le personnel sur ces logiciels, et qu'il a émis une facture de 15.972,87 € (TVAC) correspondant à son offre;

Considérant que le marché actuel est illégal puisque le Collège n'a pas désigné l'adjudicataire susmentionné;



Considérant par conséquent que ladite facture ne peut être liquidée suite à l'absence de désignation;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et échevins, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité :

- le paiement du montant dû pour ce marché réalisé en 2011 (15.972,87 €);
- le paiement de la facture pour la formation (1.384 €).

**Objet 6A – 1 : Budget 2011.- Approbation des modifications budgétaires n° 4 (service ordinaire) et n° 5 (service extraordinaire).**

Le Conseil,

Vu sa délibération du 24 novembre 2011 relative aux modifications budgétaires n° 4 et n° 5 du budget 2011 (services ordinaire et extraordinaire - injection résultats du compte 2010);

Vu les prescriptions de l'article 7 du Règlement général de la Nouvelle Comptabilité communale,

Prend acte de ce que sa délibération du 24 novembre 2011 relative aux modifications budgétaires n° 4 et n° 5 du budget 2011 est devenue exécutoire par expiration du délai sans remarques de l'autorité de Tutelle.

**Onderwerp 6 A – 1 : Begroting 2011.- Goedkeuring van de begrotingswijzigingen nr 4 (gewone dienst) en nr 5 (buitengewone dienst).**

De Raad,

Gezien zijn beraadslaging van 24 november 2011 betreffende de begrotingswijzigingen nr 4 en nr 5 van de begroting 2011 (gewone en buitengewone dienst - invoering resultaten rekening 2010);

Gezien de voorschriften van artikel 7 van het algemeen reglement op de Nieuwe Gemeentelijke Boekhouding,

Neemt kennis van het feit dat zijn beraadslaging van 24 november 2011 betreffende de begrotingswijzigingen nr 4 en nr 5 van de begroting 2011 uitvoerbaar geworden is door verstrijking van de termijn zonder opmerkingen van de Voogdijoverheid.

**8 – 1 Enseignement communal.- Concours Culture & Education 2012: "Qui suis-je ? Moi et les Autres".**

**Mme l'Echevin/Mevr de schepen Maison** remercie les membres du Conseil communal de consentir à traiter en urgence un point qui ne figurait pas à l'ordre du jour. Il s'agit en l'occurrence de l'édition 2012 du concours annuel organisé conjointement par les services de la Culture et de l'Education à l'intention des élèves de 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> primaire de l'enseignement communal et qui envisage cette année le thème de l'identité: "Qui suis-je? Moi et les Autres".

Ce thème a été choisi en raison de la collaboration avec le Théâtre Royal de la Monnaie, qui a programmé récemment l'opéra *Œdipe*, dont le livret aborde la question de l'identité. Pour permettre aux parents de voir les réalisations de leurs enfants un mercredi après-midi, l'exposition des œuvres des élèves sera organisée le mercredi 21 mars 2012. Les membres du jury auront l'occasion d'examiner ces œuvres la veille au soir, de façon à délibérer en toute sérénité. La projection du film d'animation "*Mary and Max*" aura lieu à l'issue de la présentation des œuvres par les élèves au cours de la matinée du 21 mars 2012.

**- M. Vanraes rentre –  
- de h. Vanraes komt de zaal binnen -**

**Mme/Mevr Roba-Rabier** considère que l'organisation de ce concours aurait pu être préparée suffisamment à l'avance pour qu'on évite de devoir solliciter l'urgence. Par ailleurs, elle juge discriminatoire le fait que ce concours soit réservé aux élèves des écoles communales, comme c'était malheureusement déjà le cas lors des éditions antérieures. Force est de constater que les remarques émises alors n'ont pas été suivies d'effet. Cette mesure n'est pas de nature à favoriser les échanges entre réseaux, que la majorité prétendait promouvoir en début de législature.

**M./de h. Beyer de Ryke** souhaiterait obtenir davantage de précisions sur le thème du concours. Le thème de l'identité est certes intéressant mais pourrait aisément ouvrir la porte à quelques dérives, si l'on songe par exemple aux débats passionnés et passionnels qui ont eu lieu en France à propos de ce concept d'identité et de la politique menée par le Ministre de l'Intérieur Claude Guéant.

**Mme/Mevr. Cattoir** partage les mêmes inquiétudes quant au sujet du concours. Le thème de l'identité ne serait-il pas de nature à créer de l'animosité entre les élèves?

**Mme/Mevr. Francken** désire obtenir des informations complémentaires sur les modalités pratiques du concours : les membres du jury étant censés examiner les œuvres la veille sans connaître l'identité de leurs auteurs, qu'en est-il des représentations théâtrales, puisque les arts de la scène font partie des formes d'expression artistique envisagées par le concours?

**Mme/Mevr. Charlier** estime que le thème du concours est très intéressant et ne partage pas les craintes manifestées par d'autres intervenants.

**M./de h. Desmet** pense qu'il n'y a pas lieu de se braquer sur le terme "identité". Le titre "Qui suis-je? Moi et les Autres" est d'ailleurs beaucoup moins équivoque à bien des égards. S'appuyant sur sa propre expérience de pédagogue, M. Desmet considère que pour accepter les autres, il faut d'abord s'accepter soi-même et savoir qui on est. La conscience de l'identité personnelle n'est donc pas incompatible avec l'ouverture à l'autre. M. Desmet pense en outre qu'on pourrait aborder un tel thème avec des enfants plus jeunes que ceux concerné par ce concours. Pourquoi se limiter aux élèves du 3<sup>ème</sup> degré de l'enseignement primaire?

**M./de h. Cohen** estime qu'il serait préférable de décaler davantage dans la soirée l'exposition prévue le mercredi après-midi, la plupart des parents concernés étant contraints de prendre un demi-jour de congé si l'horaire initial est maintenu.

**M./de h. Biermann** félicite Mme l'Echevin Maison pour cette initiative ainsi que pour le thème choisi. Selon lui, il est fondamental de confronter très tôt les enfants à cette question de l'identité sans tabou, l'enseignement offrant un encadrement pédagogique approprié pour démystifier les clichés et vaincre les incompréhensions. Cette démarche implique en tous cas un certain courage dans un contexte où on n'ose pas toujours affronter ce type de débat.

**M./de h. Beyer de Ryke** continue à se montrer hésitant par rapport au terme "identité" sans pour autant remettre en cause l'objectif poursuivi par le concours, concevant très bien l'utilité pour l'enfant de se définir par rapport à l'autre.

**Mme/mevr. François** pense qu'il n'y a pas lieu de craindre l'utilisation d'un terme aussi simple et générique que celui d'"identité" dans le règlement d'un concours, sous prétexte que certains partis en France s'efforcent de récupérer politiquement ce concept, et ce d'autant plus que la notion d'identité est fondamentale par rapport au développement de la personnalité de l'enfant.

**Mme l'Echevin/Mevr de schepen Maison** remercie le Conseil communal pour l'intérêt qu'il manifeste pour le thème de ce concours. Elle précise qu'il n'y a aucune forme d'ostracisme à l'égard du réseau libre dans le fait que le concours soit réservé aux écoles communales. Cette limitation s'explique en effet uniquement par le peu d'intérêt manifesté par les écoles libres pour ce concours, qui leur était ouvert lors d'éditions précédentes. Etant donné qu'aucune école libre n'ait daigné répondre il y a deux ans, alors que le concours était

accessible aux établissements de ce réseau, il a été décidé pour cette édition-ci de se cantonner à l'enseignement communal. Mais cela ne signifie en aucune façon un manque d'ouverture de la Commune envers les autres réseaux d'enseignement, confessionnels ou non-confessionnels.

Mme l'Echevin Maison s'étonne que le thème proposé aux enfants "Qui suis-je? Moi et les Autres", qu'elle résume par le concept d'identité, puisse être parasité par des débats politiques français qui lui sont tout à fait extérieurs. Devrait-on s'interdire d'utiliser ce terme, sous prétexte que M. Guéant, Ministre français de l'Intérieur, lui donnerait une connotation particulière? Au contraire, ce thème est d'une richesse telle qu'il peut donner lieu à des développements très intéressants sur le plan pédagogique. Et l'accompagnement pédagogique sert précisément à parer aux éventuelles dérives. A cet égard, il faut souligner que, depuis plusieurs mois, les enseignants préparent ce concours dans leurs classes et ont donc déjà eu l'occasion d'éviter des développements fâcheux.

Il n'y aura pas de représentations théâtrales cette année. Le règlement des années antérieures ayant été repris, on a omis de biffer la mention relative à l'expression théâtrale. Mais il va de soi qu'on n'aurait pas exigé que les enfants qui auraient eu recours au support théâtral fussent masqués pour répondre au principe suivant lequel les membres du jury sont censés ignorer l'identité des auteurs des œuvres présentées au concours.

Si le concours est réservé aux élèves du 3<sup>ème</sup> degré de l'enseignement primaire, c'est en raison du fait que le thème de cette édition-ci, comme ceux des éditions précédentes, est d'un abord plus difficile pour des enfants plus jeunes. Mais indépendamment de ce concours, l'enseignement communal organise toute une série de manifestations destinées plus particulièrement aux élèves des sections maternelles ou des 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> degrés de l'enseignement primaire.

Mme l'Echevin Maison reconnaît avoir manqué de sens de l'organisation dans l'élaboration du timing du concours. Les œuvres des enfants présentées dans les écoles restant exposées jusqu'au jeudi matin, les parents auront l'occasion de les voir dans la soirée du mercredi.

## Objet 8 – 2 : **Concours "Qui suis-je ? Moi et les Autres".- Règlement du concours.**

Le Conseil,

Attendu qu'en séance du 27 février 2012, le Collège a marqué son accord sur l'organisation d'un concours sur le thème de l'identité;

Arrête, avec 27 voix pour et 7 abstentions (M. Beyer de Ryke, Mme Cattoir-Jacobs, MM. Cohen, Broquet, Mme Fremault, M. van Outryve d'Ydewalle et Mme Roba-Rabier), le règlement du concours tel que proposé :

Article 1 : Le thème du concours est axé sur l'identité.

Article 2 : Le concours est ouvert aux élèves des 5èmes et 6èmes années primaires des écoles communales d'Uccle. Les formes d'expression artistique suivantes seront admises : support pictural, photographique, en 3 dimensions, et théâtral.

Les œuvres présentées au concours seront des travaux collectifs, par classe.

Article 3 : Les œuvres présentées au concours seront déposées le mardi 20 mars 2012, au matin, au Centre Culturel et Artistique d'Uccle.

Elles porteront, sous enveloppe fermée, l'identité des auteurs : école, classe(s), professeur(s).

Article 4 : Le fait même de participer au concours entraîne l'acceptation du présent règlement et des décisions du jury.

Article 5 : Les œuvres primées se verront attribuer des prix dont la remise aura lieu au Centre Culturel et Artistique d'Uccle, 47 rue Rouge, le mercredi 21 mars 2012.

Les œuvres resteront la propriété de leurs auteurs.

Article 6 : Le jury sera présidé par l'Echevin de l'Education et de l'Enseignement et comprendra en outre :

- l'Echevin de la Culture;

- un membre du Conseil communal émanant de chaque groupe qui y est représenté;
- le Directeur de l'Ecole des Arts et l'Inspecteur Pédagogique.

Article 7 : Le jury délibérera le 20 mars 2012 et appréciera les œuvres sans être informé de l'identité de leurs auteurs. Il fondera notamment son appréciation sur la créativité et l'originalité, ainsi que sur la pertinence thématique. Plusieurs classes seront primées et se verront attribuer des prix d'une valeur maximale de 1.000 €, sous la forme d'une visite ou d'une activité pédagogique, ludique ou culturelle.

Article 8 : La Commune d'Uccle prendra tous les soins nécessaires pour la conservation des oeuvres. Elle n'assumera, cependant, aucune responsabilité du chef des accidents ou vols qui pourraient survenir pendant le temps qu'elles resteront à sa disposition.

Article 9 : Le Collège des Bourgmestre et Echevins est chargé de l'exécution du présent règlement, ainsi que de l'examen et de la solution des cas non prévus.

## Onderwerp 8 – 2 : **Wedstrijd "Wie ben ik ? Ik en de Anderen".- Wedstrijdreglement.**

De Raad,

Aangezien het schepencollege in zitting van 28 februari 2012 zijn goedkeuring heeft verleend om een wedstrijd rond het thema identiteit,

Stelt eenparig het reglement van de wedstrijd als volgt vast :

Artikel 1 : Het onderwerp van de wedstrijd is the thema identiteit.

Artikel 2 : Alle leerlingen van het 5de en 6de jaar basisonderwijs van de scholen die zich in Ukkel bevinden mogen aan de wedstrijd deelnemen. De volgende artistieke disciplines zijn toegelaten: schilderwerk, fotografie, 3D en theater.

De voorgestelde werken voor de wedstrijd zijn gemeenschappelijk (per klas) vervaardigd.

Artikel 3 : De voorgestelde werken worden ingediend van dinsdagmorgen 20 maart 2012 in het Cultureel Centrum van Ukkel.

Onder gesloten omslag wordt de identiteit van de makers toegevoegd: school, klas(sen), leraar(s).

Artikel 4 : Deelname aan de wedstrijd houdt in dat het onderhavige reglement en de beslissingen van de jury worden aanvaard.

Artikel 5 : De prijsuitreiking vindt plaats op maandag 21 maart 2012 in het Cultureel Centrum van Ukkel (Rodestraat 47).

De werken blijven eigendom van de makers.

Artikel 6 : De jury wordt voorgezeten door de schepenen van Opvoeding en Onderwijs en bestaat verder uit :

- de schepenen van Cultuur;
- een lid van de gemeenteraad van elke groep die erin is vertegenwoordigd;
- de directeur van de Ecole des Arts en de onderwijsinspecteur

Artikel 7 : De jury zal de werken beoordelen op 20 maart 2012 zonder de identiteit van de makers te kennen. De jury zal zich baseren op de creativiteit, de originaliteit en de relevantie met het thema. Verschillende klassen zullen bekroond worden en kunnen een prijs van maximaal 1.000 € ontvangen in de vorm van een bezoek of een pedagogische, ludieke of culturele activiteit.

Artikel 8 : De gemeente Ukkel zal alle nodige voorzieningen treffen om de werken te bewaren. De gemeente wijst echter alle verantwoordelijkheid van de hand met betrekking tot ongevallen of diefstallen die zich zouden voordoen gedurende de periode waarin deze werken ter beschikking van de gemeente blijven.

Artikel 9 : Het college van burgemeester en schepenen is belast met de uitvoering van het onderhavige reglement en zal onvoorziene gevallen onderzoeken en oplossen.

**- M. de Le Hoye quitte la séance –  
- de h. de Le Hoye verlaat de zitting -  
- Mme Fraiteur rentre –**

**- Mevr Fraiteur komt de zaal binnen -**

**Objet 9 – 1 : A.S.B.L. U.F.E.C.U.J. – A.G.A.T.E.K.A.- Veillée culturelle au profit des enfants burundais.- Subside extraordinaire. #**

Le président expose :

"Attendu qu'en date du 23 janvier 2012, l'A.S.B.L. ucloise U.F.E.C.U.J. – A.G.A.T.E.K.A. (Union des Familles burundaises pour l'Entraide et la revalorisation de notre Culture au profit de la Jeunesse) sollicite l'intervention de la Commune dans les frais d'organisation d'une veillée culturelle au profit des enfants burundais et de toute personne s'intéressant à la culture burundaise et au multiculturalisme;

Que cette soirée se déroulera le 25 février 2012 et qu'une pièce de théâtre intitulée "UWUTAGIRA IYO AVA NTAGIRA IYO AJA" (celui qui ne connaît pas son origine ne peut pas s'assumer) sera présentée;

Que durant les entractes, des tambours, des danses traditionnelles et des contes sont prévus;

Que notre Administration accorde régulièrement un subside d'encouragement aux cercles culturels locaux destinés à couvrir les frais d'organisation de telles manifestations;

Que conformément à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subvention exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied de l'activité subsidiée, l'association concernée fournira toutes les pièces probantes relatives aux dépenses occasionnées par cette manifestation;

Le Collège propose d'accorder à cette A.S.B.L. un subside extraordinaire de 400 € à cette occasion.

Cette dépense sera imputée à l'exercice 2012 – Article 775/332-02/70.

Allocation : 4.333,33 € (2/12 provisoire) – Disponible : 3.933,33 €."

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, précisant que l'octroi de subsides en espèces en faveur d'activités culturelles régulières, est de la compétence de l'assemblée représentative de l'autorité publique;

Que sur le plan communal, cette assemblée représentative est constituée par le Conseil communal;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied des activités subsidiées;

Etant donné que les documents et pièces justificatives prouvant la mise sur pied de cette activité nous seront fournis,

Décide d'accorder à l'A.S.B.L. ucloise U.F.E.C.U.J. – A.G.A.T.E.K.A. (Union des Familles burundaises pour l'Entraide et la revalorisation de notre Culture au profit de la Jeunesse) un subside exceptionnel de 400 €.

**Onderwerp 9 – 1 : V.Z.W. U.F.E.C.U.J. – A.G.A.T.E.K.A.- Culturele avond ten behoeve van Burundese kinderen.- Buitengewone toelage. #**

De Voorzitter zet uiteen :

"Gelet dat de V.Z.W. U.F.E.C.U.J. – A.G.A.T.E.K.A, met haar mail van 23 januari 2012 de tussenkomst van het Gemeentebestuur vraagt om een deel van de kosten te dekken die veroorzaakt zijn door de inrichting van een culturele avond behoeve van Burundese kinderen en iedereen die geïnteresseerd is in de Burundese cultuur en multiculturalisme;

Dat dit evenement zal worden gehouden op 25 februari 2012 en een voorstelling "AVA UWUTAGIRA IYO IYO NTAGIRA AJA" genaamd (iemand die niet weet hun oorsprong kan er niet van uit) zal worden gepresenteerd;

Dat tijdens de pauze drums, traditionele dansen en verhalen zijn gepland;

Overeenkomstig de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen, waarbij aan de begunstigde de desbetreffende rechtvaardigende stukken worden gevraagd teneinde de gesubsidieerde activiteit te staven, zal de betrokken vereniging ons de rechtvaardigende stukken laten geworden.

Deze uitgave zal worden ingeschreven op artikel 775/332-02/70 van de gewone uitgaven voor 2012: Toelagen voor de organisatie van culturele manifestaties – Beschikbaar : 4.333,33 € (2/12de)."

De Raad,

De voorgaande uiteenzetting gehoord hebbend;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 houdende bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen waarbij bepaald wordt dat de verdeling van deze toelage voorzien voor de culturele activiteiten, tot de bevoegdheid van de vertegenwoordigende vergadering der overheid behoort;

Dat op het gemeentelijk vlak deze vergadering wordt gevormd door de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen, waarbij aan de begunstigde de desbetreffende rechtvaardigende stukken worden gevraagd teneinde de gesubsidieerde activiteiten te staven;

Aangezien de V.Z.W. U.F.E.C.U.J. – A.G.A.T.E.K.A ons de nodige bewijsstukken zal bezorgen waarbij de inrichting van deze activiteit wordt gestaafd;

Op voorstel van het College,

Besluit aan de betrokken vereniging een buitengewone toelage van 400 € toe te kennen voor dit project, die aan de V.Z.W. U.F.E.C.U.J. – A.G.A.T.E.K.A, Victor Allardstraat 201/bus 4 te Ukkel betaald zal worden.

### **Questions orales - Mondelinge vragen :**

**M. Biermann : Vague de froid sur le pays.- Besoins particuliers dans la Commune d'Uccle.**

**De h. Biermann : Koudegolf in het land.- Bijzondere behoefte van de Gemeente Ukkel.**

Lors de la vague de froid du mois de février, de nombreuses mesures d'urgence ont été prises par des particuliers, des associations, des entreprises et, bien entendu, par les pouvoirs publics. A cet égard, des besoins particuliers ont-ils été identifiés dans la Commune? Des demandes sont-elles apparues? La Commune et le C.P.A.S. ont-ils dû mettre en œuvre des mesures particulières?

**Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Verstraeten** déclare s'être efforcée de coordonner son action avec celle des autres échevinats dès le début de la vague de froid. Mais l'Action sociale et le C.P.A.S. ne disposent pas de locaux susceptibles d'abriter les sans domicile fixe subissant le froid. L'aide de la police a été sollicitée car, grâce aux rondes de nuit, les services de police peuvent identifier les personnes qui sont en difficulté dans la rue. Des contacts fructueux ont aussi été établis avec la Croix-Rouge. M. l'Echevin Dilliès a proposé la salle de Saint-Job comme centre d'hébergement pour les cas éventuels d'extrême urgence constatés le soir. Car pour les cas observés durant la journée, les services sociaux de la Commune, du C.P.A.S. et de la Police peuvent faire appel à des structures permanentes qui sont davantage en mesure de répondre aux besoins des gens en difficulté. La Croix-Rouge a aussi procédé à des tournées le soir et la nuit avec l'aide d'un ouvrier du service de l'Action sociale qui y participait comme bénévole. Ces tournées n'ont cependant guère donné lieu à des contacts avec des personnes fragilisées car la plupart des sans domicile fixe qui arpentent Uccle durant la journée se rendent dans d'autres communes le soir. Ainsi, ce sont surtout des sans-abri de Forest qui sont accueillis dans le local situé en face du C.P.A.S., où

on leur offre du potage, du chocolat,... Comme chaque année, l'Action sociale a proposé des repas moyennant un passage chez une assistante sociale. Un encadrement social (A.P.S., secouristes de la Croix-Rouge,...) était également prévu dans le local chauffé destiné à l'accueil des sans-abri, les personnes fragilisées étant parfois difficiles à appréhender en raison de leur comportement. Des aides destinées aux personnes âgées ont également été prévues via l'A.L.E. L'A.L.E. peut, par exemple, envoyer quelqu'un faire les courses des personnes âgées, soit gratuitement soit moyennant le paiement d'un montant déterminé en fonction des revenus des bénéficiaires de cette prestation. Mme l'Echevin Verstraeten considère qu'une coordination harmonieuse a pu être mise en place très rapidement entre la Commune, le C.P.A.S. et la Police.

Le dispositif d'urgence mis en place n'a néanmoins dû être actionné que pour un nombre limité de personnes, sauf pour les repas.

**M. Hayette : Les conséquences des travaux de la chaussée de Drogenbos.**

**De H. Hayette : De gevolgen van de werkzaamheden op de steenweg op Drogenbos.**

Depuis près de trois semaines, une déviation menant à l'avenue de Beersel a été installée chaussée de Drogenbos en raison des travaux programmés par la Commune de Drogenbos. Les conséquences de cette modification de la circulation sont incommensurables pour les citoyens, qui sont nombreux à s'être plaints de cette situation. Les travaux ont dévié une bonne partie de la circulation routière en provenance du Ring vers l'avenue de Beersel. Les camions de tout calibre viennent chaque jour abîmer une avenue qui ne peut visiblement pas supporter des tonnages aussi importants. Contrairement à la chaussée de Drogenbos, l'avenue de Beersel ne dispose pas de ralentisseur de vitesse, ce qui offre aux chauffards habitués à l'ancien itinéraire de nouvelles possibilités de performance. Le danger est devenu permanent pour les riverains. En outre, la compagnie "De Lijn" fait passer tous ses bus stationnés dans le dépôt à partir de quatre heures du matin à des vitesses injustifiées. M. Hayette fait confiance à l'échevin des Travaux pour déterminer le montant des réparations dans les maisons qui ont subi des dégâts suite aux vibrations causées par le passage des véhicules. L'heure n'est pas à la menace mais les riverains excédés espèrent que les démarches de la Commune débouchent sur des résultats. La Commune pourra-t-elle répondre à leur inquiétude?

**M. l'Echevin/de schepen Cools** affirme que l'absence de plateau surélevé sur l'avenue de Beersel est un élément favorable car un tel dispositif renforcerait le risque de vibration et donc de fissures dans les habitations. La Commune de Drogenbos a décidé d'entreprendre sur son territoire d'importants travaux de réfection de la voirie, qui sont prévus jusqu'à la fin du mois d'avril 2012. Cela signifie que l'avenue de Beersel va devoir supporter une circulation additionnelle pendant encore deux mois. La Commune est toutefois intervenue auprès de la société "De Lijn", qui s'est engagée à ce que les bus qui partent vides du dépôt ou qui y reviennent n'empruntent plus désormais l'avenue de Beersel. Les services de M. l'Echevin Cools vérifieront si cet engagement est bel et bien tenu. D'autre part, les défauts dans la voirie présentes à trois endroits de l'avenue de Beersel renforcent les problèmes de vibration lorsque passe un charroi important. Des réparations ont été effectuées pour résoudre cette situation à deux endroits, notamment au n° 87 de l'avenue de Beersel. Sibelga, responsable des travaux à l'origine de la troisième tranchée identifiée, située au carrefour de l'avenue de Beersel et de la rue des Trois Rois, procédera incessamment aux réparations nécessaires.

Outre le radar préventif permanent placé par la Commune, un deuxième radar préventif a été installé par la police de façon extrêmement visible pour bien inciter au respect des limitations de vitesse. La Commune envisage de procéder à un réasphaltage de l'avenue de Beersel en mai ou en juin, lorsque la chaussée de Drogenbos sera réouverte.

**- Mevr. Cattoir verlaat de zitting -**

**M. Wyngaard : Travaux d'égouttage à la rue de Percke.- Suivi du chantier.**  
**De h. Wyngaard : Riollingswerken in de Perckstraat.- Contrôle van de werf.**

Si les riverains ne remettent pas en cause l'opportunité des travaux d'égouttage à la rue de Percke, ils ne s'en plaignent pas moins des nombreuses nuisances causées par la tenue du chantier. Le passage fréquent des tracteurs et des semi-remorques abîme considérablement la voirie pavée et ses accotements : des pavés se désolidarisent et sont abandonnés négligemment le long de la route, les façades et les portes d'entrée sont éclaboussées continuellement, un poteau d'éclairage a disparu, des trous apparaissent en de nombreux endroits... Ces trous sont mal signalés, à peine visibles de nuit et rebouchés après plusieurs jours. Un accident pourrait donc survenir, avec le risque pour la Commune d'être considérée comme solidairement responsable. Par ailleurs, le QG des travaux, installé à côté du terrain de l'association "Pom Pom Poney", est aisément accessible au premier venu. Il est à peine clôturé et aucun panneau n'en interdit l'accès, si bien que des enfants pourraient être victimes d'un accident en allant jouer sur les engins.

Y a-t-il des contacts fréquents entre la Commune et la société Sodraep, maître d'œuvre de ces travaux? Le personnel communal se rend-il régulièrement sur place pour contrôler la tenue du chantier? Dispose-t-on d'informations au sujet du calendrier des travaux?

**M. l'Echevin/de h. schepen Cools** rappelle tout d'abord qu'en ce qui concerne la rue de Percke, les travaux de la partie pavée sont entrepris par la Société Bruxelloise de Gestion de l'Eau (S.B.G.E.), ceux de la partie asphaltée relèvent d'Hydrobru, qui a délégué la mission à Vivaqua, et qu'en outre, Sibelga intervient encore pour divers travaux. La Commune n'est donc le maître de l'ouvrage pour aucun de ces cas. C'est en principe à la S.B.G.E., à Vivaqua et à Sibelga à procéder au contrôle du travail effectué. Néanmoins, les services communaux interviennent régulièrement pour relever un certain nombre de manquements. Suite aux interventions du fonctionnaire de la Voirie invité chaque semaine à la réunion de chantier, les façades salies ont été nettoyées et les trous ont été bouchés. La société Sodraep a d'ailleurs rebouché des trous qui avaient été causés par Sibelga. Mais cela signifie que finalement, la Commune doit surveiller des chantiers qui ne sont pas les siens. L'entrepreneur s'est engagé à clôturer le QG des travaux. Un coordinateur Sécurité-Santé intervient également régulièrement sur ce chantier. Les travaux relatifs au raccordement prévu au pont de Linkebeek démarreront normalement la semaine prochaine. Etant donné que la rue de Percke est confrontée à des travaux de grande envergure puisqu'il s'agit d'y installer le collecteur régional et non un simple égout, l'ensemble des travaux devrait être terminé pour la fin de l'année et, à ce moment-là, la Commune entreprendra une rénovation de surface.

**Objets inscrits à l'ordre du jour à la demande de conseillers communaux :**  
**Onderwerpen op de agenda ingeschreven op aanvraag van gemeenteraadsleden :**

**1 Mme Fremault : Lutte contre la vacance immobilière sur le territoire communal.**

**1 Mevr. Fremault : Strijd tegen de leegstand in de gemeente.**

Quoiqu'on ne dispose pas véritablement de statistiques précises quant à la vacance immobilière à Bruxelles, on estime généralement qu'il existe de 15.000 à 30.000 logements vides sur le territoire régional, dont 80 % appartiendraient au secteur privé. Selon certaines études, sur ces nombreuses habitations improductives, 5.000 seraient immédiatement louables en l'état.

La vacance immobilière touche toutes les communes bruxelloises, y compris Uccle. Malheureusement peu d'entre elles possèdent un inventaire des logements vides présents sur leur territoire. Il s'agit pourtant d'un outil indispensable à la poursuite d'une politique



ambitieuse et efficace en la matière. Existe-t-il un outil de ce type au sein de la Commune d'Uccle? Quelles sont les mesures prises pour identifier les bâtiments à l'abandon présents sur le territoire communal? Un cadastre des logements vides a-t-il été établi? Quelles sont les données dont la Commune dispose quant à cette vacance immobilière?

Pourtant, de nombreux outils existent déjà à ce jour pour lutter contre ce fléau. On citera notamment le droit de réquisition des logements abandonnés en faveur des sans-abri (article 134bis de la nouvelle loi communale), le droit de gestion publique, qui a été égayé récemment au niveau régional, les amendes administratives,.... Leur effectivité, dépendant des moyens humains mis à la disposition des services, est souvent à géométrie variable.

Quelle est la politique mise en place par la Commune pour combattre le phénomène de vacance immobilière et plus particulièrement celui des logements à l'abandon? Quelles sont les mesures privilégiées? Des instructions particulières ont-elles été données par l'Administration? Quelles synergies ont été mises en place et avec quels acteurs (Région, Agences Immobilières Sociales,...) ? A-t-on envisagé la création de primes spécifiques, par exemple pour créer à côté des commerces une entrée séparée permettant de réinvestir les espaces vacants situés au-dessus de ceux-ci? Quel bilan peut-on tirer à ce jour de la politique menée dans ce domaine par la Commune?

**- Mme Francken quitte la séance –**

**- Mevr. Francken verlaat de zitting -**

**Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Dupuis** doute aussi de la pertinence de certains chiffres présentés, qui sont difficiles à vérifier au niveau régional. Personnellement, elle ne croit pas qu'il y ait 30.000 logements vides sur le territoire de la Région. Quant à dire qu'il y en aurait 5.000 qui pourraient être immédiatement remis en l'état, tout dépend de ce que l'on souhaite faire et des moyens qu'on met en œuvre pour le faire : ayant eu par exemple l'occasion de réaliser auparavant une étude sur les bureaux inoccupés, Mme l'Echevin Dupuis a constaté que dans ce cas de figure, on pouvait remettre dans le circuit l'ensemble des bureaux inoccupés ou seulement ceux qui, dans cet ensemble, sont les plus facilement accessibles.

On dispose de données plus précises concernant la Commune grâce à la présence d'un Cadastre, d'un Observatoire du Logement et d'un prospecteur depuis 2007. Ce prospecteur, dont l'emploi est financé par un programme régional, renforce aussi le service d'Accompagnement Logement en permettant d'avoir une vision très actualisée des logements qui sont mis en location.

Selon l'Observatoire du Logement, sur les 118 dossiers ouverts en 2011, il y aurait 61 logements vides, qui pourraient être pris en gestion publique. Mme l'Echevin Dupuis est en train de constituer un dossier de prise en gestion publique, ce qui exige beaucoup de prudence car il faut calibrer correctement le rapport d'investissement pour la remise à neuf, être bien sûr que le propriétaire va répondre, avoir une idée de l'accessibilité des lieux sans décision de justice,....

L'année dernière, au cours de laquelle les services de l'échevinat se sont concentrés sur les étages vides au dessus des commerces, on a constaté que, sur les 123 dossiers ouverts pour les quartiers Bascule, Fort Jaco, Vanderkindere et Centre, 82 immeubles n'avaient pas du tout d'entrée distincte visible et seulement 41 avaient une entrée distincte, ce qui ne signifie pas encore que ces derniers soient nécessairement dotés d'un accès susceptible d'être approuvé par les pompiers.

Il convient de promouvoir des mesures dissuasives, la Commune préférant remettre les logements vides dans le circuit de la location ou de la vente plutôt que les gérer elle-même. Et l'arsenal des mesures dissuasives comporte notamment la taxe sur les immeubles inachevés, partiellement ou totalement inoccupés, inexploités ou laissés à l'abandon et sur les terrains laissés à l'abandon en bordure de la voie publique. Cette taxe s'élève à 400 € par mètre courant multipliés par le nombre de niveaux de construction, ce qui s'avère en effet plutôt dissuasif. Selon les données fournies par le service des Taxes, 200 dossiers ont été suivis en 2011, pour lesquels il y a eu à ce jour 21 immeubles taxés pour un montant total de 303.000 €.

L'aménagement urbanistique des logements vides au dessus des commerces est traité avec vigilance. On y établit une entrée séparée partout où c'est possible, l'entrée séparée type étant située en milieu de façade avec un magasin de chaque côté.

**- Mme l'Echevin Gol-Lescot quitte la séance –  
- Mevr. de schepen Gol-Lescot verlaat de zitting –**

**M./de h. Beyer de Ryke** demande si on a pu identifier les raisons pour lesquelles ces immeubles sont inoccupés et souhaite savoir ce que fait la Commune lorsque les propriétaires ne répondent pas.

**Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Dupuis** répond que les causes de cette vacance immobilière sont multiples. Celle-ci peut en effet résulter de litiges d'ordre successoral mais aussi de problèmes d'une autre nature. D'autre part, les propriétaires négligents sont taxés. Et s'il faut aller plus loin, on constitue des dossiers de prise en gestion publique, ce qui s'avère une tâche plus aisée avec la nouvelle ordonnance. Mais dans ce cas, il convient d'affiner la sélection, sinon on ne parvient à aucun résultat.

**Mme/Mevr. Fremault**, s'étant renseignée auprès du Ministre à propos de l'Observatoire du Logement, mentionne qu'un montant de 25.000 € a été accordé à la Commune d'Uccle, à qui on a confié comme mission particulière la problématique des logements au dessus des commerces.

**Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Dupuis** signale que la somme de 25.000 € allouée à Uccle sert partiellement à la rémunération du prospecteur et précise que, pour étayer sa réponse, le Ministre s'est référé au rapport d'activité de l'année précédente, qui portait sur les commerces, mais que cette année-ci, on se concentre sur les logements.

## **2. M. Wyngaard : Interpellation relative aux terminus provisoires des trams 3 et 7 au rond-point Churchill et Vanderkindere.- Suivi du dossier (6).**

### **2. De h. Wyngaard : Voorlopige terminus van de trams 3 en 7 aan het rond punt Churchill en aan Vanderkindere.-Stand van zaken (6).**

En séance du 28 avril 2011, le Conseil communal a estimé qu'il est impératif, dans un souci de sécurité publique, que la STIB supprime le terminus du tram 3 et l'arrêt du tram 7 au centre du rond-point Churchill dans les plus brefs délais, et ce afin qu'il ne subsiste plus aucune prise en charge ou débarquement de passagers en ce lieu, et a décidé en outre de mettre en demeure la Région de prendre un règlement complémentaire de circulation routière qui contienne des mesures permanentes pour mettre un terme à cette situation dangereuse et inadmissible.

Ce point voté il y a près d'un an précisait encore qu'à défaut de réaction de la Région dans le délai imparti, "un mois semblant être un délai raisonnable", le Conseil communal adopterait lui-même un règlement complémentaire de circulation routière.

A l'heure actuelle, le rond-point est toujours utilisé pour l'embarquement et le débarquement des usagers, dont certains courent quotidiennement au beau milieu du trafic automobile afin de rejoindre leur tram. La situation demeure donc toujours préoccupante.

Quelle réponse la Région a-t-elle réservée à la mise en demeure adressée par la Commune? Et dans le cas où la réaction de la Région aurait été négative, pourquoi le Collège n'a-t-il pas encore proposé au Conseil un règlement complémentaire de circulation routière?

**- Mme Fremault quitte la séance –  
- Mevr. Fremault verlaat de zitting -**

**M. le Président/de h. Voorzitter** rappelle qu'une lettre a été envoyée le 5 mai 2011 à la Région bruxelloise à la suite de laquelle Mme le Ministre Grouwels s'est rendue sur place en juillet 2011 en compagnie du patron de la STIB de l'époque et a alors reconnu verbalement la pertinence de l'énorme inquiétude manifestée par la Commune par rapport à la situation du rond-point Churchill. On pouvait dès lors espérer que des mesures seraient prises dans la foulée. Comme cela n'a pas été le cas, des rappels ont été régulièrement envoyés à Mme

Grouwels et lors de cet échange de courrier, l'intéressée a confirmé par écrit ce qu'elle avait affirmé verbalement lors de sa visite du rond-point Churchill. Quand on reçoit une lettre officielle du Gouvernement, on se dit que ça va suivre, et ce d'autant plus que la Commune a déjà fait savoir à Mme Grouwels qu'elle n'a aucune objection à l'encontre de la condition rappelée dans la lettre, suivant laquelle il convient de régler la question de la circulation entre la brasserie Georges et l'avenue Legrand pour faciliter le site propre du tram. Or, en dépit des rappels envoyés tous les mois, il n'y a eu aucune réaction de la part de la Région.

C'est pourquoi M. le Président vient finalement d'envoyer la lettre suivante, à titre de dernière mise en demeure, à M. Charles Picqué, Ministre-Président de la Région bruxelloise :

"Monsieur le Ministre-Président,

Nous revenons vers vous dans le dossier mentionné en rubrique. Nous sommes au regret de constater que le courrier que nous vous avons adressé en date du 5 mai 2011 est resté lettre morte et que l'important problème de sécurité causé par les ruptures de charge pratiquées par les trams de la STIB à l'intérieur du rond-point Churchill à Uccle n'est toujours pas solutionné.

Pour rappel, de nombreux usagers faibles (écoliers, mamans avec poussettes, personnes âgées) traversent sans cesse le rond-point et ce, tant de l'extérieur du rond-point vers l'intérieur pour aller prendre le tram que de l'intérieur vers l'extérieur quand ils quittent le tram, risquant ainsi leur vie.

Cette situation chaotique nous a interpellé dès le début et de nombreuses et répétées démarches entreprises tant auprès de la STIB qu'auprès de Mme le Ministre Grouwels afin d'y mettre un terme définitif n'ont malheureusement à l'heure actuelle toujours pas abouti. Tout au plus, par un courrier daté du 13 juillet 2011, Mme le Ministre a partagé sans aucune réserve notre avis, que nous lui exprimions depuis des mois, quant au fait que le terminus de tram, se situant dans le rond-point Churchill, est une formule extrêmement dangereuse pour les piétons et que des alternatives doivent être trouvées. Toutefois, malgré nos rappels, aucune solution pratique n'a été dégagée depuis lors.

A cet égard, nous nous devons d'attirer votre attention sur le fait que tout accident impliquant un piéton relèvera de l'entière responsabilité du Gouvernement bruxellois, de Mme le Ministre Grouwels à titre personnel et de la STIB.

Comme il vous l'avait été expliqué dans le courrier précité du 5 mai 2011, étant donné que le problème évoqué pose une question de circulation permanente ou périodique sur l'avenue Winston Churchill, voirie régionale, il appartient à la Région de Bruxelles-Capitale de régler juridiquement la situation, la Commune d'Uccle n'exerçant aucune responsabilité en ce domaine.

Par le présent courrier, nous vous mettons dès lors une ultime fois en demeure d'adopter dans le délai d'un mois à dater de sa notification un règlement destiné à régler le problème de sécurité présent dans et autour du rond-point Churchill tel que décrit plus amplement ci-dessus.

A défaut, le Conseil communal se verra dans l'obligation d'adopter ledit texte réglementaire dans le respect de la procédure définie à l'article 3 § 2 des lois coordonnées sur la police de la circulation routière.

Dans l'attente d'une prise de conscience du réel danger que représente le terminus du tram dans le rond-point Churchill et d'une réaction rapide et adéquate du Gouvernement, nous vous prions de croire (...)."

Dans le cas où le Gouvernement bruxellois ne réagirait pas à cette lettre d'ici quinze jours, le Collège proposera au Conseil communal d'adopter lors de sa prochaine séance un règlement complémentaire de circulation routière visant à assurer la sécurité du rond-point Churchill.

**3. M. Desmet : Rue Victor Gambier et devenir du parc Raspail.**

**3. De h. Desmet : Victor Gambierstraat en de toekomst van het Raspailpark.**

Suite aux incidents qui se sont produits rue Victor Gambier le 11 novembre 2011 et qu'une certaine presse n'a pas manqué de relater, il y a lieu de s'interroger sur le devenir du parc Raspail. Il ne s'agit pas d'évoquer ce que certains pourraient considérer comme une nouvelle preuve d'insécurité n'y d'obtenir des informations relatives à l'instruction de ce dossier, mais plutôt de souligner la progressive dégradation de ce bien, où, jusqu'il y a peu, les Ucclois aimaient se promener. Aujourd'hui, il vaut mieux ne pas s'y aventurer au-delà de certaines heures.

Plusieurs parties de ce lieu ont bénéficié de mesures de protection en tant que témoignages du passé. C'est notamment le cas d'une grande partie du mur d'enceinte, dont des pans entiers disparaissent alors qu'il constitue l'un des derniers vestiges intéressants de l'ancienne propriété.

Quelle est la situation administrative actuelle de ce bien? Quelles sont les dispositions concrètes du nouveau propriétaire pour sécuriser et préserver les lieux? Pourquoi une des entrées est-elle totalement béante alors que les deux autres sont dotées d'un grillage amovible, qui n'a cependant guère contribué à les protéger? Le propriétaire actuel est-il au courant des mesures prescrites par l'arrêté de classement de 1995? Est-il disposé à se conformer aux exigences dudit arrêté?

M. Desmet conclut son intervention en déplorant que le pouvoir communal ait renoncé à acquérir ce bien classé en raison de sa valeur scientifique, esthétique et historique.

**Mme l'Echevin/de Mevr. schepen Dupuis** rappelle que la Commune n'a jamais été propriétaire de ce bien, qu'elle a eu en gestion en raison d'une convention de 1979. Une procédure de classement a abouti en 1995. Et la Commune gérait ce bien correctement : il y avait un entretien à l'intérieur, et il y avait même un projet qui était fort avancé et qui bénéficiait déjà d'un aval relatif de la part de la Commission des Monuments et Sites. Puis la Commune a appris que ce bien était mis en vente et n'a pas décidé d'acheter le bien, étant contrainte à opérer des choix plus prioritaires, comme la réparation des toitures des écoles. Une première vente a échoué. La Poste, qui s'était portée acquéreur, n'a pas voulu donner des explications sur les raisons de cet échec. Toujours est-il que l'on a perdu du temps suite à l'échec de cette première vente, et ce d'autant plus que le tribunal a dû intervenir pour mettre la situation à plat. Un second candidat acquéreur s'est présenté, mais n'a pas encore acheté lui non plus. Et Mme l'échevin Dupuis vient d'apprendre que la Poste a repris le dossier d'aménagement à son compte et que celui-ci a déjà été transmis à la Direction des Monuments et Sites. Ce dossier doit donc maintenant être complété par différentes études et va être présenté à la Commission pour obtenir un avis de principe. La Poste espère obtenir assez rapidement un permis d'urbanisme pour aménager les abords du parc et, ayant pris cette charge sur elle, concrétiser la vente qui a été commencée. Bien sûr, dès qu'on a un ensemble classé, c'est le facteur temps qui pose problème. Mais la Commune va mettre tout son poids derrière la Direction et la Commission des Monuments et Sites pour dégager une solution. Etant donné que les différentes parties ont accepté des concessions réciproques, le dossier a de bonnes chances d'aboutir. Enfin, Mme l'Echevin Dupuis va attirer l'attention du candidat acquéreur sur le problème du grillage.

**4 M. Cohen : Concours phone ta photo.**

**4 De h. Cohen : Wedstrijd « phone ta photo ».**

M. Cohen rappelle que le Service Ucclois de la Jeunesse et l'A.S.B.L. "Promotion des Parcs Publics" ont organisé le concours "phone ta photo" avec le soutien du Collège. Si on peut déjà s'interroger sur la pertinence d'un tel concours, surtout de la part d'une A.S.B.L. qui est censée assurer la promotion des espaces verts, on doit surtout déplorer l'affichage sauvage auquel il a donné lieu, notamment aux sorties des écoles. De plus, le texte libellé sur ces affiches est d'un goût fort douteux, sans compter la médiocrité du français. De nombreux parents d'élèves s'en sont émus auprès des directions des écoles, qui ont relayé l'information à la Commune. Mais rien n'a été fait depuis lors. En outre, M. Cohen doute fort que l'autorisation requise par le règlement communal pour placarder des affiches sur le

mobilier urbain ait été sollicitée et accordée. Si ces affiches ont été placardées indûment, pourquoi ne les a-t-on pas retirées? Pourquoi n'a-t-on pas dressé les amendes qui s'imposent, conformément au règlement? N'y a-t-il pas là une véritable pollution environnementale, d'autant plus regrettable que l'échevin qui chapeaute ce concours est également responsable de la Propreté publique?

**M. l'Echevin/de schepen Dilliès** reconnaît que ce concours était une erreur : le sujet était mauvais, l'affiche, pathétique et l'affichage, excessif.

- La séance est levée à 23h10.- De zitting wordt opgeheven om 23u10. -

Par ordonnance - Op bevel :  
Le Secrétaire communal adjoint,  
De Adjunct Gemeentesecretaris,

Le Président,  
De Voorzitter,